



1944-2019

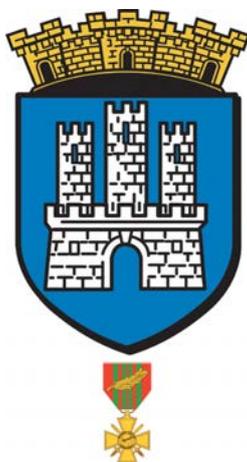
75^E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION



LA RÉSISTANCE DANS LE GIENNOIS

LA RÉSISTANCE DANS LE GIENNOIS

Édité par la Ville de Gien
Dans le cadre du 75^e anniversaire de la Libération
de la Ville et de sa région



À l'heure où les valeurs de la République sont fragilisées, le 75^e anniversaire de la Libération de Gien et sa région en 1944 arrive comme une piqûre de rappel.

Rappel de notre histoire commune, de celle de notre Ville qui, comme bien d'autres le long de la Loire, a subi de plein fouet les bombardements avant de se relever, mais aussi de notre devoir de mémoire envers les hommes et les femmes qui ont refusé de se soumettre à l'occupant et défendu les valeurs de la France au péril de leur vie.

Cet ouvrage, fruit d'un travail de recherches et de témoignages des familles des résistants du Giennois, retrace les événements locaux qui ont contribué à libérer la France, ainsi que l'histoire des hommes et des femmes qui y ont participé. Je remercie vivement à ce titre, les familles des résistants qui ont bien voulu partager avec nous leurs souvenirs et documents de cette période. Sans elles, l'exposition « La Résistance dans le Giennois », ainsi que ce livre n'aurait pas pu être réalisés.

L'histoire nous enseigne combien notre démocratie est fragile et surtout nous rappelle les sacrifices endurés pour la sauvegarder. C'est à présent à notre tour de veiller à sa défense, en remerciement envers ceux qui se sont battus avant nous et pour préserver les générations futures.

Christian Bouleau,
Maire de Gien
Président de la Communauté des Communes Giennoises
Conseiller Régional - Centre-Val de Loire



SOMMAIRE

La Résistance dans le Giennois

<i>L'Abeille et l'école</i>	p 6
<i>La Résistance autour de Gien</i>	p 9
<i>La ferme des Étourbes</i>	p 13
<i>L'engagement par le feu</i>	p 14
<i>La Montée des Vignes</i>	p 16
<i>La prise des tickets à la Mairie</i>	p 18
<i>Traîtres, délation et double jeu</i>	p 20
<i>L'information à la Libération</i>	p 23
<i>La Croix de Guerre pour Gien</i>	p 29

Portraits de Résistants

<i>Auger Robert</i>	p 32
<i>Bailly Georges</i>	p 33
<i>Bildstein Ernest</i>	p 34
<i>Blondeau Robert</i>	p 35
<i>Bouguereau Marcel</i>	p 36
<i>Bourgoin Jean</i>	p 37
<i>Bruneau Jacques</i>	p 39
<i>Chauveau Jean</i>	p 40
<i>Coilbault Raymond & Janina</i>	p 41
<i>Cunion André</i>	p 42
<i>Defaucamberge Jacques, Raymond et François</i>	p 43
<i>Demairé Georges</i>	p 44
<i>Deriat André</i>	p 45
<i>Drot René</i>	p 46
<i>Foucher Raymond</i>	p 47
<i>Henry Georges</i>	p 48
<i>Henry Jacqueline</i>	p 49
<i>Henry Jacques</i>	p 50
<i>Jacquot Paul</i>	p 51
<i>Le Noury Maurice</i>	p 52
<i>Lebert Gaston</i>	p 54
<i>Lelièvre André</i>	p 55
<i>Lerude Claude</i>	p 56
<i>Machet de la Martinière Joseph</i>	p 58
<i>Marchand Albert</i>	p 59
<i>Marienne François</i>	p 60
<i>Michelet Paul</i>	p 61
<i>Olivier Camille</i>	p 62
<i>Olivier Robert</i>	p 63
<i>Siméon André et Camille</i>	p 64
<i>Thivin René</i>	p 65

L'ABEILLE ET L'ÉCOLE

Quand éclate la seconde guerre mondiale, la Ville de Gien compte une école communale de garçons et une de filles, auxquelles on ajoutera la « petite » école du Hameau ou de la Bosserie, disparue aujourd'hui.

L'école de garçons, située à l'emplacement actuel du 12 rue Georges Clemenceau, a été bâtie dès 1892, mais sa réception définitive n'eut lieu qu'en 1895, « avec l'approbation la plus complète du conseil municipal ».

Dès 1888, M. Augere, Maire de Gien, « désire l'annexion d'un cours complémentaire de deux ans à cette école primaire publique : la gratuité en serait assurée et la Ville s'engagerait à entretenir ce cours complémentaire pendant cinq ans ». Ce projet fut accepté !

Le C.C., comme on le dénommera bientôt, « dispose de deux salles et d'un atelier le long de la ruelle des Fossés » (actuellement, rue des Écoles devenue rue Émile Frézot). Fort logiquement, en 1900, le directeur de cette nouvelle école, M. Pelé, demande que le conseil municipal l'autorise à fonder dans les locaux dont il dispose un pensionnat, qui permettrait aux jeunes de la région de suivre les études du cours complémentaire.

Ce n'est qu'en 1931, que le conseiller général, Maire de Gien, Jean Villejean, annonce par voie d'affiches « l'adjudication des travaux pour l'agrandissement et aménagement de l'école de garçons et de l'internat ».

Pour l'époque, ces travaux sont extrêmement importants puisqu'il s'agit de surélever les deux ailes du bâtiment principal. Le 3^{ème} étage étant réservé entièrement à l'internat : dortoir, salle d'étude, lavabos, vestiaire, etc... On réhausse également le bâtiment occupé par le cours complémentaire pour y faire deux classes, tandis que le rez-de-chaussée, avec une grande salle, serait réservé aux œuvres post-scolaires. Car, il faut bien préciser, que début 1924, M. Lottier, alors directeur, dépose en mairie un projet de « Coopérative laïque, scolaire et post-scolaire », projet concocté avec le concours de tous ses adjoints. C'était l'acte fondateur de l'abeille de Gien !, qui remplaçait, de fait, « le bataillon scolaire », et bien sûr, le vaillant Cercle Paul Bert, mis en place, par le prédécesseur, Monsieur Beaulieu.

Ce triptyque ainsi constitué (Ecole – C.C. – Abeille Coopérative), fonctionnant dans un même lieu ou presque, avec les mêmes enseignants, les mêmes élèves et surtout d'anciens élèves, accompagnés souvent de leurs parents, allait beaucoup séduire, non seulement à Gien mais aussi dans les environs (cantons de Briare, Châtillon-sur-Loire, Lorris, Sully etc... , Cher Nord, Nièvre...), et allait quelque peu provoquer des articles de presse pour le moins amers, voire acerbes, de la part du camp adverse...

La population locale, avide de distractions, put ainsi profiter d'une animation plus soutenue, grâce aux spectacles proposés par les enfants eux-mêmes, par la troupe théâtrale, et aux

rencontres de basket-ball, avec les équipes de l' Abeille. Ces dernières se forgeaient un palmarès presque inégalé, à la fois sur le plan régional et surtout national !

Autre équilibre rétabli, la parité un peu plus respectée, puisque fonctionnait déjà (rentrée 1913) l'école supérieure de jeunes filles, installée de l'autre côté de la ruelle des Fossés.

Ainsi, après des années difficiles, Gien connaissait enfin un nouveau paysage, du moins sur le plan scolaire. Il était temps !



L'école des Garçons

ET VINT ALORS LA TERRIBLE ANNÉE SCOLAIRE 1939-1940...

La deuxième guerre mondiale a éclaté et tous les maîtres exerçant principalement en cours complémentaire sont mobilisés. Beaucoup sont prisonniers de guerre : Messieurs Durocher, Farnault, Huet, Rosse, Sauviat ...Ils sont remplacés par des enseignants venus pour la plupart du département de la Seine. Avec l'afflux d'élèves, originaires de la région parisienne et du nord de la France, un cours secondaire doit être créé.

L'Abeille, par ricochet, tombe dans un demi-sommeil, faute de retrouver ses animateurs habituels, partis sous d'autres cieux. Durant ce temps, la pression ennemie redouble d'intensité puisque les bombardements allemands vont défigurer la ville de Gien et provoquer de très nombreuses victimes civiles. Les internes du C.C. doivent même être évacués, renvoyés dans leur famille, le 12 juin, sauf ceux qui préparent le brevet élémentaire et le concours d'entrée à l'école normale.

Parmi les bonnes nouvelles, on accueilli parmi les maîtres remplaçants un certain Émile Frézot, le basketteur international (J.O. Berlin, 1936) et également, avec fierté, un jeune instituteur alsacien, Ernest Bildstein, qui a fui la zone d'occupation allemande et ne cache pas dès son arrivée « sa haine pour le régime nazi ». Nul doute qu'on entendra reparler de lui ...



Émile Frézot

On sent bien qu'on arrive à un tournant ; derrière l'activité de surface, constituée par le basket, le théâtre, les garderies du jeudi, un esprit de résistance se développe de plus en plus à l'égard des autorités d'occupation, et ce simultanément, parmi les cadres de l'école, de l'Abeille, et même parmi les grands élèves. Cela sent la poudre...

D'autant que 1942 voit arriver un élément majeur, Robert Auger, instituteur chargé de l'éducation physique (Émile Frézot ayant sollicité et obtenu l'autorisation de continuer ses études afin d'obtenir son professorat).

Sous l'impulsion de Robert Auger, un battant, la section basket reprend des couleurs et construit même un nouveau terrain de basket dans le haut de la rue des Écoles et un plateau d'éducation physique. Ce terrain de basket, l'Abeille le conservera longtemps et l'utilisera jusqu'à la mise en service du gymnase de la rue Paul Bert. Mais, parallèlement à toutes ces activités « à conserver coûte que coûte » pour Monsieur Marcel Bouguereau, directeur, la constitution d'un groupe de résistance devint une évidence.

Ernest Bildstein, lieutenant de réserve, et son ami Henri Deshayes, joueur de l'équipe première de basket et employé à la mairie, avaient pris contact avec les cadres d'un réseau du mouvement « Vengeance ». Robert Auger, Georges Demairé, instituteur lui aussi au C.C. et quelques autres se préparaient à agir. Ainsi, plusieurs membres du bureau de l'Abeille, dont Pierre Perronnet, et plusieurs enseignants assistaient dans la chambre du surveillant d'internat, Robert Auger, à des séances d'étude de l'armement ; tout cela à quelques mètres de l'école supérieure de jeunes filles dans laquelle était logée une partie de la garnison allemande !

On a souvent affirmé que l'école de garçons de Gien servait de dépôt d'armes à la résistance locale, tout comme la petite école d'Arrabloy, où l'institutrice, Madame Andrée Poupa, participait activement au mouvement (cache d'armes, accueil de réfractaires, résistants, voire parachutistes étrangers). Par contre nous n'avons aucune archive en notre possession actuellement pour confirmer l'existence d'un dépôt d'armes permanent dans les locaux et dépendances du 12 rue Georges Clemenceau.

Il faut aussi préciser que la police allemande, remarquablement épaulée par les collaborateurs locaux, les traîtres, dont le coiffeur Moulet et son comparse Serge Chevassus, était régulièrement bien informée, donc toujours prête à réagir.

Très tôt, l'Abeille, ses entraîneurs, ses joueurs, ses sympathisants, l'École et le C.C., leurs enseignants et leur environnement furent suspectés de constituer « un vrai nid abritant des terroristes ». Lors de leur procès, devant la Cour de Justice, on en saura un peu plus sur les informations dont bénéficiaient Moulet et Chevassus, qui recevaient des courriers retrouvés à leur domicile, émanant d'une personne très proche du milieu résistant local. Elle ne sera jamais identifiée...

N'empêche que ces sinistres individus recevaient des consignes très précises telles que : « vous devez abattre, même si vous les rencontrez dans la rue, Bildstein, Deshayes, Petit l'instituteur, et même Bouguereau le directeur et Maire de Gien, qui ne peut être qu'à l'origine du vol des cartes et tickets de ravitaillement à la mairie... ».

Dans ces conditions, on comprend les changements opérés notamment parmi le corps enseignant, dont les membres un peu trop en vue cherchaient à se cacher ou rejoindre le maquis. C'est ainsi que pour la première fois, le cours complémentaire accueillit en 1943 une dame, Jacqueline Henry, comme professeur d'éducation physique. Très vite initiée par ses collègues, Jacqueline servit d'estafette et ralliait à bicyclette Gien à l'école d'Arrabloy, où elle sympathisa très vite avec Andrée Poupa.

Ernest Bildstein



L'ABEILLE ET L'ÉCOLE

L'ANNÉE 1944 ALLAIT-ELLE ÊTRE DÉCISIVE ? OUI, MAIS POUR QUEL BORD ?

Elle commença bien mal pour les têtes du mouvement « Vengeance », tous arrêtés le 16 janvier 1944 chez le « patron », l'Orléanais Claude Lerude, à la suite bien sûr d'une dénonciation. Le responsable giennois, Jacques Defaucamberge, dit « l'épervier », blessé, réussira à s'évader de l'hôpital d'Orléans. Par contre Georges Demairé, dit « Rémy des Canches », suivant sa bonne étoile, échappa à la rafle et s'en sortait bien à l'aube de cette nouvelle année. Évidemment le coup est retentissant et notre petit groupe Bildstein, Demairé et Deshayes se disperse, tandis que d'autres sont arrêtés, relâchés ou déportés. De plus en plus souvent, la police allemande va exercer une surveillance accrue sur l'Abeille et l'école.

Ainsi, venus à la mairie récupérer des archives de l'Abeille, des garçons de l'équipe Juniors de basket, donc âgés de 18 ans, se voient arrêtés dès le lendemain, 6 février 1944, par la police allemande conduite par Chevassus. René Thivin, André Boulland, Lucien Durand et Paul Michelet sont incarcérés à Orléans, prison de la rue Eugène Vignat. Mais grâce une fois encore à l'intervention de Marcel Bouguereau, Maire de Gien, les trois premiers seront libérés quelques semaines plus tard.

Le jour du Débarquement, 6 juin 1944, la Gestapo ne tergiverse plus et se décide à arrêter Marcel Bouguereau dont l'activité et le comportement leur paraissaient bien suspects depuis fort longtemps...

On imagine facilement la stupéfaction à Gien et aux alentours. Profitons de cet instant pour évoquer la mémoire d'une autre grande dame qui mérite admiration et respect.

Amie de longue date des époux Bouguereau, Mademoiselle Cormier, directrice d'école retraitée, se rendit atterrée au commissariat de police d'Orléans et demanda à rencontrer son ami Marcel, ne sachant pas qu'il allait partir en déportation. La Gestapo n'était pas sans ignorer son passé de militante syndicaliste ! Elle fut donc arrêtée sur le champ, déportée à Ravensbrück où elle connut l'horrible supplice de la chambre à gaz ...

Durant ces moments difficiles, nos résistants ne restèrent pas inactifs et, encouragés par l'avancée des Alliés et les prémices de la débâcle nazie, multiplièrent les coups de main. Le plus retentissant fut sans contestation possible la capture des deux collaborateurs, Moulet et Chevassus, une opération rondement menée.

De l'audace, toujours de l'audace, mais ne faut-il pas, parfois, examiner les chances de réussite par rapport à ses moyens et à ceux de ses ennemis ? Hélas, Bildstein, au retour d'une mission sur Saint-Brisson-sur-Loire tomba dans une embuscade au chemin des Vignes près de Saint-

Gondon, et devant la supériorité en hommes et en armes de son adversaire, pourtant en déroute, ne put que s'incliner et y perdit la vie avec plusieurs de ses compagnons ... Quel drame, on s'en doute !

Il marqua profondément tous les membres de l'Abeille, tous ceux du corps enseignant de la région giennoise, tous les maquisards aux alentours.

Toutefois, en revenant sur ces sacrifices, on ne peut manquer d'être frappé « par l'évolution de la notion de patriotisme », qui cette fois s'installe et se développe partout dans l'opinion française.

Bildstein, disparu, le commandement de sa compagnie revient à Georges Demairé, nommé capitaine presque aussitôt. « C'est lui qui va assurer la Libération de Gien, sans qu'un seul coup de feu soit tiré, en ces derniers jours d'août 1944. Il aura surtout le privilège d'accueillir et de faire la liaison avec les troupes américaines. »

La prochaine rentrée scolaire, 1944-1945, sera évidemment plus calme et plus joyeuse, même si le premier réflexe consiste à faire le point sur les effectifs et rendre hommage à ceux qui ne sont pas revenus, et peut-être à ceux que l'on reverra bientôt (ex. Marcel Bouguereau, hospitalisé). Ce dernier, enfin rétabli, reprendra son poste mais pour peu de temps. A la rentrée 1945-1946, Monsieur Charles Brassier, auparavant à Briare, prendra la direction de l'ensemble de la structure.



Portrait de Marcel Bouguereau
Maire de Gien de mars 1941 à octobre 1944

LA RÉSISTANCE AUTOUR DE GIEN

Au lendemain de la défaite de 1940, la majorité des Français est comme anesthésiée par l'ampleur du désastre au point de s'en remettre à un vieillard encore auréolé de prestige. Pour autant, rapidement naît un esprit de résistance qui se manifeste concrètement par quelques échauffourées, des affichettes collées à la sauvette sur les murs, des câbles de transmission coupés. L'action est individuelle mais réelle. Elle se trouve au fondement de la naissance de différents mouvements dont, à l'origine, elle suit généralement les clivages socio-politiques qui prévalaient avant-guerre.

À partir de 1942-43, dans le Loiret, il y eut le « Mouvement Résistance » constitué à Briare par Camille Coquillat et Fernand Buysier (photo ci-contre) ; les Corps Francs « Vengeance » de Claude Lerude auquel se rattache le groupe de Gien de Jacques Defaucamberge, Henri Deshayes et Ernest Bildstein, les « Francs-tireurs partisans » (mouvement Front National d'obédience communiste) dont René Laval était le recruteur à Gien, est également présent à Bonny-sur-Loire ; « Libération Nord » de Claude Lemaître, maire de Châteauneuf-sur-Loire, que l'on retrouve aussi dans le Cher avec le Général Challe.

Dans ce département, dont la particularité est d'être traversé par la ligne de démarcation, l'« Organisation Résistance Armée » du commandant Gangneron tente de s'organiser avant d'être décimée par la Gestapo dès février 1943. La résistance du Cher est reprise en main en 1944 par les F.F.I. et le colonel Colomb (Arnaud de Vogüé). Par la suite, ces mouvements bénéficieront de l'aide du réseau anglais Buckmaster pour la fourniture d'armement et opéreront parallèlement aux commandos S.A.S. mis en place à Gien, Briare (colonel Bourgoïn dit le Manchot) et dans le Cher (Major Lépine). Un groupe rattaché au F.T.P. (Francs Tireurs Partisans) est également présent.

Dans l'action, ces différents mouvements vont parfois se retrouver sur les mêmes zones géographiques, collaborer, voire se fondre au gré des circonstances. Recrutement, renseignement, propagande, recherche d'armes et de munitions, formation des maquisards, assistance aux aviateurs alliés abattus, sabotages, vont être les principales actions clandestines avant que la Résistance ne prenne une autre forme et se développe avec la mise en place du Service Obligatoire du Travail. Cette mesure va pousser de nombreux jeunes Français à entrer dans la clandestinité. Ils fourniront une grande part des effectifs des maquis.

Leur mission, après le débarquement du 6 juin 1944, est de nuire à l'acheminement des renforts et de harceler les troupes allemandes en retraite au sud de la Loire en les empêchant de traverser le fleuve pour protéger l'avancée de la 3^{ème} armée du Général Patton en rive droite. Avant cela, ces mouvements connaîtront tous la trahison et n'agiront véritablement au grand jour qu'à partir de juillet 1944. L'action sur le terrain atténuera pour un temps les divergences politiques et aboutira soit à des regroupements soit à des fournitures d'armes dont certains groupes étaient privés.

LE CORPS FRANC VENGEANCE

À Gien et dans les alentours, le mouvement le plus actif est « Vengeance ». Il rassemble 50 hommes fin 1943. L'arrestation de son chef le Capitaine Defaucamberge le 16 janvier 1944 déstabilise ce groupe dont les responsables Bildstein, Deshayes, Demairé se dispersent tandis que d'autres sont arrêtés puis relâchés ou déportés. À nouveau réunis courant mai sous les ordres du Lieutenant Bildstein, ils installent leur maquis au « Petit Piat » puis à la ferme des Étourbes, tenue par la famille Muntzer à Coullons.

Parmi ses actions : participation au vol de tickets d'alimentation en mairie de Gien, mise en place de drapeaux tricolores sur les monuments aux morts de plusieurs communes pour le 14 juillet ; prise en charge d'un aviateur américain, Bill Evans ; rattachement et organisation du maquis de Châtillon-sur-Loire à Cernoy-en-Berry aux ordres du Lieutenant Coilbaut, mitraillage d'un camion allemand à Gien, capture des collaborateurs giennois Moulet et Chevassus, attaque d'une auto-mitrailleuse à Poilly-lez-Gien, lutte contre le marché noir, interpellations de soldats allemands en retraite, combat du 18 août à Saint-Gondon avec la mort de Bildstein, Deroïn, Sévère et Lelièvre, combat de Poilly-lez-Gien avec la mort de Prignau et Bruneau.

À la suite de cet épisode et de l'explosion accidentelle d'une grenade tuant un militaire allemand le 20 août à Saint-Gondon, le drame est évité de peu avec des otages épargnés sur intervention de ressortissants alsaciens présents tant à Dominus, auprès de réfugiés, que dans le village. Le 22 août, les hommes sont contraints de passer une nuit dans l'église mais le lendemain, les Allemands ont disparu.

Sous le commandement de Georges Demairé, investissement du camp de Bois Damblai (une centaine de chars, 800 mitrailleuses Rebel en état, 200 canons), prise de contrôle de la Ville de Gien désertée par les Allemands, réarmement de 6 chars utilisés pour la surveillance de la Loire et de la libération des communes de la rive sud.

Une partie du groupe de Châtillon-sur-Loire commandé par le Sergent-chef Buffart a mené une lutte active en renfort dans le Cher, à Étrechy. Près de 200 soldats allemands ont été tués et 191 faits prisonniers.

LA RÉSISTANCE AUTOUR DE GIEN

LES FRANCS TIREURS PARTISANS

Ce mouvement est développé dès fin 1942 dans le Giennois sous forme « d'escouades » par Albert Méresse, installé à Bonny-sur-Loire, chef de groupe, qui fut aussi son bourreau en le trahissant par la suite. Il regroupe des gens de Briare, Gien, et Bonny-sur-Loire dont le lieu de repli en cas d'alerte est le « Petit Bardelet ».

Parmi ses membres se trouvent Jean Bourgoïn qui cache des armes « au Cadéro » [Trocadéro], le dentiste René Laval, André Dériat, Raymond Foucher, Philippe Pérez (caches d'armes le long des voies ferrées), qui seront tous déportés. Paul Jacquot qui cachait dans son jardin des mitrailleuses sans doute abandonnées par des soldats français en 1940, est arrêté par les Allemands alors qu'il transportait des munitions pour ces armes et est fusillé place Foch.

Ce groupe a procédé à la destruction de lignes téléphoniques et devait faire sauter le local de la milice situé en gare de Gien ainsi que le train de Pierre Laval qui devait y passer.

Les F.T.P. sont également actifs à Bonny-sur-Loire avec Gérard Lagier, André Simonneau, Georges et Fernand Beaupin. Dès 1940, ils recherchent des armes et distribuent des tracts. Par la suite ils participent au sabotage de lignes téléphoniques ou de voies ferrées. Une tentative sur les installations du pont-canal de Briare ne peut être effectuée mais le trafic sur le canal est perturbé après la destruction de portes d'écluses. Fernand Beaupin et Gérard Lagier sont arrêtés le 2 juin 1943, après dénonciation d'Albert Méresse, par la police française. Conduits à Orléans, ils sont torturés puis fusillés sur le champ de tir des Groues le 8 octobre 1943 avec 15 autres camarades du groupe Chanzy.



Octave et Renée Montembault, alias Patrick et Nicole - Châtillon-sur-Loire



LE MOUVEMENT RÉSISTANCE

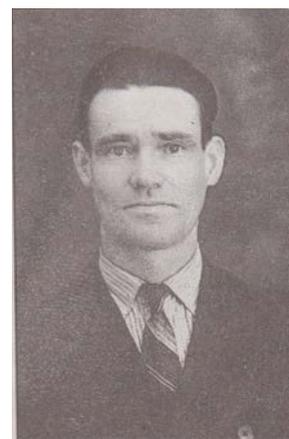
Il apparaît dès 1942 sur une initiative venant de Paris d'un certain Mansart qui contacte Camille Coquillat, promu chef de secteur. Ce dernier est bientôt rejoint par Fernand Buyser, Marius Philippeau et Maurice Boubin. Ce groupe va essaimer sur Châtillon-sur-Loire, avec Octave Montembault et à Saint-Firmin-sur-Loire, avec Olivier Florentin. D'autres sections de combat se mettent progressivement en place dans le Briarais et jusqu'à Nogent-sur-Vernisson et même Sully-sur-Loire.

En août 1943, le groupe réceptionne un parachutage d'armes dont le partage a lieu en octobre. Le mois suivant, Camille Coquillat échappe de peu à la Gestapo et entre dans la clandestinité. Fernand Buyser lui succède avec le grade de Capitaine et déplace le maquis à Cernoy-en-Berry puis à Saint-Firmin-sur-Loire tandis que des arrestations sont opérées à Châtillon-sur-Loire. Elles concernent notamment le couple Montembault, M. Bugnicourt et un instituteur qui ne revinrent pas de déportation.

Au printemps 1944, le groupe détruit des lignes téléphoniques, sabote des installations sur le canal, procure des faux papiers, des tickets d'alimentation et des caches aux réfractaires du S.T.O.

Le 3 août, Florentin et Leroy sont envoyés à Nogent-sur-Vernisson pour récupérer des armes auprès de Corjon et Coquillet à la suite d'un parachutage annulé, les Allemands ayant été mis au courant. Mais ils tombent dans une souricière. Après avoir été torturés, ils sont ramenés à Saint-Firmin-sur-Loire par les Allemands et des miliciens qui veulent savoir où se trouve le maquis. Ils sont finalement abattus au bord d'une route.

Le maquis où ne se trouvent que cinq résistants, est attaqué. Quatre, dont Serge Buyser, blessé, s'enfuient pendant que Fernand Buyser retarde les assaillants avant d'être touché à son tour et de se donner la mort pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi vivant. Le jeune Leroy n'a jamais été retrouvé. Les rescapés rejoignent la compagnie Bildstein.



Fernand Buyser

LIBÉRATION NORD

Ce mouvement s'implante dans le secteur de Châteauneuf-sur-Loire grâce à Jean Joudiou, natif de Ladon, qui devient instituteur à Châteauneuf en 1941. L'année suivante, il se rapproche des « Compagnons de France », les premiers à cacher des réfractaires au S.T.O. Après une première arrestation, il se rend dans les Alpes pour tenter d'approcher la Résistance mais revient dans le Loiret pour intégrer le Service géographique de la Préfecture dont plusieurs membres appartiennent à « Libération » et participent à aider les réfractaires. En juin 1943, Claude Lemaître, maire de Châteauneuf-sur-Loire révoqué par Vichy pour avoir, notamment, hissé le drapeau tricolore sur la mairie le 14 juillet 1941, s'engage à « Libération Nord » dont il deviendra le responsable départemental début 44.

Jean Joudiou participe à la fondation du groupe « Libération » de Châteauneuf-sur-Loire dont les missions consistent à cacher les réfractaires au S.T.O., recruter des jeunes pour former un maquis, chercher des terrains de parachutage pour recevoir des armes, perpétrer divers sabotages. Son action s'étend au Gâtinais et à la Sologne. Il échappe à une rafle qui décime son groupe, en décembre 1943. Mais en février, il tombe entre les mains de la Gestapo alors qu'il sert d'agent de liaison entre Claude Lemaître, également interpellé, et le responsable du Comité central du mouvement. Il est incarcéré à Fresnes puis ramené à Orléans, interrogé et battu. Il est déporté à Mathausen, puis à Melk en avril 1944. Il y meurt le 26 janvier 1945.

Claude Lemaître est également interrogé et torturé avant d'être envoyé à Compiègne puis déporté à Mathausen, lui aussi en avril 1944. Ni l'un ni l'autre n'ont parlé. Ce ne sont pas les seuls de ce réseau castelneuvien à avoir souffert de la barbarie nazie. Il y eut aussi Jean Imbault, Tony Ricou, Janet Roche, Odette Toupense qui ne revinrent pas des camps de concentration, Pierre Houdre, compagnon de Jean Joudiou jusqu'à ses derniers instants, Raymond Roland, Robert Thiercelin et Yvette Kholer-Choquet compagne d'infortune de Denise Jacob, sœur de Simone Veil dans les camps.

Yvette Kholer-Choquet



Albin Chalandon



Claude Lemaître



Jean Joudiou



LE MAQUIS DE LORRIS

Dans les premiers mois de 1944, les grands mouvements de résistance ont subi de graves revers. C'est dans l'action clandestine qu'ils vont pouvoir reprendre le combat. Parmi d'autres, deux organisations s'intéressent alors à la Résistance du Loiret et notamment de l'est du département : le Special Operations Executive (S.O.E.) anglais destiné à détruire le potentiel économique allemand dans les pays occupés, ce sont les réseaux Buckmaster, et l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.), une des huit composantes du Conseil National de la Résistance français, représenté par le colonel O'Neill. Sa mission est d'organiser, de former et d'armer des groupes de résistants d'une dizaine de membres dans chaque commune.

En août 1943, il nomme Mercier, délégué militaire départemental chargé du secteur de Gien-Montargis, qui prend Pierre Charié comme adjoint pour la région de Pithiviers-Bellegarde. Il charge Albin Chalandon, de l'organisation de résistance de l'armée (O.R.A.) de recruter des volontaires au nord de Gien, de Lorris à Nogent-sur-Vernisson.

En liaison avec le Débarquement, l'idée est de créer deux forces combattantes de part et d'autre de la Loire pour empêcher les Allemands d'acheminer des renforts vers la Normandie. Le lieutenant Chalandon prend les contacts nécessaires avec différentes administrations dont les Eaux et Forêts qui favoriseront les actions de la Résistance par la suite. Pour former les maquisards il fait appel à d'anciens élèves officiers de Saint-Cyr. D'autres groupes se forment : Vitry-aux-Loges, Chambon-la-Forêt, Chilleurs-aux-Bois et Bois-Thomas qui bénéficient d'une cinquantaine de parachutages, celui de Lorris étant servi par le réseau « Alliance ».

Le maquis de Lorris s'est installé aux Aulnottes mais il va devoir trouver un autre camp quand les événements se précipitent. Le 17 juillet 1944, le maquis de Vitry est attaqué par les Allemands et se replie sur celui de Lorris. Il faut trouver un camp plus grand : le Ravoir. Le 6 août, c'est au tour du maquis de Chambon de subir les assauts allemands et de rejoindre

LA RÉSISTANCE AUTOUR DE GIEN

celui de Lorris. Vers le 15 août, pour des raisons méconnues, une soixantaine d'hommes du chef-lieu rejoignent le maquis de Lorris. Ils sont cantonnés aux Aulnottes. Le maquis de Lorris compte alors près de 600 maquisards et se réorganise en quatre compagnies (Albin, Robert, Paul, Max). Dans la deuxième quinzaine d'août d'importantes échauffourées ont lieu entre des maquisards, venus de Fay-aux-Loges, à Tigy et des soldats allemands qui effectuent des marches et contre-marches dans le secteur. Le 20 août, la population de Sully-sur-Loire passe une nuit d'épouvante au château où elle a été rassemblée par l'ennemi qui, au matin a quitté la ville.

Les activités du maquis concernent le renseignement, l'organisation d'embuscades ou d'actions de sabotage et l'arrestation de collaborateurs ou miliciens. Le maquis de Lorris est impliqué dans l'affaire du château de Solterre (enlèvement manqué du général Von Uckerman, commandant les troupes d'occupation de la Région) ; le 12 août, attaque de convois allemands sur la nationale 60 à Chicamour pour récupérer des véhicules nécessaires au transport des hommes pour la Libération d'Orléans, prévue le 15 août (9 morts, 7 blessés) ; le 14 août, les Allemands attaquent le maquis, d'abord au Carrefour de la Résistance puis au camp du Ravoir (près de cinquante victimes, résistants ou civils pour l'ensemble des lieux d'affrontements et d'exécutions sommaires) ; le 17 août, libération de Châteauneuf-sur-Loire, puis entrée dans Orléans ; par la suite participation à la libération de plusieurs communes au sud de la Loire ; 25 août, participation à la Libération de Paris.

DANS LE CHER-NORD

Arnaud de Vogüé
alias Colonel Colomb



Deux mouvements tentent de s'implanter dans le Cher : l'Organisation de la Résistance de l'Armée (O.R.A.) avec le commandant Gangneron, et « Libération Nord » du Général Challe. Ils ne survivront pas à la répression de l'occupant. C'est donc au deuxième trimestre de l'année 1944 que la Résistance dans le Cher va réellement prendre son essor avec le Colonel Colomb, Arnaud de Vogüé, a qui est confié le commandement des F.F.I du Cher-Nord.

Colomb n'était pas sans expérience puisqu'il avait constitué un groupe d'une trentaine d'hommes à Boulleret dont les missions se résument à la récupération d'armes, l'organisation de dépôts clandestins. Les contacts avec des groupes voisins (Sancerre, Cosne-sur-Loire) sont établis. En 1944, 150 à 200 maquisards - ces effectifs doublent par la suite - sont présents dans le Sancerrois.

En mai, le colonel Colomb rencontre Marc O'Neill, délégué militaire régional, qui en fait le délégué militaire pour le Cher.

Le maquis du Cher est doté d'opérateurs radio et reçoit des armes lors de parachutages réalisés dans le secteur de Vailly-sur-Sauldre, Léré. Les Allemands ne sont pas sans réagir et ce sont les F.T.P., du côté d'Aubigny-sur-Nère, qui en font les frais. Non sans difficulté, le colonel Colomb tente de rallier les F.T.P., la mise en place d'un commandement unifié se faisant tardivement le 12 août lorsque Londres donne l'ordre de guérilla.

Le maquis s'organise de façon à ce que chaque commune - ou presque - soit dotée d'un groupe de résistance d'une dizaine de combattants. Mais le fait d'être « chez eux » limite leur capacité opérationnelle au harcèlement des troupes allemandes en retraite passant à leur portée. Dans un premier temps, l'activité porte en grande partie sur le sabotage (voies ferrées, écluse de Léré sur le canal latéral, lignes téléphoniques et électriques, maquillages des bornes kilométriques et panneaux indicateurs routiers). Par la suite deux maquis, Yvoy (150 hommes) et Mennetou, sont organisés en petites unités très mobiles, adaptées au harcèlement des troupes allemandes en retraite. Car le Cher a eu la particularité d'être traversé par la colonne Elster forte de 15 à 18 000 soldats. Dans le Cher-Nord, sa présence est particulièrement sensible après la destruction du pont de Cosne-sur-Loire par les Allemands.

Le 22 août, le maquis d'Yvoy occupe Aubigny-sur-Nère et Argent-sur-Sauldre. Le lendemain, il poursuit une colonne hippomobile allemande jusque dans le Loiret après avoir passé la Loire à Briare et à laquelle ses combattants tendent une embuscade à Breteau. L'ennemi est toujours très présent sur Aubigny-sur-Nère et Argent-sur-Sauldre que le maquis réoccupe le 26. Des combats ont lieu dans ce secteur notamment à Clémont où les Allemands parviennent à passer. L'évacuation par leurs troupes d'Orléans accentue la pression sur le Cher-Nord. Les S.A.S du colonel Bourgoïn, stationnés à Briare et Gien viennent renforcer les maquisards, ainsi qu'une partie du groupe de Châtillon-sur-Loire appartenant à la Compagnie Bildstein, pour les derniers combats dans le Cher. À partir du 1^{er} septembre, la région paraît libérée, les Allemands refluant plus au sud où ils se rendront aux Américains le 12, le général Elster ne voulant pas le faire auprès des « terroristes ».



Le maquis de Châtillon-sur-Loire - 1944

LA FERME DES ÉTOURBES (COULLONS)

UNE FAMILLE QUI AIDA LA RÉSISTANCE

Des liens très forts existaient entre les maquisards et la population rurale. Les maquisards devaient en grande partie leur existence à l'aide de certains paysans, la famille Muntzer en est un exemple. En effet, elle a caché le maquis Bildstein dans sa ferme.

Récit de Madeleine Muntzer Chenuet :

« Comme tous les fermiers, nous avons dû subir les réquisitions : chevaux pour l'armée allemande, récoltes... Heureusement nous étions à la campagne et pour nous, c'était moins difficile que pour les habitants des villes. Notre père n'avait pas voulu donner son fusil aux Allemands et comme beaucoup, il l'avait caché avec les cartouches sous la réserve de foin ».

Un jour notre père arriva et nous dit : « demain des gars vont venir ; ils se cacheront ici quelques temps ». Il nous a expliqué que c'étaient des résistants et qu'ils avaient été repérés dans la ferme du Petit Piat à Saint-Florent-le-Jeune où ils se cachaient précédemment.

Le lendemain 1^{er} juillet 1944, au petit matin, sous la conduite d'Ernest Bildstein, un petit groupe d'hommes armés est arrivé. Ils se sont installés dans un bâtiment derrière la ferme. Nous ne les voyions pas beaucoup. Ils faisaient eux-mêmes leur cuisine, mais il fallait leur porter du lait, du beurre... des provisions. Nous cachions des sacs de blé pour ne pas les donner aux Allemands et nous faisons moudre la farine en cachette.

J'avais un peu peur mais je les admirais beaucoup, surtout Ernest Bildstein, qui était un jeune homme d'un courage et d'une droiture exemplaires ».

Un aviateur américain « Bob » s'est caché aux Étourbes et a tenu à participer à l'arrestation des deux collaborateurs giennois.

Dans l'attente de leur jugement, les « traîtres » Moulet et Chevassus (après leur arrestation par le mouvement « Vengeance » rue de Montbricon le 12 août à 8h du matin) ont été enchaînés dans la porcherie de la ferme des Étourbes. Ils seront condamnés à mort le 19 juillet 1945 et fusillés le 5 septembre 1945.



La porcherie de la ferme

ÉVACUATION DE NUIT DE LA FERME

Récit d'André Aubel :

« Le 23 août 1944, la plus grande partie du maquis traversa la Loire pour regagner Gien. Jacques Bruneau resta seul pour garder les prisonniers allemands : Serge Chevassus et Moulet de sinistre mémoire, Lucien Prince dit Guy de Bourbazel, titre d'ailleurs aussi faux que le sujet lui-même. Jusqu'au 27 août, Jacques assura la difficile protection de son groupe et se maintint en contact avec ses chefs dont le P.C était à Gien.



Robert Auger, Pierre Poupa et la Famille Muntzer

Suite à l'accrochage du 27 août à Poilly où il fut abattu, pour mener l'œuvre à bonne fin, j'ai pris le commandement du groupe arrêté aux Étourbes. Les Allemands avaient tendu une embuscade sur la voie d'accès ouest du poste. Aidé de quelques volontaires, dont Messieurs Vieugué, Kergaravat, Foubert, Chollet, Clotaire Rat, Jean Berthelot, Jean Aubel sans oublier la famille Muntzer toute entière, nous avons entrepris le transfert toute la nuit, vers la Loire, du camouflage du matériel, et vers Gien des 12 hommes du groupe Rémy, 12 prisonniers allemands et des 3 traîtres.

Il faut à ce sujet, noter l'attitude du jeune Guy Barbereau qui, sachant les Allemands à cinq cents mètres du poste et son chef tué au champ d'honneur, continua à assurer la liaison de son groupe avec Gien. »



ENGAGEMENT PAR LE FEU (POILLY-LEZ-GIEN)

RAPPORT DE L'ADJUDANT MARCEL DECHERIT

Concernant un engagement par le feu, avec un détachement allemand le 27 août 1944 à 19h, au carrefour des routes CD. 55 Poilly-lez-Gien – Autry-le-Chatel (Loiret) et RN 140 Bourges-Gien.

« Le 27 août 1944, les unités allemandes se trouvent à Argent-sur-Sauldre (Cher), à 20 km de la petite bourgade de Poilly-lez-Gien (Loiret), où se trouve un petit groupe de maquisards commandés par le lieutenant Preignault. À 18h40, en même temps que moi, arrive au P.C. le sous-Lieutenant Bruneau. Aussitôt, nous décidons de partir en reconnaissance jusqu'à Autry-le-Chatel.



Jacques Bruneau

Pour effectuer celle-ci, nous prenons deux voitures et trois maquisards : Thoret, Piot et Lechaux. Je me trouve sur le siège avant droit de la voiture de tête conduite par le Lieutenant Preignault, sur le siège arrière se trouvent les soldats Thoret et Lechaux. Dans la seconde voiture qui nous suit se trouvent le sous-Lieutenant Bruneau et le soldat Piot.

À 100 mètres environ, avant d'arriver au carrefour formé par les routes Poilly-lez-Gien – Autry-le-Chatel et Bourges – Gien à 4 km de Poilly-lez-Gien, je suis le premier à apercevoir une colonne cycliste de soldats allemands venant de Bourges et se dirigeant sur Gien.

Aussitôt, je montre cette colonne au Lieutenant Preignault qui arrête la voiture sur le côté droit de la chaussée. Le Lieutenant Bruneau arrête son véhicule derrière et sur le même côté. Nous mettons pied à terre et nous observons la réaction des Allemands. Nous ne possédons que 2 mitraillettes, un fusil 36 et 3 pistolets. La distance de 100 à 150 mètres nous interdit d'ouvrir le feu avec nos moyens de feu trop faibles en puissance et surtout le nombre d'Allemands en présence (38). Je donne alors l'ordre à tout le monde de se camoufler dans les fossés de la route et d'attendre la réaction ennemie,

laquelle ne se fait pas attendre, car aussitôt une rafale de fusil mitrailleur arrose les voitures et prend la route en enfilade.

Je me trouve à ce moment-là dans le fossé de gauche en direction de la route de Bourges, le sous-Lieutenant Bruneau et le soldat Thoret sont à mes côtés, tandis que Piot et Lechaux se trouvent dans le fossé de droite. Le Lieutenant Preignault cherche à traverser la route en rampant en direction d'un petit chemin qui se trouve à droite. À ce moment, un deuxième fusil mitrailleur placé au sud du carrefour entre en action ainsi que plusieurs fusils et forment un feu croisé avec le premier. Le sous-Lieutenant Bruneau se replie en direction de Poilly. Il parcourt environ 20 mètres en rampant et se trouve arrêté à un découvert qu'il croit infranchissable tellement il est battu par les rafales des armes automatiques. Les Allemands continuent de tirer et une mitrailleuse entre en action. Celle-ci est installée au sud du carrefour et balaye la route de ses rafales.

C'est à ce moment que je passe devant Bruneau suivi de Thoret. Nous continuons de ramper en direction de Poilly. Quelques mètres plus loin, je suis atteint d'une balle au bras gauche. Je donne alors la mitraillette que j'avais à Thoret. En même temps, je me retourne pour me rendre compte où étaient mes camarades. Je m'aperçois que Preignault, Bruneau et Thoret, Piot et Lachaux ont décroché et sont partis à Poilly. Au moment où je fais ces constatations, un lance grenades entre en action, une première grenade tombe vers les voitures endommageant la deuxième, une deuxième grenade à environ 10 mètres au sud de l'emplacement des voitures, une troisième, celle qui a tué le Lieutenant Preignault tombe dans le fossé à 15 mètres de nous, la quatrième tombe entre Thoret et le sous-Lieutenant Bruneau, et c'est l'attaque par un groupe qui avait progressé pendant le tir.

À ce moment, je crie à mes camarades « attention, les voilà, tous à moi, direction Poilly ». Malheureusement seul Thoret se lève et me suit. Preignault et Bruneau sont morts.

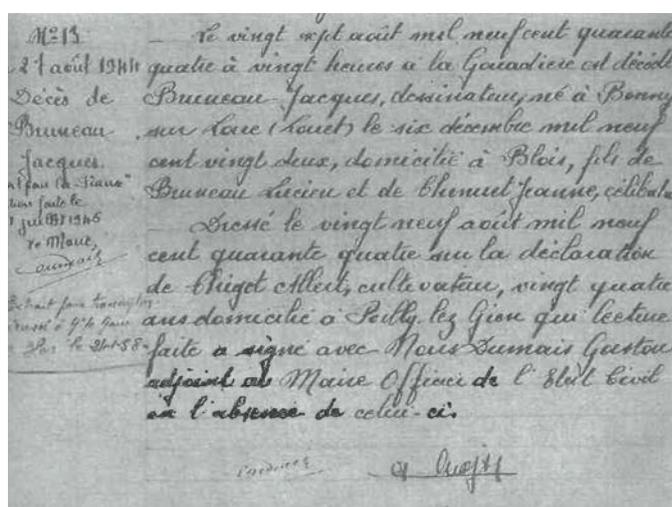
Les Allemands nous mitraillent sur la route à 15 mètres. Nous ne sommes pas atteints. Nous nous replions vers une ferme où tous les habitants sont cachés dans les écuries. Après avoir traversé la cour de celle-ci, nous débouchons dans une plaine de 600 mètres complètement à découvert.

Je juge qu'il nous sera impossible de la traverser sans être pris sous le feu de nos poursuivants qui se trouvent à 50 ou 100 mètres de nous. C'est à ce moment que j'aperçois une petite haie dans laquelle nous restons cachés jusqu'à 23 h, étant dans l'impossibilité de bouger sans attirer l'attention des Allemands qui patrouillent dans les environs.

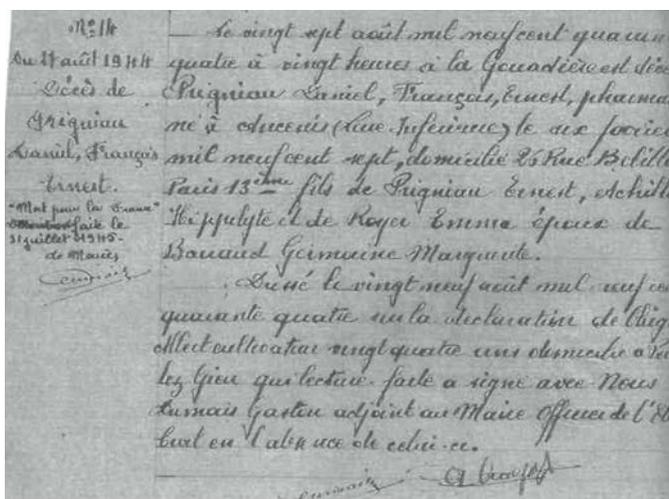
À cette heure, et après avoir perdu beaucoup de sang, je suis faible et Thoret est obligé de me soutenir pour marcher à travers champs. Nous gagnons le château de Marcault où je sais qu'il y a un poste de secours. Là, je reçois les premiers soins pour rentrer au P.C. à Poilly que je trouve désert. Je retrouve Piot couché chez Madame André, quant à Lechaux, il a passé la Loire en direction de Gien.

Ne pouvant traverser la Loire pour me rendre à l'hôpital, je rentre chez moi pour y passer la nuit. Ce n'est que le lendemain à 7 h que je rentre au P.C. de Gien pour y rendre compte des incidents du 27 août 1944.

Je propose le soldat Thoret pour la citation suivante : soldat énergique qui n'a jamais faibli au cours de l'engagement, est resté toujours sous les ordres de ses chefs sans s'occuper de sa propre personne. Malgré la présence proche de l'ennemi, a rapporté ses armes au P.C. ainsi que la mitrailleuse de l'Adjudant Decherit, blessé grièvement. »



Acte de décès de Daniel Prigniau



LA MONTÉE DES VIGNES (SAINT-GONDON)

ÉVÉNEMENT DU 18 AOÛT 1944

Rapport des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.), maquis de Coullons, par Maurice Espinasse, rescapé.

« Le 18 août 1944, vers midi, nous revenions de Saint-Martin-sur-Ocre et avons pris la route de Poilly / St-Gondon pour éviter Coullons, où cantonnaient des Allemands. En tête roulait la voiture Couderc conduite par Lelièvre, avec Bildstein à l'intérieur et Robichon dans la malle arrière.

Aussitôt derrière, roulait la seconde voiture que nous venions de prendre à St-Martin conduite par Deroin et accompagné de Bailly, Sévère et moi.

Il était convenu que nous n'attaquerions pas les voitures allemandes. Nous roulions à environ 100 kilomètres à l'heure.

À la sortie du dernier virage, avant la « Montée des Vignes » j'entendis la première voiture s'arrêter brusquement et vis au milieu de la route deux Allemands qui levaient les bras en signe de reddition.

Notre voiture qui avait de mauvais freins fut obligée de doubler la première et ne put stopper que 80 mètres plus loin au moins.

Je vis Bildstein et Robichon descendre de leur voiture et entrer en conversation avec un Allemand, en même temps que Lelièvre tournait sa voiture (je ne sais pourquoi) l'avant en direction de Poilly. Notre camionnette ayant enfin stoppé, je sautais à terre en abaissant le tablier arrière, mais jetant un coup d'œil vers l'avant (direction St-Gondon) je vis deux Allemands à environ 25 mètres de nous, l'un dans le fossé de droite, l'autre dans le fossé de gauche, avec chacun un mousqueton braqué sur nous. J'avertis aussitôt les camarades de ma voiture. Bailly et Sévère sortirent par le derrière de la camionnette, mais Deroin sortit par la porte avant droite.

Aussitôt les deux Allemands tirèrent sur nous. Deroin reçut une balle dans la poitrine et presque aussitôt après, alors qu'il nous avait rejoint derrière la voiture, une autre balle lui déchira le mollet.

À ce moment, Bildstein discutait toujours avec un Allemand et celui-ci, un mouchoir à la main, restait au milieu de la route. Je mis mon F.M. (fusil mitrailleur) en batterie et conseillai à Bailly et Sévère, qui n'étaient pas armés, de se sauver. Sévère voulut se rendre et se découvrit en levant les bras, il tomba mort aussitôt. Je visai le Boche du fossé de gauche et je tirai une très courte rafale qui l'abattit, puis je me préparai à en faire autant de celui de droite mais au moment où j'allai appuyer sur la gâchette, je reçus une balle dans la main droite, j'essayai de tirer de la main gauche mais le F.M ne fonctionnait plus. Le levier d'armement était cassé. J'étais donc désarmé et inutile. Je me retournai vers Bildstein, qui me fit signe de partir. Je bondis alors dans un petit chemin menant vers la Loire, une balle me toucha légèrement aux jambes.

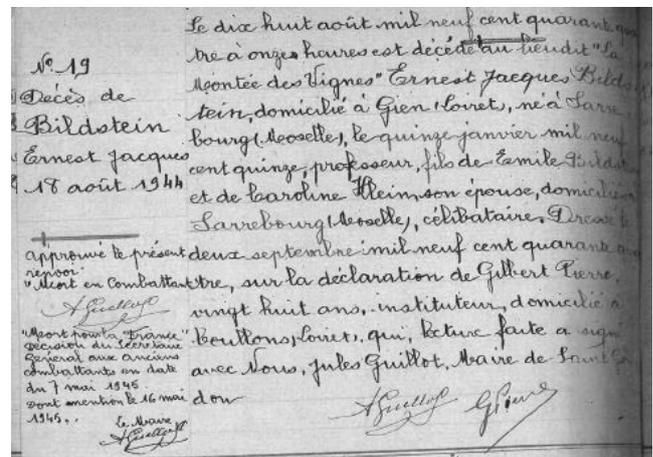
Bailly s'enfuit du côté opposé. Je me postais dans une haie à environ 100 mètres de la route.

Bildstein enfin commença à tirer et tua des Allemands, qui étaient à sa hauteur, mais il restait encore celui qui m'avait blessé ; je vis bientôt Bildstein tomber mort puis Robichon partir en emmenant son F.M. Je m'éloignai davantage en direction de la Loire et j'entendis ensuite Robichon tirer puis une auto allemande arriver ; et Robichon tirer de nouveau au bout d'un certain temps. Les Allemands de la voiture ripostèrent et envoyèrent des rafales de mitrailleuses dans toutes les directions.

À ce moment-là, j'arrivais à la Loire où des balles sifflaient encore autour de moi. Je suivis la Loire jusqu'à St-Gondon sans plus rien entendre, ni rien voir. »



Ernest Bildstein - Victime



Acte de décès E. Bildstein

Monument F.F.I. à Saint-Gondon



Inauguration du Monument en 1945

Acte de décès A. Deroin

15 17
 Le dix huit août mil neuf cent quarante quatre à onze heures est décédé au lieu dit "La Montée des vignes" André Emile Philippe Alphonse Deroin, domicilié à Saint Martin sur Ocre (Loiret), né à Saint Brisson (Loiret), le dix huit septembre mil neuf cent huit, ouvrier agricole, fils de Alphonse Deroin et Léontine Aupetit son épouse, domiciliés à Saint Martin sur Ocre (Loiret), épouse (mères) Lucienne Moassé. Dressé le deux septembre mil neuf cent quarante quatre sur la déclaration de Alphonse Deroin, soixante cinq ans, cultivateur, père du défunt qui, lecture faite a signé avec nous, Jules Guillot, maire de Saint Gondon Deroin Al



Georges Bailly - Rescapé

N° 20
 Le dix huit août mil neuf cent quarante quatre à onze heures est décédé en combattant au lieu dit "La Montée des vignes" Georges Desrivé Eugène Sévère, domicilié à Saint Martin (Loiret), né à Paris (14^e arrondissement), le vingt neuf mil neuf cent vingt, vendeur, fils de Pierre Eugène Sévère et de Madeleine Marie Boitard, son épouse, domiciliés à Saint Martin sur Ocre (Loiret), célibataire. Dressé le deux septembre mil neuf cent quarante quatre sur la déclaration de Pierre Sévère, quarante cinq ans, électricien, père du défunt qui, lecture faite a signé avec nous, Jules Guillot, maire de Saint Gondon Sévère Haïre

Acte de décès G. Sévère

17
 Le dix huit août mil neuf cent quarante quatre est décédé au lieu dit "La Montée des vignes" André Arthur Albert Lelièvre, né à Gondreville la Franche (Loiret), le douze janvier mil neuf cent quinze, chauffeur mécanicien, fils de François Celestin Arthur Lelièvre et de Alice Albertine Emma Michoux, son épouse, domiciliés à Gondreville la Franche (Loiret), épouse de Suzanne Palène Girard. Dressé le deux septembre mil neuf cent quarante quatre, sur la déclaration de Aubert André, quarante neuf ans, entrepreneur de maçonnerie, domicilié à Boullons (Loiret) qui, lecture faite, a signé avec nous, Jules Guillot, maire de Saint Gondon

Acte de décès A. Lelièvre

LA PRISE DES TICKETS À LA MAIRIE

ÉVÉNEMENT DU 23 DÉCEMBRE 1943

Les acteurs :



Léon Cornille

Marcel Bouguereau, Maire de Gien, qui a laissé la clé du coffre à disposition, **Léon Cornille** (alias Raoul), agent de police, concierge de nuit à la mairie, **Henry Deshayes**, secrétaire de mairie, Résistants venus d'Orléans : **Lieutenant Guyot** (alias Adrien), **Bernard Cognet** (alias Pierre Bréchémier), **Adjudant Fontana** (alias Toto), le pompier **Robert Doyen**, **René Faucheux** (le chauffeur) et **Charles Dumast** (alias Michel).

Récit de Bernard Cognet (alias Pierre Bréchémier) :

« Le mouvement « Vengeance » manque de tickets d'alimentation, leur base de ravitaillement est coupée. Il nous faut absolument nous en procurer par nous-mêmes. Les réfractaires comptent sur nous. Claude Lerude me charge de cette question. Pour plusieurs raisons, je choisis la mairie de Gien.

J'apporte le plus de soins possibles à la préparation de ce coup de main, et l'on peut même dire qu'il est calculé à la minute. C'est Michel qui se laisse enfermer dans la mairie en prenant un tas de fagots comme abri. Plusieurs fois la femme du concierge de la mairie vient chercher du bois, mais s'il ne réussit pas à ne pas se faire découvrir, il ne réussira jamais à se réchauffer. Au douzième coup de minuit, l'Adjudant Fontana a coupé une vitre de la mairie, pour assurer le camouflage de l'opération et dégager la responsabilité du gardien ; mais il ne réussit pas à détacher le verre, comme aurait fait un vrai cambrioleur..., il manquait de métier ! Au bruit de cette tentative, le concierge ouvre la porte.

« Police ! » lui fut-il répondu ; il donna la clé des cadenas qui fermaient les chaînes auxquelles étaient attachées les caisses de tickets ; car le gouvernement de Vichy, inquiet de l'épidémie de cambriolages dans les mairies, avait prescrit des précautions minutieuses. Sa femme qui n'avait pas été mise dans le secret du complot se leva pour voir ce qui se passait. Révolver au point, les cambrioleurs l'ont invitée aimablement à leur fournir une chaise bien rembourrée, pour qu'elle n'ait pas à souffrir d'une station assise prolongée ; ils l'ont baillonnée avec égards, pour ne pas l'étouffer, et ils l'ont ligotée solidement sur sa chaise. Après sa femme, le concierge fut ligoté et baillonné par Fontana.

L'urne qui cette fois contient les tickets d'alimentation et non les bulletins de vote est embarquée dans la voiture, pas sans avoir failli avoir des histoires avec deux feldgendarmes qui passaient au moment où nous sortions. Un peu avant Châteauneuf-sur-Loire, une panne nous immobilise. André désigne quatre d'entre nous pour se mettre de chaque côté de la route dans le fossé, ce qui nous vaut un bain de pieds. Pendant que le chauffeur répare, survient un camion conduit par des Allemands qui s'arrêtent et demandent poliment pour une fois si nous voulons de l'aide.

Évidemment André leur répond que ça n'est rien et ils repartent. Ils ne se sont jamais doutés qu'ils étaient passés si près de quatre mitraillettes. Quant à nous, nous avons été très soulagés de les voir partir. Nous n'arrivons chez André à Saint-Jean-de-Braye que vers trois heures du matin ».

Récit d'André Guyot (alias Adrien) :

« Parmi l'équipe, outre Bernard Cognet qui avait réglé les détails, Michel Dumast qui s'était fait enfermer dans la mairie, René Faucheux qui nous avait fourni la voiture et conduisait, il y avait encore Toto Fontana, l'adjoint des pompiers d'Orléans et un de ses collègues.

La situation de ma maison me la fit choisir pour y déposer notre butin au retour. Et c'est ainsi que je suis entré chez moi, par effraction, par la fenêtre de la cuisine (je n'avais pas voulu prévenir ma femme !) ouvrant la porte à Cognet et Dumast, qui portaient l'urne électorale remplie de tickets. Ma femme nous voyant dans cet état et mise au courant, voulut nous faire chauffer du café sur un réchaud électrique. Tous les plombs sautèrent... et nous dûmes trier les tickets à la lueur d'une bougie. Les paquets préparés dans la nuit étaient répartis et expédiés dans toutes les directions ».

Tickets de rationnement



CARTE DE LAIT ENTIER		N° et la date révisable		Nom et prénom de l'ayant droit									
Titre n°		Valable de											
30 27 24 21 18 15 12 9 6 3 LI		30 SEPTEMBRE											
29 26 23 20 17 14 11 8 5 2 LH		30 OCTOBRE											
28 25 22 19 16 13 10 7 4 1 LG		30 NOVEMBRE											
30 27 24 21 18 15 12 9 6 3 LF		30 DÉCEMBRE											
29 26 23 20 17 14 11 8 5 2 LE		31 JANVIER											
31 28 25 22 19 16 13 10 7 4 1 LD		31 FÉVRIER											
30 27 24 21 18 15 12 9 6 3 LC		31 MARS											
29 26 23 20 17 14 11 8 5 2 LB		31 AVRIL											
31 28 25 22 19 16 13 10 7 4 1 LA		31 MAI											

Témoignage de Marie-Thérèse Cornille, épouse David.

« Petite fille, j'ai assisté à cet évènement. J'étais couchée. J'ai entendu mon père dire à ma mère « Thérèse lève-toi ». J'ai regardé en me cachant la tête sous le drap et j'ai vu un homme avec un imperméable, un chapeau et un revolver qui attachait maman sur une chaise dans la cuisine. J'ai eu très peur.

J'ai pensé qu'on voulait nous tuer. J'ai entendu la porte d'entrée se refermer et mon père m'a appelée (je suppose que son baillon n'était pas trop serré).

J'ai coupé les liens qui attachaient mes parents. Mon père a téléphoné au commissaire de police, Monsieur Labrette. Avec mes parents nous avons été interrogés au commissariat, dans la cour de la mairie par le commissaire et un Allemand qui parlait très bien le français. Maman ignorait que papa était résistant.

Après la libération, deux messieurs qui avaient participé au vol des tickets, sont venus à la maison avec un bouquet pour maman qui avait eu si peur ».

Monsieur Léon Cornille s'était engagé dans le groupe Corps Francs du mouvement « Vengeance » le 1^{er} octobre 1943 sous le pseudo Raoul.

Bilan de l'opération :

120 kg de tickets, plus 30 000 cartes et tickets selon Bernard Cognet.

Selon le journal « Républicain du Centre » du 23 décembre 1943 : tous les tickets de rationnement du mois de janvier, des tickets de régime, des tickets de savon, des bons de chaussures, des bons d'essence et de pétrole, des bons de textile, ainsi que plus de 7 000 feuillets semestriels servant au renouvellement des cartes. Cette parfaite réussite est pour le Lieutenant Bildstein le symbole d'une victoire certaine.



Marie-Thérèse Cornille



La Mairie de Gien en 1943



TRAÎTRES, DÉLATIONS ET DOUBLE JEU

En cette époque troublée, l'histoire de la Résistance dans le Giennois a sa part d'ombre : celle dans laquelle sont tapis les dénonciateurs, les collaborateurs, les agents doubles et les traîtres. Albert Méresse, qui dénonce le groupe Chanzy dont il est l'un des cadres, Annick Boucher, d'origine giennoise, qui joue un rôle trouble entre Allemands et résistants, notamment lors de la tentative d'enlèvement manquée du Général ou Colonel (des incertitudes demeurent sur son grade) allemand Von Uckerman au château de Solterre, Pierre Lussac ou Guy Eymard que l'on retrouve dans nombre d'arrestations et scènes de torture... figurent dans ces catégories.

À Gien, la collaboration a deux noms et deux visages : Marcel Moulet, coiffeur, celui qui suggère et manipule ; Serge Chevassus, interprète, celui qui agit. Dans une période de forte suspicion et dans une petite cité où, finalement tout le monde se côtoie et par conséquent se connaît, il apparaît difficile de rester discret sur ses activités. Dans ce contexte, la délation par rancœur, conviction ou intérêt, joue un grand rôle dans l'affrontement que se livrent des factions opposées.

UN TRAÎTRE BIEN INFORMÉ

L'arrestation des chefs des Corps Francs « Vengeance » le 16 janvier 1944, chez Claude Lerude, à Orléans, met un coup de frein aux activités de ce mouvement, notamment à Gien. Parmi eux se trouve le responsable du groupe de Gien, le capitaine Defaucamberge. Ce qui se passe par la suite doit s'analyser au travers de la surveillance exercée par Moulet et Chevassus sur des membres de « Vengeance » ou supposés l'être. Dans cette tâche, ils sont aidés par un traître qui n'a jamais été identifié, même si par la suite, certains membres du réseau ont affirmé avoir leur petite idée - gardée par devers eux - à ce sujet.

Le fait que les deux collaborateurs giennois aient bénéficié de renseignements, au demeurant très précis, n'est pas étonnant et a été formellement établi par des lettres retrouvées chez eux après leur arrestation, le 12 août. Dans celle du 20 janvier précédent, quatre jours après le coup de filet d'Orléans et qui commence par un « Cher ami » sans équivoque, on peut lire : « Je connais enfin les chefs de la Résistance à Gien et je viens te les signaler. Ce sont Bildstein, instituteur à Gien et Henri Deshayes qui travaille à la mairie. Ils sont tous d'accord avec le maire Bouguereau qui les encourage et les guide de ses conseils.

De cœur avec toi et le P.P.F, j'ai réussi à m'infiltrer parmi eux et à gagner leur confiance... Il importe que les 2 premiers chefs signalés disparaissent car ce sont de beaucoup les plus dangereux et les plus actifs... ».

L'informateur recommande étonnamment de ne pas prévenir les Allemands et propose de tendre un piège à Bildstein et Deshayes qu'il croit cachés à Autry-le-Châtel. Il s'agit de leur adresser une lettre pour leur faire croire qu'on peut les arrêter et les inciter à se confier au traître. Celui-ci précise : « Tu peux signer car ils te craignent et m'ont déjà affirmé qu'ils ne pouvaient rien contre toi ».

Ce ne sera pas toujours le cas puisque Chevassus obtient une arme des Allemands pour se défendre au cas où, et le fait savoir par annonce dans « Le Giennois » en menaçant de représailles si l'on s'en prenait à lui ou ses amis.

Lettres de dénonciation

Monsieur Moulet
Coiffeur à
Gien
Rue de l'Hôtel de Ville à
Gien

On revient à ce que je t'ai dit... J'ai vu
mon nouvel ami Deshayes avec qui j'ai
parlé aujourd'hui. Il a contribué à une
façon presque directe au vol des trébuchés de
l'incubation à Gien. Il a des cartes de paie
comme il veut. Ici, il n'y a guère que moi
qui le sache ni se repose pas. Bildstein
visite à Gien aujourd'hui, absent au gas
d'arrange de l'Abelle qui il devait faire
aujourd'hui devant être à Orléans à une
réunion de Résistance quelconque. Il y a
souvent m'a-t-il dit et rapporte des ordres
précis et précieux et m'impose de dois je rajouter
qu'ils soient obligés d'aller se chercher. Le
suis leur ami (leur ami) à présent. Je
me proposerais de les ravitailler et j'ai
armé le plan et alors qu'ils ont conçu au
cas où il y aurait de l'argent et des
et sur tout savoir ni sont les armes.
Bouguereau l'encourage et l'encourage
Mais nous aurons notre vengeance.

Nous avons réussi à savoir où se trouvent Bildstein
et Demari qui sont revenus dans la région. Ils sont au
"Petit Rat" et installent là un magasin. Nous essayons, Serge
et moi, de savoir où est situé exactement ce magasin. Nous
essayerons le savoir bientôt et nous pourrions alors y aller
en force car nous ignorons combien ils sont. D'après les
renseignements que nous avons, ils seraient environ huit ou
dix, plus quelques agents de liaison.
C'est un membre du groupe de Gien - car nous aussi
nous avons nos amis - qui va proposer de ravitailler le
magasin et de leur fournir tout ce qui leur sera nécessaire.
Dès qu'il aura acquis leur confiance et qu'il y sera allé
une première fois, il nous le dira, et alors nous pourrions
corner le magasin. Mais il faut, ce jour-là, arrêter
aussi notre agent de renseignement et quelques gendarmes
de Gien pour qu'il ne soit pas soupçonné par ses collègues
à Gien, la population est calme.

DES INFORMATIONS TRÈS PRÉCISES

Dans une autre missive du même jour, adressée à Monsieur Moulet, coiffeur à Gien, il indique : « J'ai revu mon nouvel ami Deshayes avec qui j'ai parlé aujourd'hui. Il a contribué d'une façon presque directe au vol des tickets d'alimentation à Gien »... Il ajoute : « Bildstein invisible à Gien aujourd'hui » et soupçonne qu'il est parti chercher des instructions à Orléans : « il y va souvent m'a-t-il dit et rapporte des ordres précis et précieux ». Le traître suppose qu'ils devront se cacher et se propose de les ravitailler « et j'aurai ainsi le plan élaboré qu'ils ont conçu au cas où il y aurait un débarquement et aussi et surtout je saurai où sont les armes ».

Dans un autre courrier à Moulet, toujours du mois de janvier mais sans date précise, il donne d'autres noms : « Méfies toi de Labrette [NDA : commissaire de police à Gien] et du concierge de la mairie. Il fut volé parce qu'il le voulait bien. Sa femme, moins fine, parlerait sans doute. Guette aussi Petit, instituteur, Auger qui est à Paris en ce moment, Roger Villejean, le docteur Chenille qui fait de faux certificats, le docteur Merry, ami de Monsieur Bouguereau... Je pourrais t'en citer 200. Ce sont les plus redoutables ».

Le 23 janvier, l'informateur revient à la charge auprès de Moulet pour lui dire que « Bildstein et Deshayes attendent des armes pour la semaine prochaine » et auquel il ordonne pratiquement de les faire partir en écrivant à M. Bouguereau. Il dicte même ce qu'il faut écrire : « Je sais que Bildstein et Deshayes reçoivent des armes, s'ils ne partent pas avant demain lundi ou mardi au plus tard, je les livre aux Allemands et te livre toi et pas mal de types de la résistance. Je sais que tu as délivré de faux papiers et tu peux avoir des témoins (Cerveau en particulier). Je fais arrêter aussi Labrette, Petit, instituteur et Demairé »... Le but est d'apeurer les résistants pour les pousser à la faute. La proximité avec les chefs locaux de « Vengeance » dont il paraît jouir, le niveau de renseignements qu'il détient, sa propension à donner des ordres à Marcel Moulet, et cette façon trouble d'évoluer dans les deux camps, constituent autant d'indices permettant de croire qu'il s'agit d'une personne bien placée, voire insoupçonnable.



Arrestation de M. Moulet et S. Chevassus

LE VRAI-FAUX DÉLATEUR DE CHEVASSUS

Ce n'est pas le seul à renseigner Marcel Moulet comme l'atteste une lettre du 10 février d'une toute autre écriture : « Hier soir, il y a eu une réunion au Foyer St Laurent réunion de la résistance. C'est le père Curé et Leblanc qui sont en remplacement de Marchand et Defaucamberge depuis qu'ils sont arrêtés »...



Une lettre du 1^{er} février, adressée à Serge Chevassus, a été retrouvée dans les documents abandonnés par le Capitaine Schubert du service d'information de la caserne de Gien. Elle évoque la montée en puissance du maquis de Gien dont les « nouveaux membres doivent avoir fini leur instruction pour le moi[s] de mars ». Chevassus est mis en garde : « Deshayes porte toujours un revolver sur lui avec l'intention, s'il te rencontre seul, Moulet ou d'autres membres du P.P.F., de vous descendre ».

L'indicateur, qui veut : « te renseigner en ami », ajoute : « je crois qu'en cas de débarquement on a l'intention d'occuper Bois Damblai par les jeunes gens du groupe de résistance. Les armes cachées se multiplient de jour en jour de sorte que le danger pour les personnes visées grandit sans cesse ». Bien qu'il semble très impliqué dans cette action, celui qui signe « Ton X » écrit : « je ne compte pas parmi elles ». Il révèle des informations qui ont déjà été communiquées à Moulet, insiste sur le fait de faire partir les deux chefs et révèle : « j'ai écrit au maire Bouguereau... et lui ai remis un ultimatum. Si mon ultimatum n'est pas accepté, je ferai arrêter tous les coupables par la Gestapo ». Cela fait un peu « déjà vu ». Cette note n'apporte rien de nouveau par rapport aux déclarations de « l'informateur » de Moulet. Les résistants locaux n'y attachèrent qu'une importance relative estimant qu'elle avait pu être rédigée par Chevassus lui-même « avec l'intention de laisser supposer qu'il n'était qu'un agent de transmission » et non pas un acteur zélé des autorités allemandes et de la Gestapo.

TRAÎTRES, DÉLATIONS ET DOUBLE JEU

LA COLLABORATION GIENNOISE

Gien a eu ses collaborateurs zélés : Marcel Moulet, coiffeur, et Serge Chevassus, interprète. De cyniques auxiliaires des autorités allemandes qui ont traqué les réfractaires et les résistants de la région giennoise.

En 1944, Moulet a 38 ans et Chevassus, 27 ans. Le premier est secrétaire de la section locale du Parti Populaire Français auquel le second a adhéré en 1942, se livrant à une propagande effrénée. Comme cela a été révélé lors de leur procès devant la Cour de Justice d'Orléans le 19 juillet 1945, Moulet fut « le mauvais génie » de son cadet dont il avait fait son informateur et son exécutant. Chevassus accompagna, armé, le sinistre agent de la Gestapo, Pierre Lussac dans de nombreuses réquisitions, perquisitions, dénonciations et arrestations.

Chantage, racket ont été les instruments volontiers utilisés par les deux compères qui ont aussi bénéficié des services d'un traître dont les courriers, retrouvés après leur arrestation, permettent de supposer qu'il fréquentait jusqu'aux plus hauts responsables de la Résistance locale.

Le Président de la Cour de Justice, s'adressant à Chevassus, ne s'y est pas trompé lorsqu'il évoque la vague d'arrestations qui a frappé le Corps Franc « Vengeance » en février 1944 : « le 7 février 1944, vous avez appris que trois jeunes gens devaient venir à la mairie de Gien chercher les archives de l'Abeille. Sachant que cette société était un noyau de résistance, vous avez alerté la Gendarmerie, vous avez fait arrêter Boulland, Thivin et Durand pour qu'ils vous remettent les dossiers et vous indiquez où se trouvaient Bildstein, Deshayes, Demairé et d'autres résistants...

... C'est vous qui avez arrêté Jean Chauveau avec Lussac. Vous encore qui avez préparé l'arrestation de M. Bouguereau... Vous qui avez guidé Lussac pour arrêter M. Demairé. Comme ce dernier était absent, Lussac vous a dit : « si tu le vois, descends-le ! » Vous avez répondu : « C'est entendu ! »... ». Dans ce contexte, lorsque Marcel Décherit, inspecteur de police, informe le 11 août que les Allemands préparent leur départ et que Moulet et Chevassus les suivront, il est rapidement décidé de les interpellier. L'opération est aussitôt organisée pour... le lendemain. Les deux « collabos » habitent ensemble une maison située rue de Montbricon qu'ils quittent « chaque matin vers 8 heures et séparément ». On les sait armés.

Georges Demairé témoigne : « nous étudions soigneusement notre coup de main dans la matinée du 11 août. Trois équipes formeront trois bouchons sur chacune des trois voies d'accès à la maison intéressée, et seront en position avant l'heure habituelle de sortie de Chevassus et Moulet ; les hommes simuleront des occupations diverses, armes camouflées »... Chaque équipe dispose de sa voiture. Bildstein commande l'équipe A avec Gaston Lebert, qui prend position rue

Lejardinier (actuelle rue Adjudant-Chef Olivier). L'équipe B, avec Deshayes et l'aviateur américain Bill Evans, s'installe dans la côte de la rue de Montbricon. L'équipe C, dirigée par Demairé, avec Espinasse, Coilbault et Bruneau, stationne rue de Montbricon, dans la partie plane et prend position dès le 11 août au soir.

Les deux autres voitures rejoignent leurs emplacements le lendemain au petit matin. Vers 7 h 45, Espinasse signale la sortie de Chevassus qui revient peu après avec un pot à lait. Il ressort peu après et se dirige à bicyclette vers la voiture de Bildstein dont les occupants simulent une panne. Il est mis à terre, assommé d'un coup de clef à molette sur le crâne par Bill Evans, vivement embarqué et transporté aussitôt vers le maquis des Étourbes.

Les deux équipes restantes se rejoignent et modifient le plan : Décherit qui est connu de Moulet va frapper chez lui pour lui présenter un soi-disant nouvel inspecteur joué par Robichon. La ruse fonctionne, Moulet est ceinturé, jeté dans une voiture et transporté à son tour aux Étourbes.

Les deux prisonniers sont installés dans un « toit à cochons » attachés aux murs par une « chaîne cadénassée au cou mais la porte ouverte, ils considèrent avec étonnement pendant quelques jours la vie de notre maquis ».



Après la libération de Gien, M. Moulet et S. Chevassus sont ramenés dans la ville et livrés à la justice. À l'issue de leur procès, ils sont condamnés à mort et fusillés le 5 septembre 1945 à l'aube, au stand de tir des Groues près d'Orléans. Dans le Journal de Gien du 15 septembre, on peut lire dans un entrefilet : « Tous deux ont expié assez crânement. Ils ont refusé de se laisser attacher les mains et bander les yeux et avant de tomber ont crié : « Vive Pétain ! »...

L'INFORMATION À LA LIBÉRATION



À l'entrée en guerre, l'information dans le Giennois est assurée par « L' Avenir Républicain » et « L'Indépendant de Gien ». Ce dernier est l'héritier du « Giennois », titre abandonné après la guerre de 1870. Jusqu'en 1940, il sera confronté à d'autres journaux plus ou moins politiquement engagés et éphémères. Sa ligne politique évolue d'ailleurs au cours des décennies. En dernier, il était plutôt proche des milieux républicains modérés.

Comme « L' Avenir Républicain », il cesse de paraître en 1940, au moment de la bataille de France. Celle-ci achevée, la presse peut renaître, mais sous contrôle, en zone occupée.

Dans le Département, les journaux reprennent leurs titres sauf à Gien où les Allemands le refusent, le jugeant sans doute trop provocant compte tenu des circonstances. « L'Indépendant de Gien » redevient « Le Giennois », son titre initial jusqu'en... 1871.

Une fois les Allemands partis, la presse locale doit renaître rapidement afin d'informer les populations sur l'évolution des événements et surtout lui faire connaître les consignes nécessaires à l'organisation de son quotidien.

En attendant qu'elle soit en capacité de le faire, la résistance prend les choses en main et lance le « Bulletin d'Information du Comité de Libération de la Ville de Gien », frappé de la croix de Lorraine, qui s'installe au 27 rue Georges-Clemenceau et paraît le 1^{er} septembre au tarif de 1F. Le gérant est Lucien Gaudry. Il paraît jusqu'au 2 novembre sur un rythme hebdomadaire. Les trois premiers numéros sortent le vendredi puis la distribution se fait le jeudi. Le Bulletin a pour but « de renseigner les Citoyens sur la situation militaire et internationale... donnera des nouvelles de France, quelques nouvelles locales, et constituera le trait d'union entre le Comité de Libération et les Citoyens de la ville de Gien... ».

Dans son numéro 6, le comité de rédaction du bulletin devra toutefois rappeler que son but est de « renseigner les citoyens sur la situation militaire et internationale, de donner des nouvelles de France, des nouvelles locales et de publier des annonces » mais pas « à l'heure où l'union de tous est plus que jamais nécessaire, [de] publier d'articles politiques ou de polémique ». Il est indiqué que « dès que la situation sera redevenue normale, le présent Bulletin disparaîtra pour céder la place à la Presse ».



L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Avec la Libération, les Français aspirent à la construction d'une société plus solidaire et plus juste, ce qui implique que ceux qui ont profité de la guerre ou ont collaboré soient punis.

Ils déchanteront très vite. Pour l'heure, tout étant désorganisé, la résistance prend les choses en main ; à Gien, le chef de secteur F.F.I., Georges Demairé, signe le communiqué annonçant la création d'un Comité de Libération, présidé par Gabriel Albisson et dans lequel figure Pierre Montariol, directeur de la Caisse d'Epargne, nommé maire en 1940 par l'occupant et Vichy, faute de représentants élus sur place.



Pierre Montariol

Ce Comité se donne pour mission : d'« assurer le ravitaillement et permettre la réinstallation de chacun à son ancien foyer ». La guerre n'étant pas achevée et les institutions non encore installées, le comité compte « sur la bonne volonté et l'esprit d'union, de discipline et de solidarité de nos concitoyens » (BI n°1). Bien qu'installé avec l'accord du Gouvernement provisoire pour « remplacer la Municipalité actuelle », ce Comité est dissout dès la semaine suivante, le gouvernement provisoire ayant décidé de rétablir dans leurs fonctions les conseils municipaux (élus en 1935) en fonction en 1939 et cette mesure s'applique à Gien et même... qu'à Gien. Dans un communiqué, le Comité remercie « du fond du cœur les F.F.I. d'un choix qui sera l'honneur de notre vie » et ses membres s'effacent avec élégance : « avec discipline et sans amertume, nous rentrons dans le rang » (BI n°2).

Le rétablissement des conseils municipaux d'avant la guerre fait partie des mesures préparées avant la Libération du territoire national (ordonnances du 21 avril 1944). Elles ont pour objectif de mettre symboliquement, mais clairement, l'état français entre parenthèses en restaurant le lien républicain entre les institutions déchues par Vichy et celles de la République renaissante incarnée par le Général de Gaulle.

Conséquence de ce changement politique, le Bulletin devient l'hebdomadaire de la Région Giennoise libérée (BI n°2).

L'INFORMATION À LA LIBÉRATION

Le Conseil municipal de Gien version 1939 est reconstitué. Il est présidé par le Dr Dézarnaulds (photo ci-contre), Eugène Vervin et Georges Dumais, étant adjoints. Parmi les décisions concernant la première réunion figure un vœu pour le « rétablissement de la ligne de chemin de fer Orléans-Gien sous réserve que des autorails rapides y circulent ». Le nom de Pierre Curie est attribué à l'ancienne place Pétain, la rue Pétain devenant rue du Lieutenant Bildstein (BI n°7).



Dr Pierre Dézarnaulds

Le Gouvernement provisoire, présidé par le Général de Gaulle, est formé et sa composition publiée (BI n°4). Le Sous-Préfet de Montargis, Maurice Bouilhaguet, évoque le rétablissement de l'ordre républicain « condition essentielle du relèvement de la Patrie » selon le Général de Gaulle. Il précise ce que seront son rôle et son action, ainsi que ceux des maires, dans le cadre de ce principe (BI n°5). Les objectifs du Front national, rassemblement « d'hommes et de femmes de toutes tendances politiques fermement décidés à faire appliquer le programme du Conseil national de la Résistance » sont rappelés lors d'une réunion à Briare (BI n° 10)

LES MORTS ET LES HÉROS DE LA RÉSISTANCE

Les premiers témoignages sur les victimes de l'occupation allemande et de la collaboration sont publiés mais aussi sur ceux qui ont accompli des actes héroïques durant cette période : Pierre Cruveiller et Henri Maréchal âgés de 18 ans, de Briare, arrêtés pour délit de patriotisme par la police française et assassinés au camp de Lublin (Pologne) ; André Coquillet et Robert Florentin, abattus à Saint-Firmin-sur-Loire après avoir été torturés. On annonce le retour de déportation de Mme Buyser, veuve de Fernand Buyser, mort en combattant les Allemands à Saint-Firmin-sur-Loire (BI n°3). Les obsèques des maquisards morts pour la France sont régulièrement évoquées : Ernest Bildstein, Jacques Bruneau, André Lelièvre à Coullons, André Deroin à Saint-Brisson-sur-Loire, Louis Bareille à Sully-sur-Loire (BI n°6). C'est aussi le cas pour l'Adjudant-chef Camille Olivier de Gien dont les obsèques ont eu lieu le 17 octobre, tandis que celles de Georges Sévère sont annoncées pour le 24 (BI n°8).

Une émouvante cérémonie à la mémoire des morts F.F.I. a été célébrée à Gien au milieu des ruines de l'église, place du château. Près de 2 000 personnes dont le Général Delmas, y ont participé et se sont rendues au cimetière de Gien où le capitaine Demairé a fait l'appel des morts : Buyser, Bildstein, Prignau, Florentin, Bruneau, Olivier, Thébault, Coquillet, Deroin, Bennetot, Cousin, Hurtault, Jacquot, Laferrière, Lelièvre, Letourneau, Massicard, Pelloie, Sévère (BI n°10). Marcel Robichon, 16 ans, est cité pour avoir sorti, de la caserne, plusieurs tonnes de matériel à destination du maquis Bildstein le 17 août. André Robichon a fait partie d'une équipe de sabotage à Solterre et a combattu aux côtés d'Ernest Bildstein à Saint-Gondon, le 18 août (BI n°3). Un entrefilet évoque un Adjudant de la 2^e DB qui dort à côté des chars de cette unité, garés sur l'esplanade des Invalides, et refuse de loger chez l'habitant. Il s'agit de Gaston Legras, d'Autry-le-Châtel qui suit le Général Leclerc depuis le Tchad (BI n°6).

Pierre Charié, commandant départemental des F.F.I, Roger Mercier et Pagnon-Colonna, organisateurs de la Résistance, publient une mise au point pour dénoncer ceux qui se sont servis d'elle pour commettre des exactions, vengeances personnelles, pillages et rançons. Ils relèvent aussi que « dans quelques communes de ce département des conseils municipaux se sont abusivement nommés alors que nous combattons encore. Trop souvent nous avons été ainsi éliminés, nous n'en avons aucune amertume mais nous tenons tout de même à le souligner afin de dégager entièrement notre responsabilité, quant à l'avenir » (BI n°4).

Hommage aux morts pour la France à Gien



L'ÉPURATION

Une association des patriotes est créée à Gien pour réunir ceux qui « depuis Montoire n'ont jamais cessé d'applaudir au patriotisme du Général de Gaulle et de flétrir, par contre, la politique pro-allemande de Pétain, Darlan, et Laval ». Cette association assure la plus grande discrétion à ceux qui, par lettre signée, « apporteraient à sa connaissance des actes émanant de Giennois ou accomplis par des Giennois en faveur des Allemands » (BI n°4).

Cette association, que préside M. Beurdeley, décide que « les personnes qui ont notoirement trafiqué ou réalisé des bénéfices scandaleux avec les Français ou les Allemands sont exclues de l'association ». Ces membres estiment que « trop de vrais patriotes ont payé de leur vie la lâcheté et la trahison de certains Français qui, à ce jour non encore inquiétés, osent relever la tête et continueront demain leur sinistre besogne. Nous demandons que justice soit faite proportionnellement aux méfaits accomplis par ces méprisables individus » (BI n°5).

Sous le titre « Épuration » (mais en dernière page) est publiée la liste des 18 collaborateurs giennois, Marcel Moulet et Serge Chevassus en tête, actuellement incarcérés en attente de leur procès (BI n°6).

Si, pendant la guerre, les Allemands ont reçu de nombreuses lettres anonymes, ce phénomène est toujours d'actualité. D'où cette mise au point : « il était permis de croire qu'après l'élan patriotique que nous avons connu au cours des derniers mois, tout Français dans une nation renouée et libre, aurait le courage de ses opinions. Il n'en est rien. Un peu de courage, Messieurs. Lâches devant les Boches vous méritiez le knout. Mais lâches entre Français, vous n'êtes pas dignes du pire châtement » (BI n°7). Dans un article intitulé Oradour-sur-Glane, des exemples de la barbarie nazie sont donnés car « il reste encore des gens pour admirer la race teutonne ». Ce texte s'achève ainsi : « savent-ils enfin, que nos chers camarades tombés près de Saint-Gondon eurent les yeux crevés après leur mort héroïque ? » (BI n°7).

Un comité d'épuration est créé à Poilly-lez-Gien (BI n°8). L'autorité militaire sollicite rapports et témoignages sur les atrocités et exécutions commises « depuis juin 1940 par les troupes allemandes, la Gestapo, tous les services allemands et leurs complices français le cas échéant », et portées à la connaissance des autorités civiles. Ces rapports « doivent permettre d'identifier les auteurs allemands et français de ces crimes et les victimes » (BI n°9). Les dispositions de l'ordonnance du 16 octobre 1944, sur la confiscation des profits illicites, sont expliquées : « indépendamment de l'action répressive qui doit s'exercer contre les mauvais citoyens, la plus élémentaire justice fiscale exige que soient reversés au Trésor public tous les gains qui ont été rendus possibles par la présence de l'ennemi ». Des comités

départementaux, comportant des membres de comités de la libération, sont chargés des investigations avec des pouvoirs étendus. Tous ceux qui, contraints ou non, ont commercé avec les Allemands sont concernés. Mais les risques de « dérapages » de cette mesure sont également clairement évoqués.

L'association des patriotes de Gien confirme sa vocation : « le châtement des traîtres et la lutte contre les trafiquants ». Le Comité de Libération de Gien, en présence des représentants des mouvements de Résistance et des partis politiques, a élu Robert Beurdeley président qui a rappelé « sa volonté de poursuivre l'œuvre d'épuration entreprise avec équité et justice mais aussi avec énergie et courage » (BI n°10).



Bulletin d'information n°7 - 12 octobre 1944

L'INFORMATION À LA LIBÉRATION

LA LUTTE CONTRE LE MARCHÉ NOIR

Une large place est consacrée au problème de ravitaillement (« à mort les affameurs »...) et donc du marché noir (BI n°2). Apparaît aussi une chronique qui se perpétuera par la suite : « Au pilori ».

Il s'agit, à l'aide d'exemples (mais sans donner de noms) d'évoquer des cas où des commerçants, producteurs ou autres ne respectent pas les cours officiels des prix et participent ainsi à la vie chère (BI n°3).

Avec la publication de ces cours officiels, il est demandé aux vendeurs de les respecter et aux consommateurs de ne pas accepter de payer à des tarifs prohibitifs pour ne pas encourager le marché noir (BI n°3).

Combattre la vie chère est un souci constant. On évoque un impôt exceptionnel ou une surtaxe sur le capital, la taxation des profiteurs de guerre (BI n°4).

Exemples tirés de la rubrique « Au pilori... » : à propos d'un épicier de Gien qui ferait de bonnes affaires : « qui peut le confirmer ? Si ces faits sont exacts, quelle peine mérite-t-il ? » (BI n°4). « Une propriétaire de Gien vient de louer à une sinistrée, une pièce NUE (sic) moyennant un loyer mensuel de 250 F payable d'avance. Quelle peine mérite-t-elle ? » (BI n°5). Un cultivateur de l'Orléanais a même été interné et l'on considère qu'un de ses collègues du Giennois mériterait bien de le rejoindre (BI n°8).

Un appel est lancé au civisme des agriculteurs par le comité départemental de Libération pour qu'ils livrent leurs produits de façon à restaurer la santé des enfants, malades et vieillards, les plus touchés par les privations. Il leur est garanti une juste rémunération en échange (BI n°6).

Les prix restent une préoccupation majeure et l'on mise sur le jour « où la concurrence pourra jouer » pour qu'ils se stabilisent « à des taux intermédiaires raisonnables suffisamment élevés pour rémunérer les producteurs, suffisamment bas pour rester à la portée des consommateurs ».

Selon l'analyse développée sur les mécanismes du marché noir, le consommateur en est à la fois la victime mais aussi l'instigateur puisqu'il y a recours. Au moment où une « réaction salutaire commence à se faire sentir chez les consommateurs », il est vérifié que « la rareté de la marchandise sur le marché officiel et la modestie des rations honorées sont en fait les véritables génératrices du marché noir ». En conclusion, le gouvernement doit : « vouloir, oser, imposer » (BI n°9).

AU PILORI...

Une fermière de Saint-Brisson proposait, la semaine dernière, cent livres de **beurre à soixante francs la livre à un crémier de Gien. Celui-ci ne conclut pas le marché (prudence ou probité ?).**

Nous serions curieux de savoir à qui ce beurre fut en définitive cédé et à quel prix il fut revendu.

Qui peut nous renseigner ?

Les Allemands dans leur retraite ont abandonné à Bois-Demblai une quantité importante d'**alcool à 96°**. Le pillage en fut immédiat. Nous ne jeterons pas la pierre à ceux qui en emportèrent quelques litres pour l'alimentation de leur lampe ou pour faire fonctionner leur moteur.

Mais certains cultivateurs et propriétaires, **qui sont connus, se sont approvisionnés à pleine tonne.**

Actuellement ils écoulent cet alcool à **120 fr. le litre à des débitants qui le revende jusqu'à 16 fr. le verre après l'avoir transformé en mauvais anis.**

C'est un scandale qui doit cesser et contre lequel des sanctions très graves devront être prises.

Nous avons déjà une liste incomplète des pillards et des débitants qui se font leur complice.

Ménagères !...

N'acceptez plus de vous approvisionner au dessus des prix-limites parus dans notre bulletin; ils ne peuvent être révisés que dans le sens d'une baisse.

Si vous êtes victimes d'un marchand, les brigades de Gendarmerie, et à Gien le Commissariat de Police et le Contrôle Economique (Rue de Lyon), vous attendent pour recevoir vos doléances et sévir contre les délinquants.

Ne vous croyez pas fautive si vous avez acheté sans tickets des denrées contingentées : il est officiellement admis, que les rations sont insuffisantes.

Mais si vous refusez d'aider la justice, si vous vous faites de bon gré les complices des affameurs, ne vous plaignez plus.

LE RELOGEMENT DES SINISTRÉS

C'est l'autre problème majeur qui s'impose à la Libération et n'est pas exempt de dérives. Des vérifications sont annoncées concernant les sinistrés qui auraient sollicité des secours sans y avoir droit (BI n°2). Un appel est lancé aux entrepreneurs pour qu'ils limitent leurs interventions aux travaux permettant la mise hors d'eau et la mise en sécurité des maisons sinistrées en prévision de l'hiver d'autant que les matériaux ne sont pas disponibles en abondance.

Certains propriétaires exigeraient que les professionnels exécutent pour eux des travaux ne relevant pas de la première nécessité. Le Bulletin suggère : « Logez un parent !... Logez un ami !... Vous vous éviterez les ennuis d'une cohabitation imposée ». Des difficultés sont évoquées quant au recensement des logements disponibles pour accueillir des sinistrés, de même que pour les travaux de mise hors d'eau de logements pouvant en abriter. (BI n°3).

Le Bulletin s'interroge : « pense-t-on aux sinistrés de 1940 » dont certains ont reçu des indemnités de l'état, d'autres partiellement ou... pas du tout ? (BI n°8).

La répression des abus concernant les déclarations de logements sinistrés par bombardement, est réclamée. Des personnes ont touché des secours sur la foi de fausses informations et si certaines ont régularisé leur situation d'autres ne l'ont pas fait. Une liste d'adresses, y compris le numéro, d'immeubles concernés est publiée avec cette conclusion : « à quand le contrôle des déclarations souscrites et les poursuites correctionnelles éventuelles » (BI n°9).



GIEN

Entrée de la Rue Gambetta. — Juin 1940



Gien en ruine



Baraquement de la quincaillerie Charron

L'ORGANISATION DU QUOTIDIEN

Les premières informations pratiques paraissent très rapidement. Ainsi : la réouverture de la pharmacie Bridant, le couvre-feu de 22 h à 5 h du matin imposé par les Américains, les restrictions de circulation... (BI n°1). Le tarif du bac reliant le Port au Bois à la route de Châtillon est fixé à 1F par personne. Les premières petites annonces sont publiées dont celles d'un jeune homme cherchant un cœur à prendre, d'une veuve sinistrée désirant louer une chambre à Gien ou d'une personne ayant perdu une valise bleue et offrant une forte récompense pour la récupérer (BI n°2).

Le mouvement se précipite. Des commerçants annoncent leur réouverture et leur changement d'adresse. Les offres d'emploi se multiplient. M. et Mme Beaudenon, professeurs de musique, reprennent leurs cours... (BI n°3). La tendance se développe et atteste d'une nette reprise des activités. Le Bulletin d'Information va parfois diffuser sur quatre voire six pages. Les avis d'obsèques, ventes publiques réapparaissent. Mais aussi les chroniques locales et les faits divers comme cette fillette renversée à Briare par un automobiliste qui a pris la fuite (BI n°6).

À Sully-sur-Loire le passage du fleuve par le bac coûte 2F ce qui est jugé prohibitif pour les salariés. Une harmonisation avec le tarif de Gien est suggérée. Les associations sportives reprennent leurs activités. Il est rappelé à la population les peines encourues en cas de non dénonciation de projet ou d'acte de trahison ou d'espionnage portant atteinte à la sûreté de l'État. De même les personnes en possession de matériel militaire « pris lors du départ de l'ennemi à Bois Damblai ou à la caserne de Gien » et qui ne l'ont pas rendu sont passibles du Conseil de guerre. Mais le malheur n'est jamais loin : près de Briare, deux jeunes domestiques de ferme trouvent la mort en manipulant des explosifs (BI n° 7).

Au titre de la défense passive, certaines règles sont rappelées (obturation des fenêtres la nuit, maintien des tranchées-abris familiaux...), ainsi qu'une mise en garde contre le danger que représentent les munitions non explosées.

Des consignes sont données pour l'usage de l'électricité selon les activités. La distribution du gaz a repris à Gien. Aussi la Municipalité décide d'abandonner la soupe populaire qui concernait les sinistrés, ouvriers, indigents « dans l'impossibilité de préparer leur repas » mais de rouvrir la cantine scolaire « pour donner aux jeunes enfants de Gien un repas substantiel au moins une fois par jour ». Ces deux œuvres ne peuvent être matériellement menées de pair (BI n° 9).

Dans son n° 9 le Bulletin d'Information annonçait la fin de sa parution et publiait son bilan financier non sans rappeler que sa rédaction était « entièrement bénévole ». Ce bilan s'établit

à 62 080 F, y compris une somme de 8 527F « à remettre aux familles des morts des FFI » une fois l'ensemble des comptes soldés. Mais il y a un n° 10 car « la presse locale n'est pas ressuscitée ». Les bénéfices supplémentaires réalisés seront « versés aux familles des morts des F.F.I. » (BI n°10).

La section giennoise de l'Union nationale des Combattants a tenu sa première réunion depuis la guerre. Georges Lallement en devient le président.

Un ingénieur giennois, M. Marchand, dont l'entreprise est installée avenue de la République, réalise la construction d'un bateau à fond plat à faible tirant d'eau et mû par des roues à aubes pour naviguer sur la Loire. Ce même entrepreneur a procédé à la transformation de mitrailleuses de char Rebel en mitrailleuses pour l'infanterie et en fusil-mitrailleurs. Des démonstrations concluantes ont été organisées en marge de la cérémonie aux morts des F.F.I. en présence des officiels.

Petit à petit, la vie reprend donc ses droits : un grand bal au profit de la caisse de secours des F.F.I. est annoncé pour le 5 novembre à la salle des fêtes, annexe de la caserne (BI n°10).

Et pour la petite et la grande Histoire : l'Abbé Atton, né à Gien et futur évêque de Langres qui présida à ce titre les obsèques du Général de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises en 1970, est installé curé-doyen de Briare (BI n°8).

APPEL AUX PRODUCTEURS DE LAIT

Le lait produit dans les régions libérées de notre France restera désormais à la disposition des Français. Les réquisitions massives qui ont décimé le cheptel laitier obligent au maintien du rationnement, et votre devoir est de livrer au maximum pour permettre aux collecteurs de lait le ravitaillement des enfants souvent déficients et de la population.

Pensez aux bébés des villes dont les mieux traités sont restés plusieurs jours sans lait. La capitale libérée attend de notre département un effort immense et chaque litre de lait apporté aux villes aidera à oublier les années d'oppression.

Livrez au maximum et soignez votre production. Rien ne doit être épargné pour en assurer la conservation jusqu'à la préparation des biberons.

C'est pourquoi nous vous demandons instamment de prendre d'urgence toutes mesures utiles afin d'éviter la mauvaise tenue du lait pendant la période de chaleur que nous subissons.

Nous sommes bien persuadés que vous comprendrez qu'il est de votre intérêt aussi bien que de votre devoir de faire un effort pour livrer la bonne marchandise à une clientèle qui a si grand besoin de nos produits.

LA CROIX DE GUERRE POUR GIEN

UN CAUCHEMAR DE QUATRE ANS

Gien fut la cible de nombreux bombardements et d'exactions. Elle attendit le 25 août 1944 pour commencer à renaître de ses ruines.

L'exode massif des populations cherchant à franchir le pont encombre la ville de véhicules hétéroclites quand, le samedi 15 juin 1940, les avions allemands bombardent Gien, causant une centaine de morts et engendrent un gigantesque incendie dans les vieux quartiers au pied du château. Pendant cinq jours, des scènes atroces, apocalyptiques, se déroulent dans le brasier et sur le pont, qui saute au soir du 16 juin. L'église est détruite, mais un orage providentiel arrose et sauvegarde partiellement les toitures du château. Au soir du 18 juin 1940, le dernier obus s'abat sur le champ de bataille de la Ville de Gien en ruines. Nos soldats sont emmenés en Allemagne. Des résistants sont arrêtés, déportés, fusillés. Des deuils viennent s'ajouter à la suite des bombardements alliés.

La libération surviendra cependant, en particulier grâce à la résistance et à l'action des troupes du maquis qui s'affirmèrent autour de Gien. Après le débarquement des alliés, Gien a subi seize bombardements successifs, du 3 juin au 18 août.

Avant de quitter la ville, les Allemands incendièrent une partie des bâtiments de la caserne. La libération de Gien a bien eu lieu le 23 août 1944, les forces françaises de l'intérieur (F.F.I) sont rentrées dans Gien le lendemain aux commandes des chars allemands. La voie est ouverte aux Américains, invités, dans l'après-midi par le Capitaine Demairé, à pénétrer dans la ville.

Il n'y a pas eu de fête de la libération. Gien n'était pas complètement libéré ! Le quartier du Berry au sud de la Loire était encore occupé. Il aurait été dangereux de faire des festivités. Il faudra encore plusieurs jours pour que le 10 septembre 1944, le Capitaine Demairé, qui a uni tous les groupes de résistants des environs, libère le quartier.



Un orage providentiel arrose et sauvegarde partiellement les toitures du château

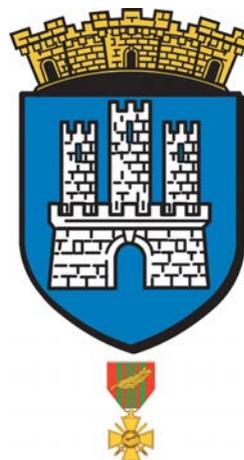


La caserne de Gien



CITATION À L'ORDRE DE L'ARMÉE

La citation accordée à la Ville avec la Croix de Guerre, résume les épreuves endurées par la population durant l'occupation. « Gien, Ville qui a particulièrement souffert au cours de la guerre 1939-1945. 422 immeubles ont été détruits totalement, 921 partiellement. 97 de ses habitants ont été tués et 200 blessés. Durant l'occupation, Gien a hébergé et aidé de nombreux réfractaires au S.T.O. ainsi que des maquisards. 18 personnes ont été déportées en Allemagne, d'où 6 ne sont pas revenues ».

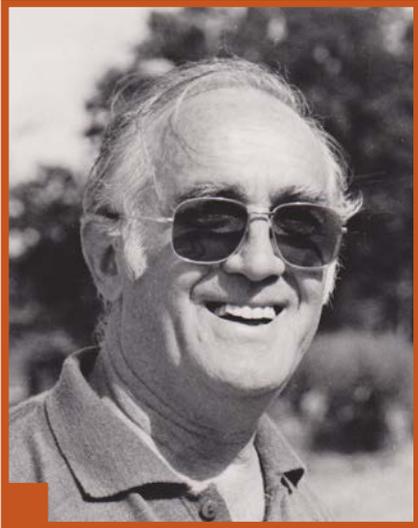


La Croix de Guerre de la Ville de Gien

PORTRAITS DE RÉSISTANTS



<i>Auger Robert</i>	<i>p 32</i>	<i>Henry Jacqueline</i>	<i>p 49</i>
<i>Bailly Georges</i>	<i>p 33</i>	<i>Henry Jacques</i>	<i>p 50</i>
<i>Bildstein Ernest</i>	<i>p 34</i>	<i>Jacquot Paul</i>	<i>p 51</i>
<i>Blondeau Robert</i>	<i>p 35</i>	<i>Le Noury Maurice</i>	<i>p 52</i>
<i>Bouguereau Marcel</i>	<i>p 36</i>	<i>Lebert Gaston</i>	<i>p 54</i>
<i>Bourgoin Jean</i>	<i>p 37</i>	<i>Lelièvre André</i>	<i>p 55</i>
<i>Bruneau Jacques</i>	<i>p 39</i>	<i>Lerude Claude</i>	<i>p 56</i>
<i>Chauveau Jean</i>	<i>p 40</i>	<i>Machet de la Martinière Joseph</i>	<i>p 58</i>
<i>Coilbault Raymond & Janina</i>	<i>p 41</i>	<i>Marchand Albert</i>	<i>p 59</i>
<i>Cunion André</i>	<i>p 42</i>	<i>Marienne François</i>	<i>p 60</i>
<i>Defaucamberge Jacques, Raymond et François</i>	<i>p 43</i>	<i>Michelet Paul</i>	<i>p 61</i>
<i>Demairé Georges</i>	<i>p 44</i>	<i>Olivier Camille</i>	<i>p 62</i>
<i>Deriat André</i>	<i>p 45</i>	<i>Olivier Robert</i>	<i>p 63</i>
<i>Drot René</i>	<i>p 46</i>	<i>Siméon André et Camille</i>	<i>p 64</i>
<i>Foucher Raymond</i>	<i>p 47</i>	<i>Thivin René</i>	<i>p 65</i>
<i>Henry Georges</i>	<i>p 48</i>		



Robert Auger est issu d'une famille nombreuse dont le « berceau familial » se situe à Saint-Aignan-le-Jaillard mais ses membres se sont dispersés dans les communes voisines. Son père est menuisier, mais lui-même s'oriente vers l'enseignement.

Après sa sortie du Centre de formation professionnelle - que Vichy a créé pour remplacer l'École Normale - il est nommé à Gien. « Je vis là, tant dans le milieu professionnel avec des collègues comme Ernest Bildstein, Georges Demairé, Marcel Petit, et bien d'autres, que dans l'association complémentaire de l'École au sein de l'Abeille de Gien que je suis chargé d'animer sur le plan sportif avec le concours d'un grand nombre de bénévoles parmi lesquels Henry Deshayes, les frères Thivin, Labrette, Perronnet, Boulland » écrit-il.

Si l'esprit de résistance à l'occupant est fortement développé dans ce milieu, tous ces jeunes gens ne répugnent pas à multiplier les animations qui leur procurent une bonne couverture même si, dans une petite ville où la collaboration est active, tout finit au moins par se deviner.

Jacqueline Henry, nommée professeur d'éducation physique à Gien en 1943, raconte « qu'une nuit nous avons une réunion de jeunes (Robert Auger et tous les copains et copines étaient là), dans le château de Gien. Nous faisons des jeux, des courses au trésor... et nous avons mis des saucisses à griller dans la grande cheminée d'une grande salle. Catastrophe ! Monsieur Bouguereau, le Maire, arrive. Il est accompagné d'un officier allemand, gouverneur de la ville ! Nous n'avions pas bien bouché une fenêtre et ils avaient vu de la lumière, chose défendue la nuit à cause des risques de bombardements ... ». (photo ci-contre).

Robert Auger s'engage dans le mouvement des « Corps Francs Vengeance » le 15 septembre 1943 auprès de M. Deshayes. Il devient agent P1 (régulier) puis P2 (clandestin). Fin 43, l'action de la résistance giennoise devient plus marquée

avec sa participation à la prise des tickets de ravitaillement à la mairie de Gien. La pression des « collabos » Moulet et Chevassus s'accroît et après l'arrestation des chefs du réseau le 16 janvier 1944 à Orléans, Robert Auger doit partir... « Ça sent le brûlé. Hop ! Fin janvier je déguerpis afin d'échapper à une éventuelle arrestation par la Gestapo » écrit-il. Il a été dénoncé comme l'atteste des lettres : « elle est bien renseignée ! Cette lettre indique que je suis à Paris en ce moment. Oui, sans laisser d'adresse, bien sûr. Je participe à un stage qui assure gîte et couvert ». Jusque fin mai, il « vadrouille » puis revient dans le Sullylois, se faisant héberger chez des parents ou des fermiers.

En mai 1944, Bildstein et Demairé, de retour à Gien, se cachent dans l'école d'Arrabloy où ils rejoignent Henry Deshayes. Jacqueline Henry signale que Robert Auger s'y trouve aussi.

Il participe aux différentes missions qu'engagent alors les résistants giennois, à partir du Petit-Piat (1^{er} juin), puis des Etourbes (1^{er} juillet) à Coullons. Le 14 août, il se rend à Ouchamps pour récupérer des armes avec Bildstein, Demairé et Deshayes. De retour à Gien, au débouché du pont, ils mitraillent un camion allemand en stationnement faisant plusieurs victimes. Du 16 au 22 août, alors chef de groupe, il est envoyé par Bildstein aux Bordes pour aider à l'organisation d'un groupe de résistants.

Le Giennois libéré, Robert Auger signe un engagement pour la durée de la guerre, du 1^{er} octobre 1944 au 1^{er} décembre 1945.

Il est décédé le 15 novembre 2006 à Paris (14^e).



Le château de Gien

BAILLY GEORGES

Né le 8 mai 1922 à Saint-Firmin-sur-Loire (Loiret)

Boulangier à Saint-Martin-sur-Ocre



RÉFRACTAIRE AU S.T.O.

En 1939, quand la guerre éclate, Georges n'a que 17 ans et est trop jeune pour être mobilisé. Il ne se contentera pas pour autant d'être spectateur dans cette guerre qui s'éternise.

Sous l'occupation allemande, alors qu'il travaillait comme ouvrier boulangier chez son oncle, à Saint-Martin-sur-Ocre, Georges a été appelé pour le S.T.O. le 19 juin 1943. Ayant refusé de se rendre à cette réquisition qui devait le conduire en Prusse orientale dans les mines de charbon, il est désormais considéré comme réfractaire au travail forcé jusqu'au 2 janvier 1944, date à laquelle il s'engage dans la résistance avec le mouvement « Vengeance » sous le pseudonyme Edouard Pantalon.

Sa carte de réfractaire



Ordonnance du Dr Chenille



LE MAQUIS DE COULLONS

En mars 1944, il commence son activité en intégrant un groupe de saboteurs, et en avril 1944, accompagné d'André Deroin, il réussit avec brio le sabotage de la voie ferrée entre Gien et Briare ; un train allemand chargé de chars d'assaut est entièrement détruit.

En mai 1944, à la demande du Lieutenant Bildstein, il est chargé de recruter des réfractaires au S.T.O. pour former un maquis à Coullons et ensuite dès juin 1944, il est chargé du ravitaillement du maquis nouvellement installé à la ferme des Etourbes. Il participe au transfert d'armes entre le maquis de Lorris et celui de Coullons, ainsi qu'à la récupération d'armes cachées en 1940 dans la région de Gien.

En juillet il participe à diverses embuscades contre les Allemands, la plus importante est celle qui s'est déroulée sur la route de Bourges au carrefour de la route d'Autry où un camion chargé de militaires allemands est intercepté et détruit il n'y a aucun survivant.

Le 18 août 1944, revenant d'une mission à Saint-Brisson-sur-Loire, il accompagnait le Lieutenant Bildstein, Marcel Robichon, André Lelièvre, Maurice Espinasse, André Deroin et Georges Sévère lorsqu'ils se sont retrouvés face à un détachement allemand à la montée des Vignes près de Saint-Gondon. Un violent combat d'environ 45 minutes s'engage. Trois de ses amis sont tués, dont le Lieutenant Bildstein. Il verra André Deroin, touché de quatre balles au genou, au ventre et à la gorge. On aurait pu le sauver à condition de l'évacuer. « Je l'ai vu mourir à mes côtés, je n'ai rien pu faire » dit-il. Il s'échappa en courant. En lui tirant dessus, les Allemands ont tué un cheval et Georges a été blessé à la main. Il réussit à se réfugier à la ferme des Borgelets où il a pu boire et manger des œufs durs, puis il est allé se cacher dans une meule de paille à Port-Gallier jusqu'au lendemain avant d'être soigné par le Docteur Chenille. Malheureusement, à cause de sa blessure, Georges ne pourra pas rejoindre le maquis immédiatement et à son grand regret, il ne participera pas à la libération de Gien

Fin 1944, Georges Bailly est mobilisé pour effectuer son service militaire.

Son brassard de F.F.I.



BILDSTEIN ERNEST

Né le 16 janvier 1915 à Sarrebourg (Moselle)

Instituteur



Lors de sa convalescence, suite à une pleurésie contractée pendant son service militaire, il assiste impuissant au début de la guerre à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine.

Nommé par les autorités Allemandes à Schiltigheim (Bas-Rhin), il refuse ce poste et dès septembre, il quitte sa famille et sa province natale pour échapper à la botte allemande. Il est affecté à l'école de garçons de Gien où il demeure jusqu'en janvier 1944.

Au mois de septembre 1943, il prit le commandement de la section de Gien du mouvement « Vengeance » en assumant la direction militaire de la 41^{ème} compagnie alors que le capitaine Defaucamberge gère les affaires générales du secteur Gien-Briare. Aussitôt, le recrutement commence. Plusieurs sections sont formées. Un tel accroissement nécessite une excellente organisation et pose de nombreux problèmes relatifs à l'armement et à la subsistance des maquis éventuels, l'instruction, la préparation d'un parachutage d'armes ou d'un cantonnement. On comptera jusqu'à 50 hommes engagés et immatriculés au 31 décembre 1943. Il se rend régulièrement à Orléans pour y rencontrer le chef départemental Claude Lerude.

En janvier 1944, les investigations trop poussées de la Gestapo, le conduisent à s'éloigner en Savoie. Il revient le 15 mai et prend en charge le secteur sud de la Loire du maquis. Fin juin 1944 les maquisards quittent leur refuge du Petit Piat pour les dépendances de la ferme « des Etourbes » où demeure la famille Muntzer.

À partir de juillet 1944, le groupe de résistants commandé par le Lieutenant « Rémi » et dont la dénomination officielle est maquis de Coullons, est parfaitement structuré.

Le 11 août, le chef de groupe F.F.I. de Gien, Marcel Decherit, inspecteur de police, informe le maquis que les Allemands préparent leur départ. En conséquence il faut s'attendre à ce que Moulet et Chevassus, les « traîtres », se glissent dans leurs bagages. C'est ainsi que le 12 août 1944 est organisée leur capture qui sera vivement menée. L'opération aura été réalisée en vingt minutes.

Ernest Bildstein, Robert Auger, Henri Deshayes et Georges Demairé se déplacent le 14 août au maquis montargois d'Ouchamps et reviendront après avoir obtenu, non sans peine, de nouvelles armes. Ils mitrailleront un camion allemand arrêté près du pont de Gien, qu'ils traversent en hâte faisant deux morts et plusieurs blessés sans compter les destructions matérielles.

Puis, le 18 août 1944, interviendra la mission d'établir une liaison à Saint-Brisson-sur-Loire. Ernest Bildstein, Marcel Robichon, Maurice Espinasse font prisonnier un allemand isolé qui est ramené aux Étourbes. De retour, les trois hommes s'arrêtent à Saint-Martin-sur-Ocre où un commerçant boulanger offre sa vieille voiture au maquis. Trois autres hommes en profitent pour partir avec les maquisards, Georges Bailly, Georges Sévère et André Deroin, qui sait conduire.

L'accrochage a lieu à « la Montée des Vignes » à Saint-Gondon. Deux soldats allemands sont au milieu de la chaussée. C'est une embuscade, des soldats allemands sont cachés dans les fossés. C'est à cet endroit précis que s'arrête le parcours du Lieutenant Bildstein. Seuls trois survivants : Georges Bailly, Maurice Espinasse et Marcel Robichon. Les résistants Ernest Bildstein, Georges Sévère et André Deroin sont tués.



Un monument est érigé à Saint-Gondon à l'endroit de l'embuscade du 18 août 1944, à l'initiative d'André Aubel, chef de la résistance à Coullons

Une rue porte le nom Ernest Bildstein à Gien, (décision du conseil municipal du 10 octobre 1944).

Avant cette date, cette rue était nommée rue du Maréchal Pétain.

Un collège de Gien est baptisé Ernest Bildstein

Une rue porte son nom à Sarrebourg (village natal).

Une place porte son nom à Coullons.

Une plaque est installée salle de l'Abeille, rue É.Frezot à Gien.

Médaille de la Légion d'Honneur à titre posthume



L'ENTRÉE DANS LA RÉSISTANCE

Robert André Alexandre Nestor est né le 26 février 1916 aux Gaults, sur la commune de Coullons, où ses parents étaient cultivateurs. En 1937, il est domicilié à Gien, à la Courtaudière, et se déclare employé de bureau.

Il épouse le 17 avril 1941 Jacqueline Irène Pignault à Nesploy (Loiret). Son domicile devient le 13 rue d'Orléans à Gien et sa profession est agent d'assurances, employé par la Compagnie d'assurance générale.

Il est peut-être entré dans le groupe F.T.P.F (francs-tireurs partisans français) de Gien dès décembre 1942, mais cette information figure sur une attestation dont la date est incertaine. En revanche, il a bien été sous les ordres de Maurice Gentil, responsable F.T.P.F. du Loiret, comme agent de liaison, à partir du 15 mai 1943.

Robert Blondeau aurait été affecté par les autorités d'occupation, fin 1943, à l'entreprise Poylecot, un grossiste en alimentation installé près de la gare de Châtillon-sur-Loire, le long de la RN 7.

Il était à son domicile, à Gien, en congé, lorsqu'il a été arrêté le mercredi 21 juin 1944 par la Gestapo. On ne sait pas s'il a été dénoncé, s'il a été arrêté comme otage... Le même 21 juin, un membre des F.T.P.F. du Montargois, Robert Pichon, a également été arrêté.

D'après d'autres sources, Robert Blondeau aurait fait partie des Corps Francs « Vengeance » mais cela ne figure pas dans son dossier de déporté politique au S.H.D. (Service Historique de la Défense) de Caen.

ARRÊTÉ ET DÉPORTÉ

Transféré à Orléans le jour même de son arrestation, Robert Blondeau a été emmené à Compiègne, au camp de Royallieu, le 29 juin 1944. Il en a été extrait pour être incarcéré à la prison de Fresnes. Le 15 août 1944, dans la soirée, il monte, à la gare de Pantin, dans les wagons à bestiaux du « dernier convoi » qui part de Paris et qui emmène 2 200 déportés dont 546 femmes. Le convoi s'arrête car le pont sur la Marne de Nanteuil-Saacy a été détruit par un bombardement.

Les déportés doivent descendre pour rejoindre un autre train en gare de Nanteuil-Saacy. Le 17 août, la résistance tente, sans succès, de stopper le convoi à Dormans. Les déportés, sans eau, suffoquent sous les tôles surchauffées... Les hommes arrivent au bout de cinq jours à Buchenwald, au matin du 20 août.

Robert Blondeau reçoit le matricule 77215.

Dès le 3 septembre, il est envoyé au « kommando » de Dora et le 7, il est affecté à Ellrich-Juliushütte. Ce « kommando » était, après Dora, le plus important du complexe de chantiers qui devait permettre l'installation de gigantesques usines souterraines. À partir de novembre 1944, il prend le nom de Mittelbau-II. En septembre 1944, il y a 8 700 hommes, de toutes origines, qui travaillent dans des conditions épouvantables au creusement de galeries, à des travaux de terrassement en surface... Les conditions sanitaires sont tout aussi catastrophiques... Les décès se multiplient ainsi que le nombre « d'inaptes » au travail. Robert Blondeau a probablement fait partie du convoi de « malades » envoyé d'Ellrich à Nordhausen le 3 mars 1945. La « Boelcke-Kaserne », à Nordhausen est le mouvoir de Dora et d'Ellrich.

Il en est sans doute reparti le 6 mars pour le camp de Bergen-Belsen, au nord de l'Allemagne, comme presque tous les déportés de ce transport.

Robert Blondeau est porté disparu le 7 mars 1945, son acte de décès est daté du 1^{er} avril 1945, à Nordhausen. On sait aujourd'hui qu'il est certainement décédé trois semaines plus tôt à Bergen-Belsen.

Le nom de Robert Blondeau a été inscrit sur le monument aux Morts de Gien.

La mention « Mort pour la France » a été portée sur son acte de décès, dressé le 4 novembre 1947.

BOUGUEREAU MARCEL

Né le 31 décembre 1889 à Orléans (Loiret)

Directeur d'école

Maire de Gien de mars 1941 à mai 1944



RÉSISTANT SOLITAIRE

Marcel Bouguereau semble avoir agi de façon isolée, sans engagement connu pour la résistance intérieure française.

Il est Directeur de l'école de garçons de Gien et fut nommé Maire de Gien le 11 mars 1941 (par les autorités allemandes) après révocation de Monsieur Montariol ; il fut également Conseiller Général. Il habite 12 rue Georges Clemenceau à Gien.

Il est arrêté le 6 juin 1944 à Gien, envoyé à Orléans et Compiègne et déplacé le 12 avril 1945 de Neuengamme vers Theresenstadt, Breschan et la Tchécoslovaquie. Ses compagnons et lui eurent la grande joie d'assister, avec l'arrivée des Alliés, à l'effondrement de l'Allemagne. Ils furent délivrés par les maquisards tchèques, accueillis avec enthousiasme et ravitaillés par les populations rurales.

Ce qui l'a surtout frappé, c'est le prestige que conservait la France. Il rentre en gare de Gien le mardi 22 mai 1945 à 8h du soir, accompagné de son épouse et sa fille, qui s'étaient rendues au Lutétia (centre de retour des prisonniers de guerre) à Paris pour le retrouver.

L'ancien Maire nous revenait fortement amaigri par suite des privations endurées, il avait par contre conservé son solide moral.

L'accueil fut grandiose et enthousiaste. Tous les membres de son ancien conseil municipal étaient là pour lui souhaiter la bienvenue.

Il est décédé le 9 novembre 1982 à Massy (Essonne).



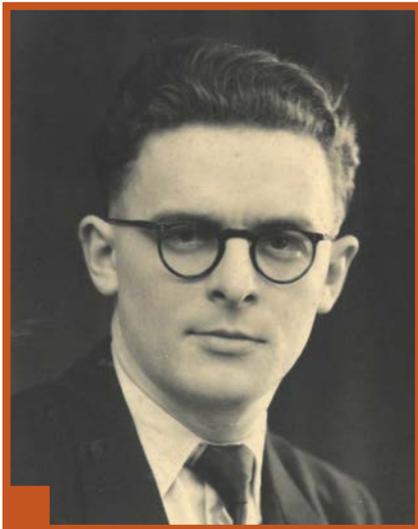
Retour de M. Bouguereau à la gare de Gien



L'accueil fut grandiose et enthousiaste. Tous les membres de son ancien conseil municipal étaient là pour lui souhaiter la bienvenue.



Médaille de Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille d'Officier de la Légion d'Honneur
Médaille de Déporté Résistant
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance
Médaille de la Société d'Entraide de la Légion d'Honneur
Médaille d'Ancien Combattant
Croix du Combattant Volontaire 1939/1945
Croix de Guerre 1939/1945



Jean Bourgoïn et sa famille œuvrent à récupérer armes et munitions, prêts à faire le coup de feu si le besoin s'en fait sentir.

Puis en 1942, il est contacté pour constituer un groupe de résistance dont la mission principale sera le sabotage des lignes téléphoniques, le renseignement, la constitution de groupes armés. Ainsi Jean Bourgoïn œuvre clandestinement avec plusieurs autres Giennois : André Deriat, René Laval, Philippe Perez, Raymond Foucher pour leur liberté, notre liberté, pour libérer notre pays, la France, de l'occupation nazie hitlérienne et mussolinienne.

Le 9 juin 1943 au matin, la police française tambourine à sa porte. Il y subit un premier interrogatoire par le commissaire de l'époque avant d'être dirigé à la prison d'Orléans.

Le 4 août 1943, il est transféré à la prison de Compiègne où le matricule 16937 lui est attribué.

Le 2 septembre 1943, il sera acheminé vers les camps de la mort, d'abord à Buchenwald, ce dernier étant complet, il sera dirigé vers une annexe, le camp de Laura.

Le 13 avril 1945, ce fut l'évacuation pieds nus et en train vers le camp de Allach, une annexe du camp de Dachau.

L'histoire de son arrestation et sa déportation a été manuscrite par lui-même, avec son récit de l'enfer qu'il a vécu avec des millions d'autres déportés.

Il est décédé le 12 février 2002.

Récit de Jean Bourgoïn

J'ai été arrêté par la police mobile d'Orléans le 9 juin 1943 à mon domicile. J'avais été prévenu que les inspecteurs me recherchaient et m'étaient faits de menaces. Cependant mon père ayant été avisé que au cas où je ne me rendrais pas ce serait lui qui allait être arrêté. Devant cette menace j'en ai pas hésité et me laisse arrêter.

Le commissaire de police de Gien M. Mouchard me fait subir mon premier interrogatoire. Il me signale que mes camarades arrêtés depuis plusieurs jours ont avoué et que je n'ai plus qu'à me mettre à table. Arrivé par M. Deriat que ceux-ci n'ont rien lâché. Je ne me laisse pas prendre et ce jusqu'à

Notre chef de groupe M. M. dit (Pierre) accompagné de deux inspecteurs arrivés à Gien. Je tiens à signaler que c'est M. M. lui-même qui mène au tribunal comme à la justice.

En présence de M. Mouchard. Pierre vient me prendre la main et se refuse de le reconnaître.

Je suis alors immédiatement transporté par voiture automobile à Orléans et soigné de mes camarades. Le chef de poste sur l'ordre des inspecteurs me flanque au ^{dans la cage} ~~au cabinet~~ où je suis sous la surveillance continue d'un gardien.

L'inspecteur Demay - François Demay - me copie. mais cela n'est pas suffisant pour briser ^{mon} ~~mon~~ moral. Ensuite je passe dans les mains de la Gestapo. On pendu sur les mains attachées derrière le dos. Je subis le supplice de feu durant 3 heures. Je suis malade tout jusqu'au bout. Cela me sera impossible durant plusieurs jours de malonger sur le dos et même de pouvoir parler ma gamelle à la bouche.

Après deux mois de cellule je suis dirigé sur et Compiègne et Buchenwald. Notre arrêt à la gare de Wismou me nous laisse

BOURGOIN JEAN

Récit de Jean Bourgoïn

2)

rien prouvi de beau: rassomble en colonne nous sommes dépouillés nos souliers et nous devons prouvi la F. Customs existant entre Mema et Buchenwald soit 4 km pieds nus sur des routes de graviers sous les coups de gacholiques, de crosses et les projectiles de toutes natures que nous lançait la garde.

Arrivé au camp nous passons pour toutes les formalités de dépouillage.

Après trois semaines de Quarantaine je suis dirigé et sur le camp de Laura ou est les autres Boches exploités comme carrière d'andouilles ou autres charniers accablés comme usque à l'extrême pour la construction de V. S. P. Le transport effectif dans des camions tassés à 20 couches les uns sur les autres. Néanmoins sous les coups des SS avec interdiction de se lever de façon ce que l'on ne reconnaisse plus le chemin pour éviter toute tentative d'évasion car l'auteur ab était un Kommando Leptommaten.

Arrivé au camp le commandant nous fit un petit discours en ces termes. Vous êtes ici vous y resterez. Vous ne savez plus votre seule Pense.

Mes travailleurs depuis 12 heures par jours: (Il y avait 2 équipes de 12 heures.) Pour nous rendre au travail il nous fallait descendre, presque au pic dans la carrière on trébuchait et l'on tombait en chaque instant mais le schlague des SS nous tombait dessus. En plus des postes d'accompagnement il y avait des postes de surveillance qui nous regardent de coups quand nous passions devant eux. Beaucoup de camarades tombés sous les coups ne pouvant plus se relever ont été fusillés et enterrés par la colonne qui ne pouvait s'arrêter.

Le commandant du béton était le plus secté de tous la latommaten était placé sur un plateau latommaten sur tout les vents sous la surveillance consecutive de postes SS. spécifiques.

le monde arrié dans le travail était sanctionné par des coups de matraques de manches de pioche qui nous brisaient les reins. et ce commandant beaucoup de camarades sont morts dans d'autres souffrances.

Une équipe devait faire une tranchée de 6^m 50 de long sur 2^m 20 de profondeur. Ce Kommando devait ramoner de 15 à 20 morts par jour. la plus part du temps c'était les chiens qui égorgaient les malheureux.

Les SS se livraient à des scènes de sauvagerie incroyables allant jusqu'à faire mettre la rage de certains camarades qui un ballot pour l'examen à coup de balles.

Et combien de scènes d'horreur de ce genre la je pourrais raconter.

La soupe est distribuée à la dilayue. le diton temps sa gamelle l'SS lui flanque un coup sur la nuque afin que précieuse liquide se répande partout.

Pendant 3 mois il nous est impossible de nous nettoyer. nous sommes sans eau.

Des camarades sont affaiblis par la dysenterie. les gardes chiennes pour les achever les jetent les lits en bas dans une hauteur de neige de 1^m 50 et toutes sont étouffées en lançant des saignées de glace dans la gorge.

Un soir entré je suis ramené du travail par les camarades puis conduit à l'infirmerie. la je suis jété à la morgue vivant et c'est grâce à un camarade Rhéique qui me relève de ma position que je suis parmi vous aujourd'hui.

Comme conclusion à ce récit je demande en ces termes camarades. un chatouille impitoyable pour tout les traités de France qui ont été les complices des SS. et des Boches.

Il ne doit pas y avoir de jugement d'aucun genre.

le futur



Ses parents étaient bouchers. Il est fils unique et poursuit des études secondaires à Blois où il obtint son brevet élémentaire. Comme beaucoup d'adolescents de l'entre-deux guerres, il fréquenta un organisme de jeunesse, en l'occurrence les Eclaireurs de France, dont les valeurs inculquées exaltaient la camaraderie et l'esprit patriotique.

Contrairement à 90% des Français qui, en 1940, à l'issue de l'invasion de la France par les Allemands, approuvaient le Maréchal Pétain ou restaient sur une attitude attentiste, Jacques Bruneau ne se résigna pas à l'abandon. Il manifesta, dès l'âge de 17 ans, une volonté de résistance spontanée en rentrant dès décembre 1940 dans la première organisation créée dans le département du Loir-et-Cher, le mouvement « France Liberté ». Son activité dans le mouvement fut très appréciée et il participa à plusieurs actions (aide au passage de la ligne de démarcation, sabotage, transports d'armes). Bientôt recherché par les Allemands, à la suite de plusieurs arrestations en août 1941, il rejoignit début 1942 dans la zone « libre » la 16^{ème} division militaire de Montpellier, commandée par le général de Lattre de Tassigny, où « il révéla une âme remarquable de soldat ».

L'invasion de la zone libre en novembre 1942 provoqua la dislocation du reste de l'armée en France. De retour à Blois et de nouveau recherché, il trouva refuge au printemps 1943 à Coullons, chez son oncle Henri Chenuet, charbonnier, qui habitait au 2 rue du Lieutenant Bruneau (nom de rue actuel).

Dans un premier temps, il se cacha, mais bien vite, il sortit et travailla même quelques mois à la mairie de Coullons, sous l'autorité de Louis Perrier, secrétaire de mairie de l'époque. Il refit complètement le plan de Coullons, plan exposé pendant de nombreuses années à la mairie.

Le 1^{er} janvier 1944, il rencontra André Aubel, chef du groupe sédentaire des F.F.I. (Forces françaises de l'Intérieur) de Coullons, qui, touché par son ardent patriotisme, l'incorpora

à son groupe. Il fut chargé de la distribution de cartes d'alimentation, notamment auprès de ses compagnons de travail de la mairie.

Le 13 mai 1944, Ernest Bildstein rentra de Savoie pour reformer le mouvement « Vengeance » au sud de la Loire. André Aubel mit en contact Jacques Bruneau avec le Lieutenant Rémi (Bildstein), lequel fut conquis par ce jeune homme à l'idéal si pur et si sincère. Il intégra le maquis Bildstein début juin 1944 avec le grade d'Aspirant, faisant fonction de chef de groupe avec le pseudo « Jacques ». Il était chargé, par son contact et ses conversations avec la jeunesse, de recruter des éléments et de les instruire. Il était aussi volontaire pour toutes les patrouilles et conduisit plusieurs opérations de harcèlement de route. Notamment, il participa à l'arrestation à Gien, en plein jour, de deux collaborateurs notoires sous le déguisement d'un faux gendarme. Il fut nommé Sous-Lieutenant le 15 août 1944.

À la suite du décès du Lieutenant Bildstein mort lors d'une embuscade à Saint-Gondon, le 18 août 1944, il devint le seul chef de groupe au sud de la Loire.

Le 27 août 1944, à la demande d'André Aubel, commandant du mouvement « Vengeance » de Coullons (45^{ème} compagnie), Jacques Bruneau revenait d'une mission tendant à obtenir la reddition des Allemands du Cher aux Américains de la rive droite. Les Lieutenants Leclerc et Dorbert de la faïencerie de Gien, assaillis par les Allemands à Argent-sur-Sauldre furent obligés d'abandonner leur voiture et de se replier sur Coullons. De là, André Aubel le pria de bien vouloir les conduire à Gien. C'est au cours de cette mission, au passage de Poilly-lez-Gien, qu'une autre lui fut confiée pour se rendre à Autry. C'est là qu'il trouva la mort, abattu par les Allemands, lors d'un combat sur la RN 140, au carrefour des rues d'Autry-le-Chatel, Poilly-lez-Gien, Bourges et Gien.



Un monument représentant une croix de Lorraine est érigé à cet endroit pour perpétuer son souvenir. Une rue porte son nom à Coullons.



L'ENGAGEMENT

Jean Chauveau s'installe en 1934 à Gien au 10 rue des Briqueteries et par la suite au 44 rue Paul Bert. Il manifesta son opposition à l'occupant et au régime de Vichy. Il fut arrêté une première fois en 1943, par des miliciens de Nevers et placé dans un train en partance pour l'Allemagne, d'où il s'échappa.

Il regagna le Giennois et sous l'autorité du Lieutenant Bildstein, il adhéra le 12 octobre 1943 en qualité d'agent P1 (agent de renseignement ou responsable qui travaille pour la résistance d'une manière habituelle), au mouvement de résistance des Corps-Francs « Vengeance » de Gien. Il recruta et cacha des réfractaires au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire), distribuant des tracts et des journaux, reconnaissant des terrains de parachutage, instruisant des combattants à l'exercice d'armes dans une carrière de la rue Paul Bert avec « Pierre » (Bernard Cognet).

L'officine de pharmacie où il travaillait servait de boîte aux lettres, mais son activité fut découverte et il fut dénoncé par le « traître » Moulet qui tenait un salon de coiffure en face la pharmacie.

Les miliciens Lussac et Chevassus, accompagnés de la Gestapo, vinrent l'arrêter le 3 février 1944. Le même jour sont arrêtés ses camarades Georges Henry et André Siméon, et avec lui sont transférés de la prison de Gien à la prison allemande de la rue Eugène Vignat à Orléans. Jean Chauveau fut longuement questionné sans faire de révélation.

LA DÉPORTATION

Le 9 mars, ils furent 120 prisonniers à être déportés pour Compiègne, enchaînés deux par deux comme des criminels.

Son affectation : Amstetten le 23 mars 1945, camp central le 25 mars 1945 – « Kommando » Gusen. Le 6 avril, appel nominatif dans le camp. 1 800 internés sont appelés et passent successivement à la fouille et au camp central (C). Le lendemain, à la pointe du jour, ils partent pour Mauthausen. Quelques camarades ont réussi à s'échapper vers Châlons-en-Champagne ; les autres déportés sont sanctionnés, dévêtus entièrement et entassés à 125 dans un wagon, durant trois jours sans ravitaillement. La soif se fait sentir, certains sont pris de folie, ils se battent et se mordent.

L'INTERNEMENT

Lorsqu'ils arrivent au camp de concentration, on leur jette une culotte et ils passent en file indienne pour prendre un effet. Jean se retrouve avec une culotte, un pardessus, un sabot et un chausson. D'autres restent torse nu. Ils sont ensuite rasés de la tête aux pieds et emmenés vers la douche. C'est là, que Jean apprend la mort de son camarade Albert Marchand décédé sous la douche précédente.

Il subira et sera témoin des atrocités de l'organisation S.S. (Schutzstaffel) : privations de nourriture, transport de pierre de 30 à 50 kg sur le dos avec 186 marches à monter sept fois par jour. Celui qui tombe et ne se relève pas est abattu. Beaucoup tombent de faiblesse. Jean est tombé à deux reprises, relevé par ses camarades. C'est un défilé vers le crématoire par centaines.

*Libéré le 7 mai 1945 par la Croix Rouge Suisse,
il pesait 39 kg.
Jean a repris son travail au mois d'octobre 1945.
Il est décédé le 12 avril 1984 à Gien.*



Médaille officier de la Légion d'Honneur
Médaille de chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix du Déporté résistant Médaille de la Croix des Blessés
Médaille de la Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la Croix de Guerre avec palmes

COILBAULT RAYMOND ET JANINA



Coilbault Raymond
Né le
19/09/1914
Décédé le
16 /09/1981
Militaire

Zawynoska Janina
(Épouse
Coilbault)
Née le
23/11/1921

Raymond Coilbault n'accepte pas la capitulation du pays et continue clandestinement le combat.

Le 1^{er} juin 1943, il arrive au camp de Breslau en Haute Silésie d'où il tentera de s'échapper par trois fois. Le 17 septembre 1943, à sa quatrième tentative, caché sous un wagon, il réussira à s'échapper.



Son épouse Janina, de retour de l'exode avec ses deux enfants, subira un interrogatoire musclé par la Gestapo de Gien. C'est le 27 septembre 1943, que Raymond Coilbault refoulera le sol français après avoir transité par la Suisse et avoir été blessé lors de son évasion.

de son époux que la Gestapo venait perquisitionner chez elle. N'ayant rien trouvé, elle subit alors un interrogatoire sous la menace d'une arme, car la Gestapo était toujours à la recherche de son mari. Elle prétextera qu'elle ne s'entendait plus avec lui. Trois jours après avoir passé la nuit à la caserne de Gien, elle sera transférée à la prison d'Orléans où elle y rencontra Yvette Choquet (épouse Kohler).

Après être passée par Romainville puis à Neuenbremme, elle se retrouva dans un wagon à bestiaux en direction de Ravensbrück, puis au camp annexe de Belzig où elle travaillera à la fabrication d'obus ou encore à des corvées de sable inutiles, mais destinées à amoindrir la résistance physique des détenus. C'est le 10 mai 1945 que Américains et Russes investissent le camp, mais les Allemands sentant le danger avaient enfermé toutes les femmes dans une bergerie et exécuté toutes celles qui étaient malades. Choissant de rentrer avec les Américains, Janina Coilbault retrouvera son mari à Saint-Gondon le 10 juin 1945. A son retour elle ne pesait plus que 35 kg. Son calvaire était terminé mais pas l'oubli des atrocités endurées ni la perte de celles et ceux qui ont disparu.

Voici l'anecdote qu'elle raconta :
« à mon retour des camps, je fus convoquée par un juge d'instruction du parquet d'Orléans. Dans son bureau se trouvait le « collabo » auteur de la dénonciation. Prise de colère je l'ai giflé. Le juge s'adressant à lui : vous l'avez bien mérité et vous ne vous en tirez pas trop mal ».



LE RÉSEAU DE CERDON

Au mois d'octobre 1943 avec son épouse, ils formeront un réseau d'une vingtaine d'hommes à Cerdon. Janina transmettait les messages et rassemblait armes et munitions destinées au maquis de Coullons. Ils participeront au mouvement « Vengeance » avec Ernest Bildstein. Raymond s'engagera aussi comme volontaire pour toute la durée de la guerre au réseau « Etienne Leblanc » des F.F.C. le 2 janvier 1944 en qualité d'agent P1.

En juin 1944 à la suite d'une dénonciation d'un « collabo », la Gestapo entreprit une rafle à Saint-Gondon. Cinq hommes furent arrêtés : Henri Bissonnet, Camille Foucher, André Gourdet, Henri Molinet et Maurice Robinot ; ce dernier sera tué lors d'un bombardement en août 1944. Raymond Coilbault parvient à s'enfuir par un vasistas. Son épouse Janina a tout juste eu le temps de faire disparaître les traces du passage



Raymond Coilbault
Médaille de la Croix de guerre 1939/1945
Officier de l'Ordre du Mérite
Médaille Coloniale d'Outre-Mer
Croix du Combattant
Croix de Guerre Territoires d'Outre-Mer
Médaille Militaire



Janina Coilbault
Médaille de Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix de guerre 1939/1945
Médaille de Déportée Résistante



André Cunion fit sa scolarité aux écoles Saint-Joseph et Saint-François-de-Sales à Gien. Dès la fin de celle-ci, il est resté auprès de ses parents qui étaient maraîchers dans le quartier du Berry.

Le conflit commence le 3 septembre 1939, sa classe de mobilisation (1940) passe le Conseil de Révision au cours de l'hiver et il échappa de peu à l'appel sous les drapeaux, lequel était prévu à partir de juin 1940. Comme la plupart des Giennois, il part avec sa famille sur les chemins de l'exode en juin 1940. A leur retour, début juillet, ils retrouvèrent leur maison d'où la perspective sur la rive droite leur donnait une vue qui se passe de commentaire après la terrible épreuve que la Ville avait subie.

André continua son travail de maraîcher, mais ceci ne l'empêche pas, après avoir été contacté par Jean Chauveau, de signer son engagement au mouvement « Vengeance », le 18 octobre 1943 sous le pseudonyme de Georges André.

Sans doute victime d'un acte de délation ou bien soumis à la suspicion du « zélé » serviteur de l'occupant qu'était Chevassus, ce dernier recommanda aux beaux-parents de son frère Georges, également engagé dans le mouvement « Vengeance », que les frères Cunion devaient être prudents. Ils devaient donc s'abstenir de paraître dans les manifestations de spectacles tolérées par le régime de l'époque car ils étaient considérés comme membres de la résistance. Malgré ce rappel, André Cunion s'est rendu le 19 mars 1944 à Saint-Martin-sur-Ocre, où se tenait un bal clandestin, puisque interdit sous ce régime. C'est au cours de cette soirée que la Gestapo réussit à interpellier un certain nombre de personnes. Selon la Gestapo certains n'étaient pas en règle, et après un interrogatoire subi à la caserne, André est arrêté et transféré à la prison militaire allemande de la rue Eugène Vignat à Orléans.

Pendant son incarcération, sa maman essaya de lui faire remettre des médicaments pour ses crises d'asthme. Les geôliers repoussèrent cette intervention maternelle et osèrent lui rétorquer avec aplomb que c'était inutile car les autorités carcérales possédaient de très bons médecins.

C'est le 12 mai qu'il quitta la prison militaire pour le camp de Royallieu à Compiègne où son séjour fut assez court. Il fut embarqué dans le convoi identifié au mémorial des déportés sous le n° 1211, comptant 2 073 hommes, pour le « camp caché par la forêt de hêtres », qui porte le triste nom de Buchenwald, où il arrive le 14 mai 1944. Son état de santé ne lui permit pas de supporter longtemps le régime inqualifiable qui régnait dans cet univers concentrationnaire.

Il décède le 4 juin 1944, la veille de sa 24^{ème} année.

Dans le cadre du 50^{ème} anniversaire de la libération des camps, une plaque souvenir est dévoilée le 30 avril 1995 par son neveu et filleul Christian pour nommer une rue qui porte son nom quartier du Berry.

*Cette voie marque la limite avec Saint-Martin-sur-Ocre.
(photos ci-dessous)*



DEFAUCAMBERGE JACQUES, RAYMOND ET FRANÇOIS



Defaucamberge Jacques

Alias : L'épervier
Né le 4/06/1894
à Gien (Loiret)

Commandant
de réserve de
l'armée de l'air

Jacques Defaucamberge s'est engagé au 82^{ème} régiment d'infanterie à Montargis. En 1940, il est au Ministère de l'Armement et détruit des archives, afin qu'elles ne tombent pas entre les mains des Allemands. Il était commandant de réserve de l'Armée de l'Air. Ses trois filles et sa femme en vacances en 1939, à Saint-Jean-de-Luz, ne rentreront qu'en juillet 1940, avec un laissez-passer.

Jacques s'engage en qualité d'officier en juin 1943. Il sera commandant de la Compagnie de Gien (41^{ème} compagnie) du mouvement « Vengeance », Chef de secteur militaire Gien-Montargis.

De septembre à son arrestation, il effectue des recrutements avec engagements et immatriculations. La compagnie de Gien comporte environ 50 hommes au 31 décembre 1943. Il est arrêté le 16 janvier 1944 à Orléans, lors d'une réunion chez Claude Lerude, dénoncé en même temps que ses camarades. Jacques fut torturé et réussit à se faire hospitaliser à l'hôpital de la Madeleine à Orléans, d'où il put s'évader. Il restera caché dans Paris et ne rentrera à Gien qu'à l'automne 1944. Il marie sa fille aînée, Anne-Marie, le 8 décembre 1944 avec Jean Beauchef, chirurgien à Gien. Alors qu'il se rendait à bicyclette à sa clinique, transportée dans la propriété de La Huttière à Coullons, Jean Beauchef fut arrêté sur le pont de Gien, suspecté, entendu, suite à une dénonciation identifiée.

Par jugement du Tribunal Civil, décret du 5 décembre 1958, le nom Defaucamberge redevient de Faucamberge.

Il est décédé le 14 juillet 1964 à Gien.



Médaille Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Médaille Croix de Guerre 1914-1918



Defaucamberge Raymond

Né le 4/07/1896
à Gien (Loiret)

Militaire

Il s'est engagé volontaire lors de la première guerre, où il a servi d'abord comme artilleur puis comme chasseur à pied dont il est devenu officier. Il adhéra au mouvement « Vengeance » en juin 1943.

Il fut arrêté le 6 juin 1944 et déporté par le convoi du 28 juillet 1944, à Compiègne, où il arrive le 31 juillet 1944. Ensuite il sera emmené dans des conditions inhumaines à Neuengamme, où il est affecté au « kommando » de Meppen Versen ; il y décèdera le 27 novembre 1944. Son corps a été rapatrié et inhumé à Saint-Florent-le-Jeune en 1946.



Médaille de la Légion d'Honneur - 1925,
Médaille de la Croix de Guerre 1914-1918
Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945,
Médaille de la Résistance Française
Médaille « medal of freedom USA »



Defaucamberge François

Né le 14/10/1916
à Paris (Seine)

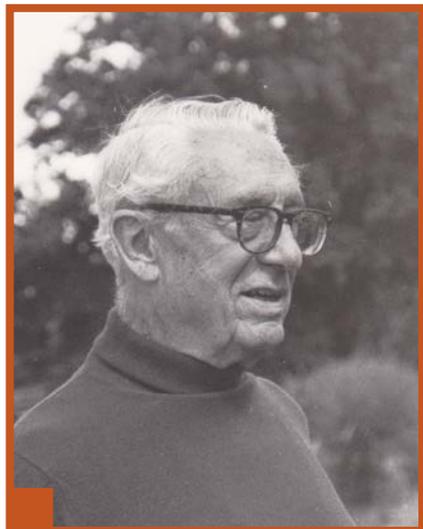
Militaire

Il entre à Saint Cyr en septembre 1938, il est reçu 2^{ème} sur 490, et en est sorti à la déclaration de guerre. Il s'engage dans l'aviation, fait la campagne de Syrie, il passe en Espagne en novembre 1942 et ira ensuite au Maroc. Lorsqu'il rentre en France, il est rattaché à l'armée du Général de Lattre de Tassigny, pour continuer le combat.

Il est mort en service aérien, le 30 juillet 1947, près de Constance, où il était en occupation.



Médaille de la Légion d'Honneur en 1945
Médaille de la Croix de Guerre avec palmes - une étoile



Georges Demairé est instituteur au Cours Complémentaire de Gien au moment de la guerre et demeure rue Louis-Blanc. En septembre 1943, il rallie le mouvement « Vengeance » auquel vient d'adhérer son collègue Ernest Bildstein. Il signe son engagement dans les F.F.I. pour la durée de la guerre le 25 novembre 1943 sous le pseudonyme « Rémy des Canches » et devient chef de section. Bien qu'étroitement surveillé par les collaborateurs Moulet et Chevassus, le groupe recrute et grandit. Le 16 janvier 1944, le Capitaine Defaucamberge, chef de secteur, est arrêté à Orléans lors d'une réunion d'officiers. Ernest Bildstein met les activités de sa compagnie en sommeil et quitte Gien.

Le 3 février, la Gestapo fait une descente chez Georges Demairé, alors à Orléans. Prévenu par téléphone, il se rend chez ses parents à Fleury-les-Aubrais lorsque, presque arrivé sur place, il est doublé par une traction noire de la Gestapo. Il évite le piège mais son père est emmené avant d'être libéré peu après.

Georges Demairé doit quitter la région. Il le fait le soir même avec la complicité des cheminots.

Il raconte : « *Longeant et traversant les voies, nous parcourons les quelque cinq cents mètres qui séparent le dépôt des machines et la gare, et nous nous arrêtons à l'endroit où devait stopper la locomotive électrique de l'express de Limoges. Cinq minutes après le train entrain en gare. Le conducteur était celui que souhaitait mon guide. Un mot de présentation : « recherché par la Gestapo », c'est tout. Le conducteur avait compris : je pouvais monter près de lui... Je fis un voyage magnifique »...*

Il se retrouve à Brive-la-Gaillarde où sa couverture de comptable s'avère assez précaire et il échappe à deux rafles de la Milice et de la Gestapo.

DE RETOUR À GIEN

Ayant pu contacter Ernest Bildstein, alors à la tête d'un groupe dans le Vercors, ils décident de revenir sur Gien.

Georges Demairé arrive à Arrabloy le 4 mai où il retrouve Henri Deshayes. Bildstein les rejoint quelques jours plus tard. Le mouvement est relancé. Commencent la lutte contre le marché noir, puis l'arrestation des collaborateurs Moulet et Chevassus le 12 août et la recherche d'armement.

A partir du 15 août débutent les opérations contre les Allemands en retraite. Puis le 18 août, Ernest Bildstein trouve la mort dans une embuscade à Saint-Gondon. Le commandement de la Compagnie échoit à Georges Demairé, nommé Capitaine fin août. Il assure la Libération de Gien sans un coup de feu, la liaison avec les troupes américaines, puis la surveillance pour leur compte des points de passage sur la Loire entre Sully-sur-Loire et Briare. A ce titre, il empêche la destruction du pont-canal par le maquis de l'Yonne alors qu'aucun Allemand ne tentait de le franchir.

C'est de là, avec l'appui de chars récupérés au camp de Bois Damblai, à Nevoy, qu'il coordonne la libération, effective au 15 septembre, des communes du Sud de la Loire jusqu'au Cher-Nord.

Il est décédé le 20 juin 2012 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Le pont canal de Briare, sauvé de la destruction par G. Demairé.





ANDRÉ RACONTE :

« En décembre 1942, un chef de groupe « Francs-tireurs partisans » (F.T.P) nommé Méresse nous demande de former avec lui une escouade ; comme garantie, il doit passer à la radio anglaise le message « La Loire est belle ». Huit jours après, la radio transmet notre message. Plus aucun doute à avoir, l'association dont nous allons faire partie dépend bien de Londres. C'est ainsi qu'avec des éléments de Gien, Briare, Bonny et autres localités environnantes fut constituée l'escouade 12848. Notre lieu de repli en cas d'alerte était la demeure de Clément Rimbault au Petit Bardelay à Poilly. Mes camarades d'escouade sont René Laval, Jean Bourgoïn et Duban. Chez nous, pas de politique, seulement des bonnes volontés de toutes tendances, décidées à combattre pour soulager nos Alliés. Avant d'entreprendre quoi que ce soit, il nous faut récupérer des munitions. Avec mes camarades Jean Bourgoïn, Raymond Foucher, Jean Perez, René Laval nous entassons du matériel, des armes, grenades etc. Nous sommes prêts pour les expéditions.

En février 1943, alors que la guerre faisait rage en Afrique du Nord, les Allemands utilisaient à outrance le fil télégraphique Paris-Marseille. A l'heure et au lieu qui nous fut désigné, le fil fut coupé. D'autres escouades sabotaient cette même ligne à Montargis, Cosne, Nevers. Plus aucun doute, pour les boches, une résistance organisée opérait en France. Un dépôt de bombes fût créé au Grand Val à Cerdon. Il fallait couper le circuit téléphonique. Par une belle nuit de mars nous nous installons sur la route de Bourges, face au chemin d'Autry. L'endroit est bien choisi. Nous faisons notre travail de sabotage malgré une alerte. Nous sommes tous au fossé, sauf Jean Bourgoïn, surpris, qui n'a pas le temps de descendre du poteau. Heureusement l'auto passe à toute vitesse sans nous voir.

Beaucoup de Français qui ne connaissaient pas notre organisation agissaient individuellement, c'est ainsi que le circuit téléphonique de Bois Damblai à Nevoy était constamment coupé. Nous n'avons jamais su par qui. La discrétion la plus absolue était en effet obligatoire. Se faire prendre, c'était la mort et dans quelles conditions !

Dans les premiers jours de juin 1943, nous reçûmes l'ordre de faire sauter le lieu de résidence de la milice en gare de Gien. A la même époque, Raymond Foucher et Jean Bourgoïn devaient saboter le train de Laval. Malheureusement le 5 juin 1943 nous fûmes dénoncés par notre chef Méresse et arrêtés par la Gestapo. Pour acheter sa liberté, ce traître dénonça 52 F.T.P et ce fut pour nous tous la déportation et les terribles camps allemands. Je fus déporté à Compiègne puis Buchenwald, Dora et le camp d'extermination d'Elrich.

Le 4 avril 1945, nous savons que les armées alliées sont proches. C'est un exode de 10 jours qui va commencer. Avec un kilo de pain et trois kilos de pommes de terre nous allons parcourir 100 km sur les routes d'Allemagne. Le 10 avril nous faisons une pause près d'un petit tunnel qui passe sous la route. Avec deux camarades nous décidons l'évasion. L'instant est critique. Nos gardiens vont-ils faire l'appel de leurs bagnards avant de se remettre en route ? Les minutes nous semblent des siècles... Soudain la colonne s'ébranle, nous sommes sauvés. Nous nous réfugions dans une meule de paille à 100 mètres de la route et nous observons un paysan allemand dans sa ferme. La nuit tombée nous l'attaquons et changeons de tenue. Nous nous réfugions dans un grand bois sur les bords de l'Elbe et le lendemain les auto-mitrailleuses américaines sont là. Munis d'un chiffon blanc, nous allons droit à elles tout en évitant le tir des armes automatiques allemandes.

« Prisonniers français ! Ne tirez pas » - « avancez » nous répondent-ils en français. Et immédiatement nos camarades américains nous comblent de pain blanc, de lait, de sucre et de cigarettes et mettent tout en œuvre pour nous rendre service. L'heure de la Libération, cette HEURE tant attendue, venait de sonner pour nous. »

Il est décédé le 13 septembre 1970 à Gien.

André Deriat fut conseiller municipal à partir du 26 octobre 1947 puis Adjoint au Maire en mars 1959 jusqu'à son décès.

Une rue porte son nom à Gien. Elle va de la rue des Briqueteries jusqu'aux rues Paul Michelet et Creuse.

Aussi la rue des Moreaux, qui bénéficie de la double appellation conformément aux lois du 2/03/1982 et 6/02/1992, délibération du conseil municipal du 13 mars 1980.

  **Chevalier de la Légion d'Honneur**
Médaille de la Croix de Guerre
Médaille militaire



René Drot embrassa la carrière de gendarme et fut affecté à la brigade de gendarmerie de Gien.

Il a exercé ses fonctions avec le grade de Maréchal des Logis, Adjudant-Chef jusqu'au 16 août 1944. Il rejoignit le maquis de Coullons en faussant compagnie à ses collègues, en s'emparant de 5 mitraillettes, 750 cartouches, 2 pistolets et une paire de jumelles.

Il n'a cessé de rechercher toutes les occasions d'agir contre l'ennemi. Avec son groupe, il a tenu de nombreuses embuscades sur les arrières des convois allemands.

A ce titre, selon extrait de l'Ordre Général N° 32 de Monsieur le Général de Division Delmas, commandant la V^{ème} Région Militaire – du 10 Août 1945, Drot René – Maréchal des Logis Chef de gendarmerie, Adjudant F.F.I. (Maquis du Loiret) est

cité à l'Ordre de la Brigade avec le port de la Croix de Guerre avec Etoile de bronze.

La guerre finie, il réintégra la gendarmerie et fut envoyé en Indochine sous les couleurs de la 3^{ème} légion de marche de la Garde Républicaine avec le grade d'Adjudant.

Le 21 novembre 1948, dans la région de Tuy-Lac (Tonkin) l'Adjudant René Drot et son groupe de Tonkinois sont accrochés par l'ennemi, lui-même et l'un de ses hommes sont blessés.

La patrouille forcée de décrocher devant le nombre, revient quelques temps après, avec des renforts pour rechercher les deux blessés. Les recherches sont vaines et le gradé de gendarmerie est donc déclaré disparu à cette date.

Le 14 avril 1961, le Tribunal de Grande Instance de Montargis ayant statué conformément aux articles 88, 89 et 90 du Code Civil rendait le jugement suivant : « Drot René, fils de Paul et Auger Georgette, Adjudant de gendarmerie ayant épousé Desmier Marie, demeurant à Gien (Loiret) est décédé le 21 novembre 1948 à Tuy-Lac (Tonkin) ».

L'officier de l'état civil de Gien rédigea l'acte de décès avec la mention « MORT POUR LA FRANCE » après avis de Monsieur le Ministre des anciens combattants et victimes de guerre.



Médaille de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix de Guerre avec étoile de bronze
Médaille militaire
Médaille commémorative 1939-1945
Médaille Coloniale d'Outre-Mer

L'Adjudant René Drot au Tonkin



FOUCHER RAYMOND



Dès 1940, il récupère des armes, munitions pour saboter les véhicules ennemis : camions, wagons et chars de combat sur le faisceau de formation en gare de Gien. Il adhère au mouvement des Corps Francs « Vengeance » en mars 1943. Son action est la fabrication de cartes d'identité, certificats de travail, cartes d'alimentation aux réfractaires au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.).

Il participe aux attaques suivantes :

- le train spécial « Laval » Paris-Vichy au km 137.960 - ligne Moret-Roanne le 10 décembre 1942,
- l'écluse de la Canardière à Briare le 15 janvier 1943,
- l'écluse de Venon à Ouzouer-sur-Trézée le 22 avril 1943,
- les coupures de lignes et câbles téléphoniques à Gien, Grand-Val à Cerdon et Paris-Marseille à Briare le 12 avril 1943.

Il renseigne et prépare le transport de bombes pour attaquer le Pont Canal de Briare. Le 8 juin 1943, il est arrêté à son domicile, sous les yeux de son épouse et de son fils Marc, sur dénonciation d'un milicien giennois, collaborateur avec la Gestapo. Il fut emprisonné à Orléans où il ne resta que quelques jours et fut ensuite dirigé sur Compiègne, Welmar et Buchenwald. Le 8 janvier 1944, il quittait ce camp pour aller travailler à l'usine de Dora. C'est là, à 125 mètres sous terre, que 15 000 ouvriers, dont 2 500 Français, construisirent les fameux « V1 » et « V2 ».

Raymond Foucher, son épouse et leur fils Marc.



UNE JOURNÉE À DORA, « LE CAMP DE LA MORT LENTE » :

« Nous n'avions le droit de nous laver qu'une fois par semaine, le dimanche. Nous étions vêtus comme des bagnards : veste et pantalon de toile bleu et blanc, et bonnet de même tissu, une chemise, un caleçon et un petit pull-over, des sabots. Lorsqu'il faisait bien froid, certains détenus endossaient un sac à ciment percé, mais les SS y faisaient une chasse terrible.

Avant de partir au travail nous recevions nos vivres pour la journée : pain, café qui était des glands grillés, un peu de margarine et quelquefois, une rondelle de saucisson.

Jusqu'en janvier 1945, nous recevions un pain de 1 500 g pour trois. Après cette date nous n'eûmes que 100 g de pain noir, un fois ou deux seulement par semaine. Les jours sans pain nous avions droit à trois pommes de terre immangeables.

Dès l'arrivée à l'usine, nous étions chargés de creuser à la dynamite les puits d'aération de l'usine souterraine (profondeur 90 à 125 mètres). Les Allemands nous obligeaient à descendre dans les puits 10 minutes après les explosions. L'air était irrespirable, la fumée nous faisait suffoquer, qu'importe, il fallait faire vite... Nos compagnons juifs étaient frappés constamment et sans raison. Un nombre incalculable d'entre eux a péri de sévices et de famine.

Lorsque nous retrouvions le camp, c'était alors le long, l'interminable appel du soir. Les groupes attendaient sur la « place de l'appel » l'heure que messieurs les SS voulaient bien fixer. Nous étions comptés et comble de cynisme et d'horreur, les morts de la journée devaient être amenés dans des brouettes et couchés à leur place... pour que celui qui pointerait puisse retrouver son compte. L'appel durait selon le bon plaisir de ces messieurs 2, 3, 4 heures et même plus. L'hiver, j'ai vu attendre dans la boue glacée de 17 à 23 heures. Pour le dîner : 1 litre d'eau chaude et quelques morceaux de rutabagas ».

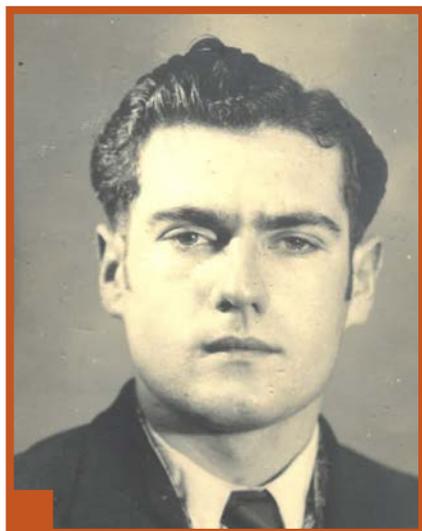
Raymond fut volontairement blessé par un Allemand, la cuisse transpercée par une baïonnette qu'il ne pouvait soigner.

Il est décédé le 17 mars 1970 à Gien.

« Si nous avons tenu le coup, c'est parce que nous voulions vivre, nous voulions revoir la FRANCE, nous voulions retrouver nos foyers ».



Médaille de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix de Guerre
Médaille de la Résistance



Après ses études à l'école de Durzy à Montargis, en 1941, à l'âge de 17 ans, Georges Henry travaille à la caserne de Gien dans l'atelier de réparation des chars et chenillettes, où avec son camarade Jouannet, il sabote une quinzaine de chars chargés sur les trains. à la suite de la découverte du sabotage, il est arrêté le 24 juin 1942 et conduit à la « Kommandanture ». Aucune preuve n'ayant été retenue contre lui, il est libéré et muté au magasin où il n'avait plus accès aux blindés.

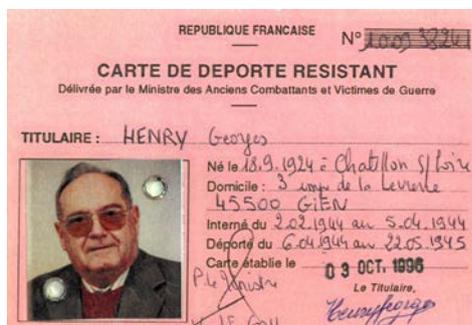
Le 8 janvier 1943, il est réquisitionné par le S.T.O (Service du Travail Obligatoire) et transféré dans la banlieue de Munich. Après quelques mois passés en Allemagne et grâce à un faux certificat du docteur Chaignot de Gien, il revient le 15 avril 1943 et se cache au château de Cormont à Boismorand, où il est employé par la Ville de Genevilliers avec d'autres réfractaires. Un de ses camarades le met alors en relation avec Jean Chauveau, qui deviendra plus tard son parrain, membre du mouvement « Vengeance », sous les ordres du Lieutenant Bildstein. Il y sera engagé le 10 octobre 1943. à partir de cette date, le jeune Georges Henry va distribuer tracts et journaux clandestins, entretenir des armes prises à la caserne au moment de la débâcle. Il recrutera des volontaires et fournira de précieux renseignements, notamment sur les horaires de chargements des trains. Il participe également aux réunions d'instruction en vue des futurs combats pour la libération.

Mais le réseau « Vengeance » est dénoncé et des têtes tombent à Orléans. Dans la nuit du 2 au 3 février 1944, au retour d'une mission, Georges Henry est arrêté au 23 de la rue Louis Blanc par la Gestapo où deux collaborateurs l'attendaient dans son logement. Dans le même temps Jean Chauveau et Eugène Roth sont arrêtés. Malgré la fouille minutieuse de son logement, les policiers ne découvrent pas les journaux clandestins cachés dans le conduit de cheminée. Il sera conduit à la caserne de Gien. Il y est interné jusqu'au 6 février, subissant des interrogatoires musclés et des confrontations avec les autres membres du réseau. Le 6

février il est conduit à la prison d'Orléans jusqu'au 13 mars 1944. À cette date Georges Henry (matricule 28938) et Jean Chauveau sont transférés au camp de Compiègne d'où ils partent le 6 avril 1944 vers les camps de la mort. Entassés à 125 dans des wagons à bestiaux (1 800 personnes environ par convoi) et complètement dénudés. Ils arrivent à Buchenwald, mais le camp étant complet, ils sont dirigés ensuite vers celui de Mauthausen.

Arrivé en gare de Mauthausen, il se porte volontaire pour décharger le wagon de vêtements et colis de la Croix-Rouge que les déportés avaient reçus au départ de Compiègne, lui permettant de se désaltérer et nourrir quelque peu. Arrivé au camp vers minuit il y retrouva l'ingénieur Albert Marchand qui titubait. Ce dernier étant diabétique manquait d'insuline. Georges Henry vit alors un SS se saisir d'un fusil par le bout du canon et frapper de toutes ses forces Albert Marchand avec la crosse jusqu'à ce que mort s'ensuive. Comme tous les déportés, Georges Henry travaillera à la célèbre mine de granit de Mauthausen et ses 186 marches à gravir avec des blocs de granit d'une trentaine de kilos à transporter. Puis il fut affecté à la construction d'un camp annexe à Linz 1 avec un nouveau matricule 62538. Il couchait dehors tant que les bâtiments ne furent pas finis et jusqu'au jour où les alliés américains bombardèrent le camp, faisant 156 victimes sur les 258 déportés affectés à ce poste. à partir de là, il fut affecté au camp de Linz 3, l'usine d'Herman Goering où étaient fabriqués les chars.

L'atelier des déportés s'occupait du découpage des plaques d'acier qui étaient ensuite transférées vers des ateliers de montage. Il y sera ajusteur puis électricien parmi les 35 Français sur 5 000 déportés. C'est le 7 mai 1945, vers 17 h, que les Américains feront leur entrée dans Mauthausen, libérant définitivement le camp de la mort : officiellement 195 000 morts. Mais ce n'est que le 28 mai 1945 qu'il revit la France, étant trop faible pour suivre ses camarades, il dut rester hospitalisé pendant une huitaine de jours. Il est décédé le 3 février 2001 à Gien.



- Médaille Militaire**
- Croix de guerre avec palme**
- Croix du Combattant**
- Croix du Combattant Volontaire de la Résistance**
- Croix de Guerre 1939-1945 avec barrette**
- Grande Croix d'Or du Mérite et du Dévouement**
- Médaille des Réfractaires au STO**



La famille paternelle de Jacqueline Henry est originaire de Liffol, dans les Vosges. Son père, Fernand, se marie dans le Loiret et s'installe à Boiscommun. Il est sculpteur sur bois et travaille pour une usine de meubles de Châlette-sur-Loing. Grièvement blessé en novembre 1914, il est fait prisonnier et reste quatre ans en Allemagne. Surtout, il est communiste et « son nom figurait sur la liste des communistes à la cellule d'Orléans ». Le 25 octobre 1941, il est arrêté après le massacre de Châteaubriand en représailles de l'exécution d'un officier allemand à Nantes. Il est interné à Compiègne où il reste un an. C'est dans ce milieu familial, engagé et aimant, qu'a grandi Jacqueline Henry. Elle évoque les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, commune où il y avait aussi un camp de prisonniers français.

« Nous en avons recueilli deux. J'ai conduit l'un d'eux en zone libre. Nous avons passé un pont sur le Cher. Nous avons réussi, il s'est retrouvé libre. Il a encore fallu que je repasse le pont gardé par les soldats pour rentrer chez moi ».



Traversée de Loire à vélo

Après avoir suivi des cours de gymnastique à Montargis, Paris et Versailles, Jacqueline Henry est « nommée professeur d'éducation physique au Cours complémentaire de Gien » en 1943. Elle raconte : « j'ai connu la famille Poupa et en particulier Andrée qui était institutrice à Arrabloy. à l'étage de l'école, chez Andrée, étaient cachés Robert Auger et deux ou trois autres. De temps en temps, on m'apportait un paquet, on ne me disait rien, je ne demandais rien. Tout le monde avait un nom fictif et la nuit, j'apportais ce paquet à Arrabloy, en bicyclette. Il fallait traverser le pont à la barbe des Allemands... ».

Jacqueline Henry ne connaissait rien des activités de Bildstein dont le maquis s'organise alors que les événements se précipitent à l'approche du débarquement. Un matin, alors qu'elle est souffrante, on frappe à sa porte : « c'était un garçon qui travaillait à la mairie (je n'ai jamais su son nom). Il me dit « Sauvez-vous ! La Gestapo est à la mairie qui demande si vous êtes la fille de Fernand Henry ». En moins de cinq minutes, j'étais partie avec un petit baluchon. Je ne me rappelle plus comment je me suis retrouvée à Arrabloy, à pied sans doute... ».

L'école est vide. « ... je suis restée là 4 jours et 5 nuits, je crois. J'avais mis des échelles sur le toit en pensant que si les Allemands arrivaient, la grille grincerait et que j'aurai le temps d'ouvrir la fenêtre, de sauter et de courir jusque dans le bois derrière ».

Un matin, Jacqueline se décide à partir. Sur la route, il n'y a que des voitures allemandes quand passe un épicier ambulant : « un bon gros homme aux joues rouges. « Où vas-tu p'tit gars ? » J'avais enfilé un vieux pantalon de mon jeune frère qui avait rejoint le maquis Bildstein, j'avais aussi un béret qui cachait mes cheveux. « Je veux aller à Montargis où j'ai une amie instit ».

Sans un mot, il m'a conduite à Montargis. à 5 heures du matin, j'étais dans le train Montargis-Orléans. J'avais très peur qu'on ait repris mon père. Heureusement, il n'en était rien et l'aventure a continué ».

Elle rencontre un soldat américain, Walter Bolen, qui après la campagne d'Italie et de France, fut blessé près de Munich 8 jours avant l'Armistice, ce qui lui vaut la « purple heart » plus haute décoration américaine. Elle l'épouse et devient ainsi une « war bride ». Ils auront deux enfants avant qu'il ne décède dans un accident de voiture en 1950.



LE BENJAMIN DU MAQUIS

Jacques Henry est un adolescent lorsqu'il entre au maquis. Originaire des Vosges, son père, Fernand, s'installe, après son mariage, à Boiscommun. Il est le frère de Jacqueline Henry-Bolen, professeur à Gien. Si ses racines familiales lui ont permis de découvrir « émerveillé » son appartenance « au clan des prolos », la guerre a perturbé la formation de ce passionné d'aviation qui en fera son métier.

En 1944, Jacques Henry est le benjamin du maquis Bildstein dont les cadres veillent discrètement à l'écartier des coups les plus risqués. Outre la garde de prisonniers, il sert souvent d'agent de liaison. Revenant d'Ouzouer-sur-Trézée pour porter un message caché dans le guidon de son vélo, il se prend « pour René Vietto et à toute allure je rentre dans un gars qui venait, paisible sur son vélocipède ». Le percuté, « flic », n'est pas content, menace et Jacques Henry s'enfuit.

« Quelques jours après, Ernest me fait porter un message à Décherit, que je prends pour le commissaire de police... Je tombe sur le flic collisionné avant, qui me reconnaît et qui s'en prend méchamment à moi. Je suis vraiment malheureux au moment où il faudrait passer invisible »...

Une autre fois, il participe à une embuscade commandée par Leberre « plus au sud de la route Sully-Gien ». Armé d'une mitraillette Sten, « l'arrosage étant plus dans mes cordes », il est caché dans un fossé et doit prévenir ses copains, installés plus haut, de l'arrivée d'une cible. Le dispositif est levé après une longue attente inutile. Au retour, ils croisent une voiture remplie d'Allemands : chacun est reparti sur le chemin de la non-gloire en faisant « ouf » ou « dommage ».

Jacques Henry toujours à vélo, transporte un F.M. camouflé dans un fagot de bois sur la nationale au sud de Gien. Il crève et demande à un autre cycliste s'il peut le dépanner.

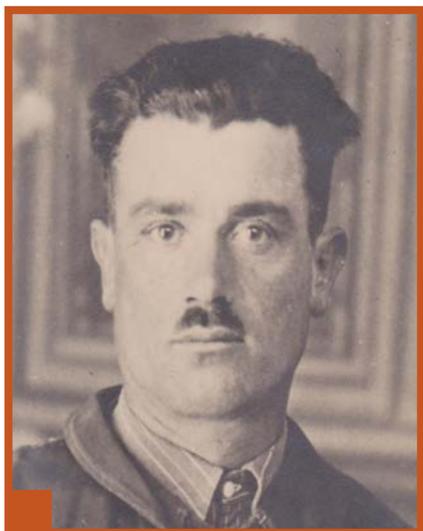
« Mon bon Samaritain » opère et passant derrière le vélo, aperçoit le F.M. qui, après avoir glissé, « dépasse de 20 cm hors du fagot ». Il saute sur son vélo sans demander son reste.

Après la libération, Jacques Henry participe à une patrouille lorsqu'il est interpellé par « un quidam que je connais de vue » : « Pauvre merdeux, qu'est-ce que tu fous avec ta mitraillette, va plutôt téter ta mère ». « J'ai silencieusement continué mon chemin ruminant ma haine... ».

Fin août, les Américains sont là. Jacques Henry sert de traducteur entre Demairé et leur Colonel. Lui « et moi sommes plutôt copains... Il me fait confiance pour aller enquêter sur les activités de la Wermacht dans le sud de Gien. Georges Demairé est d'accord ». Le soir, Jacques Henry traverse la Loire « moitié nage, moitié à pied » devant l'Hôtel Beau Rivage, emprunte le vélo de Robert Auger caché en rive gauche, et roule une dizaine d'heures entre Sully et Briare, glanant les renseignements auprès des villageois. « Je rentre faire mon rapport au Colonel américain, mange copieusement, dors 2 ou 3 heures et repars ».

Même s'il ne note « que quelques véhicules et des groupes de cyclistes et pédestres de soldats », ces périples sont risqués. « Si je suis arrêté, je dirai que je vais chez ma grand- mère à Cerdon ou Blancafort. J'ai 17 ans juste mais j'en parais 15, avec mes culottes courtes... ». Avant de partir vers Berlin, cet officier laissera pour Jacques Henry « une carabine 15 coups, 9 mm qui tire les balles de Sten que nous avons à profusion ». Son père y gravera son nom sur la crosse.



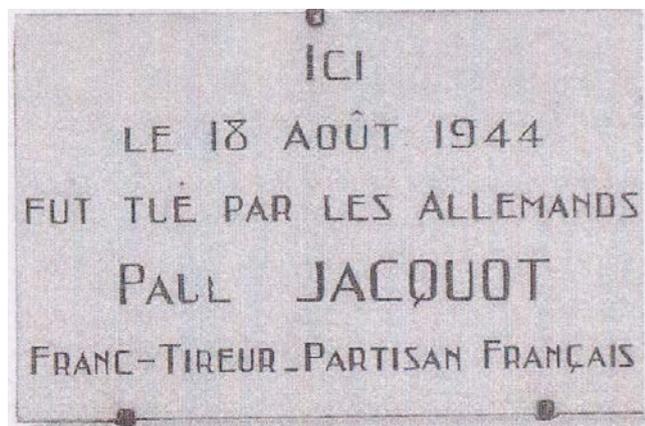


Paul Jacquot a effectué toute sa scolarité à Vacqueville et sera même employé aux cristalleries de Baccarat. La première guerre mondiale le contraint avec sa famille de quitter la Lorraine. Il n'y retourne que pour effectuer son service militaire.

Après avoir été ouvrier agricole, il intègre en avril 1930, les Ponts et Chaussées. En 1937, il est recruté comme cantonnier à la mairie de Saint-Firmin-sur-Loire, poste qu'il conservera jusqu'à sa mort.

Il était un résistant de la première heure. Il n'accepte pas que la France reste sous la domination nazie, pas plus que les exactions qui sont commises, et décide de résister à l'ennemi en rejoignant un réseau de « Francs-tireurs Partisans » dans le secteur de Briare.

Certaines réunions se déroulent à son domicile où chaque partisan doit utiliser le mot de passe « Napoléon est mort à Sainte Hélène ».



Plaque fixée sur le bâtiment municipal, place Foch à Gien

Son métier aux Ponts et Chaussées lui permettait de bénéficier d'une certaine facilité de circulation.

À ce titre, après sa démobilisation en juin 1940, en nettoyant les fossés sur la route allant de Saint-Firmin-sur-Loire à Cernoy-en-Berry, il trouve un arsenal d'armement abandonné, semble-t-il par les soldats français, lors de leur repli faisant suite à la bataille de Gien. Il enfouit cet arsenal dans son jardin, et son épouse se rappelle de ces moments à risques car elle était chargée de surveiller discrètement les abords de leur maison vis-à-vis des voisins ou autres personnes.

Dans le cadre de son engagement de résistant, le 18 août 1944, au passage du pont de Gien, il est contrôlé par des soldats allemands, alors qu'il transporte des munitions dans les sacs de sa bicyclette.

Il déclare que ces cartouches sont nécessaires pour se servir de la poudre qu'elles contiennent, pour dessouder des arbres dans le cadre de son travail. Les Allemands ne le croient pas et il sera fusillé immédiatement sans aucun procès.



A titre posthume :

Médaille de Chevalier de la Légion d'Honneur

le 10 novembre 1960

Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palme

Médaille de la Résistance

La notification au grade de Sous-Lieutenant a été homologuée le 8 août 1945 avec prise de rang au 1^{er} juin 1944 par la commission nationale d'homologation des grades Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) du secrétariat d'État aux Forces Armées.

Le certificat d'appartenance aux F.F.I. en date du 25 janvier 1950 certifie qu'il a servi du 6 juin 1944 au 18 août 1944.

La carte d'interné résistant portant le N° 1210151120 lui a été attribuée le 14 octobre 1957.

La carte de combattant volontaire de la Résistance N° 015017 a été délivrée le 26 décembre 1957.

Le 19 août 1945, est inaugurée la plaque souvenir fixée sur le bâtiment municipal, face au pont de Gien.

Dans sa délibération du 15 septembre 1945, le conseil municipal décide que la rue de la fosse du Berry, partant de la place Foch et aboutissant au carrefour des rues d'Autry, des Pêcheurs et de la Blanchisserie s'appellera désormais rue Paul Jacquot.

Il est inscrit sur le monument aux morts et une rue porte son nom à Saint-Firmin-sur-Loire.



Maurice a eu du mal à vivre la déroute de 1940. Il avait 19 ans et a décidé de partir sans rien dire à personne. Sa mère n'a pas su ce qu'il était devenu pendant trois ans. Il s'est dirigé vers la zone libre et a fini par partir avec un contingent jusqu'à Alger, à bord du bateau « le Lamoricière », qui a coulé deux mois après. Il a été envoyé en Kabylie et a fait ses classes en formation radio puis est devenu Caporal et radio du bataillon.

Un jour de 1942 les Anglais et Américains ont débarqué. Le Général de Gaulle avait autorisé les Anglais à ponctionner dans les troupes françaises car ils avaient eu beaucoup de pertes. Ils demandaient des volontaires pour les SAS (Special Air Service), les commandos de la Reine. Il était au 1^{er} rang et ne sait pas pourquoi il a levé la main. Une décision super rapide. La langue est venue très vite et les instructeurs parlaient français.

Il a quitté Alger à bord de « l'Ormonde » et débarqué le 12 mars 1944 à Liverpool. Il est allé à l'école de parachutisme de Ringway près de Manchester. Après l'Écosse, il est transféré du 2^{ème} SAS dans une unité SAS à composante majoritairement française, stationnée dans un camp secret du sud de l'Angleterre. Il s'agit d'une base de départ. Quelque chose d'important et d'indéfinissable se prépare. Les SAS vont être engagés dans de grandes opérations.

Lors d'un exercice de saut à partir d'un camion en marche, qui freine trop tôt ou trop tard, il s'est réceptionné avec difficulté sur le sol, ce qui lui a occasionné une blessure à la main droite. Cette fracture a nécessité des soins prolongés. Il enrage. Il est d'autant plus déçu qu'il a enduré beaucoup d'épreuves depuis trois ans pour mériter le Saint-Graal, c'est-à-dire partir en mission, si possible en France occupée.

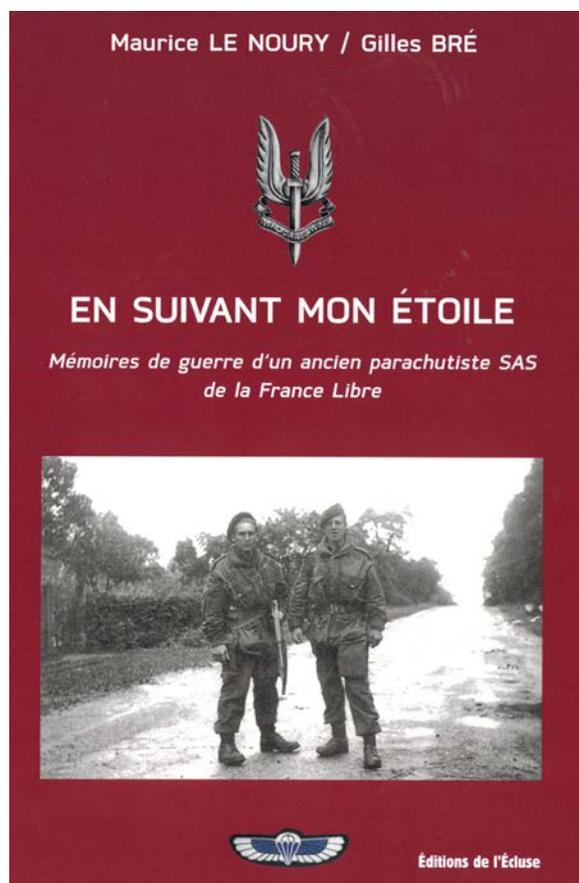
Deux jours plus tard, il ressent un silence pesant. Il se retrouve seul. Ses camarades ont disparu dans la nuit, sans bruit.

Ses camarades sont en opération quelque part en Bretagne,

bravant tous les dangers pour libérer notre pays. Beaucoup vont y perdre la vie, parmi eux le Caporal Emile Bouetard, qui va être tué en opération à Plumelec (Morbihan), dans le cadre de l'opération Dingsson, le 6 juin 1944 et qui sera le premier d'une longue liste.

Entre juin et août 1944, remis de ses blessures au poignet, il reprend l'entraînement. Il est dirigé le 5 août sur la base secrète de Fairfort, située en banlieue londonienne. Dans la nuit du 9 au 10 août 1944, il embarque à bord d'un bombardier Halifax de la RAF (Royal Air Force) avec un stick de onze hommes. Il est le seul français de l'équipe. Leur mission consiste à renforcer le maquis.

Ils sont pris dans les faisceaux lumineux de la Flak qui commence à tirer. L'ordre de saut est donné. Il replie son parachute et il est accueilli par un maquisard qui lui demande une cigarette ! Durant la mission Rupert, Il effectue beaucoup de patrouilles. Le 30 août au matin, les éléments de la « 4th Armored Division » américaine (III^e armée du général Patton) pénètrent dans St-Dizier et contribuent à sa libération. Les maquis et le groupe du 2^{ème} SAS sont impliqués dans la libération de la ville. Lors des combats ils font des prisonniers allemands.



En décembre 1944, il est sélectionné pour participer à une vaste opération de sabotage à très haut risque. Ils doivent être parachutés en Forêt Noire. Soudain, ils apprennent que le saut est annulé.

Dans le cadre de l'opération Amherst, le 3^{ème} SAS auquel il appartient, doit opérer de part et d'autre de la route d'Hoogeveen et du canal d'Orange, au sud d'Assen. Il est largué dans la nuit du 7 au 8 avril 1945. La tempête sur la Manche leur annonce un parachutage difficile. Certains de ses camarades ont eu la malchance de se poser dans les canaux et s'y sont noyés. Il y a eu de la casse. Il est passé à deux doigts de la mort. Dans un café, il a été coincé par un Allemand, qui a attrapé sa carabine. Il avait laissé la sécurité. Il doit sa vie à un bout de métal de quelques centimètres.

Il a pu s'enfuir dans les champs et s'est arraché le visage dans des barbelets dont il portait encore les cicatrices. Le lendemain, ils ont été attaqués par les Allemands jusqu'à ce que les Canadiens arrivent. Un ami a pris une balle dans le dos.

Il éprouva un soulagement profond d'avoir survécu et une grande fatigue l'envahit. Quelques heures plus tard, le Lieutenant-Colonel de Bollardière décida de les rapatrier en priorité.

La guerre est terminée le 8 mai 1945. L'Allemagne nazie vaincue a capitulé.

Il ne se sent pas transporté par l'euphorie générale qui prédomine, mais il ressent plutôt une sorte de satisfaction teintée de tristesse. La liste de ses camarades tombés en opération est longue et le prix de cette victoire est excessivement élevé.

Le 18 juin 1945, les SAS sont appelés pour participer au défilé de la Victoire à Paris.

Ils passent exceptionnellement sous l'Arc de Triomphe et empruntent la plus belle avenue du monde.

Maurice nous a quittés le 18 janvier 2019.

Un parachutiste ne va pas au ciel, il y retourne.



Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire
Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945 avec citations
Médaille d'Outre-Mer
Médaille de la Croix du Combattant



Maurice Le Noury relève la flamme à l'Arc de Triomphe en compagnie de Christian Bouleau - Maire de Gien - 2015.

LEBERT GASTON

Né le 6 avril 1907 à Montargis (Loiret)

Employé à la faïencerie de Gien



Gaston Lebert demeure au 2 quai Lenoir à Gien. Au moment de la déclaration de guerre, le 4 septembre 1939, il est incorporé au 313^{ème} régiment d'artillerie, grade 1^{ère} classe, au centre mobilisateur C.M.A.5 à Vendôme.

Il est fait prisonnier le 20 juin 1940 à Mirecourt (Vosges) et interné au camp de prisonniers stalag VIII-C sous le n° 32756.

Il sera mis en congé de captivité des autorités allemandes le 25 avril 1943 comme relève. Le 4 mai 1943 sous le n° 2620 il est démobilisé à Orléans.

Il intègre le mouvement « Vengeance » de la Compagnie Bildstein sous le matricule 1473 en qualité de Sergent-Chef, groupe Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) Coullons, Saint-Gondon et Poilly.

Il a participé aux opérations du groupe, en particulier l'occupation du Bois d'Emblay à Gien et l'arrestation des « traîtres » Chevassus et Moulet, le 12 août 1944 rue Lejardinier à Gien. Il faisait partie, avec le Lieutenant Bildstein, de l'équipe A qui bloquait la rue Lejardinier.

Il est décédé le 12 juillet 1963 à Gien.

Dans un courrier du 25 mai 1945, Georges Demairé s'adresse à André Aubel et lui demande « de s'adjoindre de Decherit et Lebert, pour créer une association des anciens maquisards et résistants giennois, je parle des vrais. Il est temps que nous nous défendions et que nous ne fassions pas figure de gangsters et de faux Français aux yeux des prisonniers et de tous les gens qui se laissent trop influencer. »



Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945
Médaille Militaire





André Lelièvre fait ses études au Lycée Durzy de Montargis et obtient en 1931 et 1932 ses CAP d'ajusteur mécanicien et de pratiques industrielles.

Il travaille à Pithiviers avant d'être mobilisé en 1939. Fait prisonnier à Pont-Sainte-Maxence dans l'Oise, il s'évade, se cache à Périgueux, puis arrive à Coullons où il travaille comme mécanicien auto chez Monsieur Vannier, atelier rue des Prêtres à Coullons, puis chez Monsieur Couderc.

Au volant d'un camion, il effectue la livraison des aliments et de ravitaillement des épiceries de la région. Il assure aussi le rôle de taxi. Il est logé chez Madame Rat (parents de Monsieur Roger Rat) qui tiennent un bar-restaurant réparation de vélos, à la place de l'actuel « Nemrod » à Coullons.

Il se marie en octobre 1943 avec Hélène Girard, une jeune fille de Coullons.

Cette année-là se créent, dans la clandestinité, des groupes de volontaires (dont les F.F.I. - Forces Françaises de l'Intérieur) pour lutter contre l'occupant.

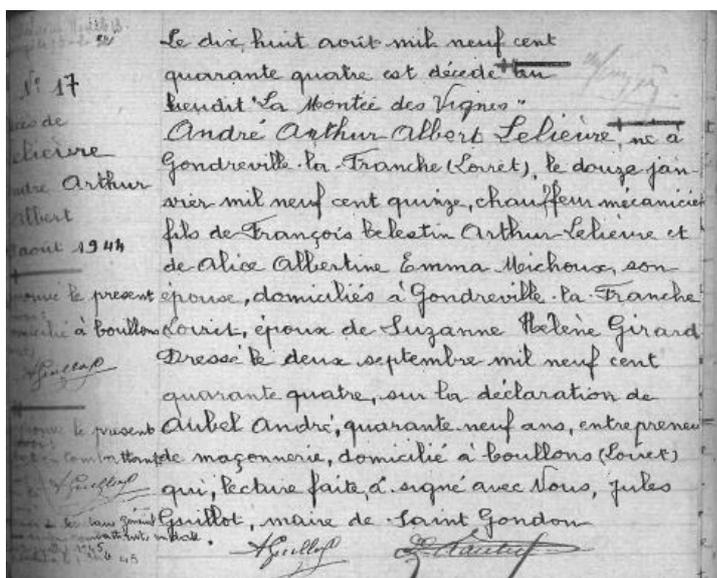
N'ayant pas de moyens de transports, André Lelièvre, au volant d'une 22 CV Renault à gazogène, appartenant à son patron, Monsieur Couderc, assure le transport des F.F.I. du « Maquis Bildstein » de la ferme des Etourbes.

Le 18 août 1944, alors qu'Orléans vient d'être libérée le 16 août par les Américains et que Gien le sera le 24 août, André Lelièvre part en « mission » à Saint-Brisson-sur-Loire accompagné par Ernest Bildstein (Lieutenant Rémi), Maurice Espinasse (un instituteur), Marcel Robichon, Georges Sévère de Saint-Gondon et André Deroin de Saint-Brisson-sur-Loire. Le drapeau blanc flotte sur la voiture.

A la Montée des Vignes de Saint-Gondon, ils sont victimes d'un guet-apens.

Sur ordre du Lieutenant Bildstein, André Lelièvre, chauffeur d'un véhicule, fit demi-tour sous les tirs ennemis et s'affaissa sur son siège, atteint par les balles allemandes, mortellement blessé. Il est enterré le lendemain à Saint-Gondon, puis ramené quelques jours plus tard, de nuit au cimetière de Coullons où il repose depuis.

Sa jeune épouse était surprise de découvrir qu'elle dormait sur les fusils. Elle ne savait jamais où son tout jeune mari partait. Elle le pleura énormément et le docteur Collet venait la reconforter. C'est là, qu'un groupe d'Allemands vint frapper à sa porte, lui reprochant « mari terroriste ! » Elle sera sauvée par le docteur Collet qui rétorqua « Non, personne malade » et leur ferma la porte au nez.



Son acte de décès

LERUDE CLAUDE



En avril 1943, il est chargé du recrutement et de l'organisation des corps francs « Vengeance » dans le Loiret puis devient le chef de la région VIII (Loiret, Loir et Cher, Cher, Indre et Loire) sous le pseudo Paul VIII (Paul était le prénom de son père et VIII l'indicatif de la région placée sous ses ordres).

Au cours de l'été 1943, il dirige l'école des cadres de « Turma-Vengeance » dans un château à Cerisy-Belle-Etoile (Orne) sous le couvert d'un stage de moniteurs de colonies de vacances, autorisé par la préfecture de l'Orne. Le chef de « Vengeance » François Wetterwald en personne y donne une conférence sur l'armée allemande.

Les 15 et 16 janvier 1944, Claude Lerude convoque les chefs départementaux du mouvement à un congrès à Orléans. Le 15, la réunion a lieu dans une bibliothèque (rue des Pensées) et Claude y présente l'organisation des groupes du Loiret. Le lendemain matin, la conférence sur les maquis se déroule dans une salle de l'école des Beaux-Arts. Après le déjeuner, certains camarades vont chez Claude Lerude alors que d'autres partent chez l'Adjudant Fontana. En début d'après-midi, six policiers allemands débarquent au domicile de la famille Lerude, 87, rue de Coulmiers et interpellent les personnes présentes : Robert Thoreau, François Lefebvre, Jacques Defaucamberge, Albert Marchand, Emile Philiponeau et Albert Lagaron. Claude s'était absenté quelques minutes de chez lui pour acheter des cigarettes, il tomba à son retour dans la souricière.

Les premiers arrêtés sont immédiatement évacués tandis que Claude est interrogé dans sa chambre. Avant son départ, il a juste le temps d'embrasser sa mère et sa grand-mère.

CLAUDE LERUDE au service de la France



« Adieu maman ! Que Dieu te garde mon chéri. Adieu Grand'mère. Je pars pour faire comme l'oncle Marcel » (allusion à son oncle tué en 1917). Incarcéré à la prison de la rue Eugène Vignat d'Orléans jusqu'au 25 mars, Claude est transféré à Fresnes puis à Compiègne-Royallieu le 16 mai 1944.

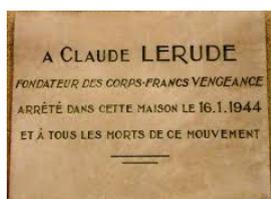
Le 21 mai 1944, il part avec plus de 2 000 autres hommes, direction le camp de Neuengamme, dans le premier des quatre grands transports de déportation vers ce camp, situé au nord de l'Allemagne. Le N° 30313 lui est attribué. A partir du 30 mai, il est affecté au « kommando » de Fallersleben Laagberg situé en Basse Saxe à proximité de la ville de Wolsburg. Il travaille à la fonderie de l'usine Volkswagen. Avec la poussée des Alliés, ce camp de travail forcé est évacué le 7 avril 1945 vers Wibbelin, petite bourgade au nord de l'Elbe où Claude arrive exténué après plusieurs jours de transport. Le 2 mai 1945, la 82ème division américaine découvre le camp de Wibbelin.

Les rescapés au dernier degré d'épuisement sont transférés au centre sanitaire de Ludwigslust. Claude Lerude y décède le 7 mai 1945 à l'âge de 24 ans.

Le camp est filmé par les reporters américains avant d'être incendié pour éviter les épidémies. La population locale est requise pour enterrer les quelques 2 000 cadavres entassés qui formaient une véritable montagne. En hommage à Claude Lerude, une rue porte son nom à Orléans-la-Source et à la Chapelle-St-Mesmin, ainsi qu'une école à Orléans.



« Chrétien dans le Loiret » 1988
BD d'une série de 36 tomes - Dirigée par René Berthier
Éditions du Rameau FLEURUS
Dessin de Joseph Garcia - Scénario de Irène Nitko



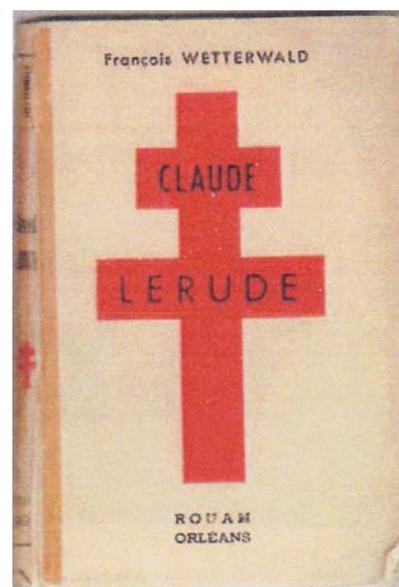
87 rue de Coulmiers - Orléans

Extraits de ses lettres depuis la prison d'Orléans

« Je ne veux pas être plaint – je savais ce que je faisais et ne suis pas une pauvre victime ; la vie est belle quand on est d'accord avec son intelligence et en harmonie avec l'intelligence qui gouverne le monde » (23 janvier 1944).

« Il faut savoir prendre la vie et la considérer toujours comme un don joyeux et dont il faut tirer parti. Perdre la vie n'est rien pour un soldat : perdre sa vie, voilà le vrai malheur. » (25 janvier 1944).

« Je suis réellement heureux d'avoir eu l'occasion de servir ». (27 février 1944)



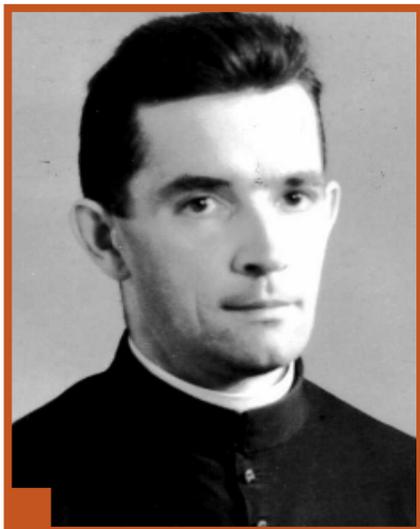
« Claude Lerude » par François Wetterwald

MACHET DE LA MARTINIÈRE JOSEPH

Né le 14 décembre 1908

à Angoulême (Charente)

Prêtre à la paroisse de Gien



L'Abbé de la Martinière est ordonné prêtre en 1932 et est nommé en 1940 vicaire à Gien. Il est prêtre catholique, historien, résistant. Mobilisé quelques mois en 1938, Joseph fait la guerre 1939-1940 dans l'infanterie coloniale avec le grade de Sergent infirmier. Pendant qu'il se bat, le 15 juin 1940, à 11 h 45, Gien est bombardé. La première bombe tombe sur l'église et la seconde sur le presbytère. L'Abbé Juranville et ses vicaires se réfugient à la cave, échappant ainsi à la mort. Joseph perd toutes ses affaires : papiers, vêtements, meubles, absolument tout. Après l'armistice signé le 22 juin 1940, Joseph est démobilisé et rentre à Gien.

Il relate : « Je dois le reconnaître, j'étais pétainiste comme l'unanimité ou presque, des catholiques de ma paroisse en ce printemps 1942. Un pétainiste qui n'était pas inconditionnel, qui n'allait pas sans des réactions de refus devant certaines initiatives de Vichy ».

Ce qui n'empêchait pas l'Abbé de la Martinière d'écrire un tract indigné sur la poignée de main de Montoire. Il aida des personnes traquées à passer en zone libre. Il cacha un paquet compromettant dans un tiroir de commode chez une vieille dame à qui il portait la communion ; ce paquet contenait des formulaires et du matériel en vue de la fabrication de faux papiers. Le 12 mai 1942 à 14 h, il est arrêté, en raison de son influence sur les mouvements de jeunes de sa paroisse. Il est soupçonné d'avoir aidé à des évasions au passage de la ligne de démarcation. Il est arrêté sur dénonciation et interné à la prison d'Orléans. De cette prison il réussit à faire passer des lettres écrites d'une minuscule écriture sur des morceaux de papier, cachées dans ses cols de chemises.

Il sera mis au secret à Fresnes et partira le 10 juillet 1942 de Paris à Hinzert, le camp spécial SS, « le vestibule de l'enfer ». Il connaîtra les camps de Wittlich, commandos de Breslau, Schweidnitz, Dachau le 9 août 1944 bloc 26 puis 28, qui sur les ordres de Himmler, devaient être « liquidés ».

Les Américains délivrent le camp le 29 avril 1945. Il reste au camp pour soigner les nombreux déportés atteints de dysenterie et du typhus qui ne peuvent partir.

Il écrit à l'évêché de Luçon cette lettre : « J'ai vu une infirmerie, à l'odeur innommable, typhiques et tuberculeux y agonisent, squelettes vivants n'ayant plus que la peau sur les os. Par terre une boue de déjections. Quatre rangs de couchettes où ces hommes sont empilés. Il y avait quelques Français pleurant de nous voir, criant après nous « On crève là-dedans, sortez nous ».

J'ai pris le commandement et essayé d'obtenir des Américains une amélioration rapide. Mais les secours pour les grands malades viennent lentement. Entre deux baraques de cette infirmerie, on amène les cadavres encore chauds. Il meurt de 200 à 300 hommes. Entre le 1^{er} janvier et le 15 avril il y a eu 11 000 morts ».

De cette action d'héroïsme envers les plus faibles et les plus repoussants des hommes, lui vaudra la médaille des Epidémies (propos de l'Abbé Fraisse dans son courrier du 12 septembre 1948).

Il est décédé le 2 novembre 2003 à Saint-Benoît-La-Forêt (Indre-et-Loire).



Médaille d'Officier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes
Médaille de la Croix du combattant volontaire de la Résistance
Médaille des Epidémies

Ses souvenirs

« Comment vous dire tout ce que j'ai vu de réconfortant, d'enthousiasmant, toutes les raisons que je rapporte de garder confiance dans le relèvement de la patrie. à côté d'horribles souvenirs qui continueront à hanter nos rêves, il restera de grands, de magnifiques souvenirs. Vais-je vous faire sourire ? Je me demande si un jour, je n'aurai pas la nostalgie des prisons. Je l'aurais certainement si j'apprenais que les personnes qui, à Gien, touchaient 3 à 4 000 francs par mois par les Allemands pour faire un très vilain petit « boulot » et dont la police a tous les moyens de connaître les noms, restaient indéfiniment en liberté.

Je l'aurais certainement si je m'apercevais que les déportés politiques servaient de marchepied à une poignée de pantoufflards pour leur permettre de se pousser en avant en suscitant une agitation stupide ».

Qu'on le sache donc. Nous ne voulons pas avoir souffert pour rien. Nous ne voulons pas que nos camarades soient morts pour rien. Nous voulons une FRANCE qui ait les mains propres ».

MARCHAND ALBERT



Albert habite au 16 avenue du Président Wilson à Gien depuis 1937. Mobilisé en 1939 comme Lieutenant de réserve à son régiment d'origine, il est convoyé dans le département des Ardennes pour édifier des casemates dans la région de Rocroi. Lors de la retraite, il est chargé de faire sauter au passage les ponts Georges V et Joffre à Orléans. Son unité ayant échappé à la captivité, il est rendu à la vie civile en juillet 1940 pour reprendre son poste à Gien où l'attend une tâche énorme, suite aux tragiques journées vécues par notre cité en juin 1940.

Il est résistant du réseau « Turma-Vengeance », Chef du secteur Gien-Montargis, filière « renseignements », sous les ordres de Robert Thénard, adjoint de Raymond Solard (déporté lui aussi dans le convoi du 6 avril). Il commença par recruter parmi ses amis, puis passa au stade de la recherche du renseignement en transmettant régulièrement une documentation précieuse sur les organisations militaires ennemies de la région de Gien (mouvements, effectifs, unités), laquelle documentation après interprétation du 2^{ème} bureau de « Vengeance » aboutissait à Londres.

Les Anglais voulaient sauvegarder le Pont de Gien pour des raisons stratégiques et de ce fait, Albert Marchand avait été chargé d'organiser la défense de cet ouvrage. Profitant des travaux de reprise des fondations du château de Gien, il organise des casemates souterraines, bien protégées et admirablement disposées pour prendre le pont en enfilade. Les plans de cette défense, lesquels prévoyaient l'armement de deux pelotons occupant les casemates, furent les derniers documents qu'il remit à la fin 1943 à Monsieur Thénard, secrétaire du syndicat des ingénieurs pour le Loiret (alias « Vaupré » puis « Sultan » au sein du mouvement « Vengeance »).

Le samedi 15 janvier 1944, les officiers des Corps Francs du mouvement « Vengeance » pour le Loiret étaient convoqués à une réunion secrète à Orléans. Parmi les décisions retenues,

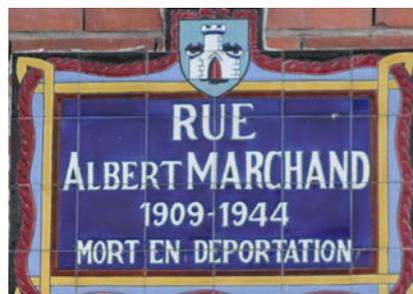
Albert Marchand fut confirmé officiellement par l'état-major du Général Koenig dans ses fonctions d'organisateur du groupe de protection du pont de Gien. Cette réunion se poursuivait le lendemain en traitant des thèmes sur l'organisation d'un maquis et l'après-midi, au domicile du chef du mouvement « Vengeance » Claude Lerude, devait avoir lieu une démonstration de manipulation d'explosifs à laquelle participait Marchand.

La Gestapo de Paris fut alertée en fin de matinée par un agent de liaison du mouvement « Vengeance » passé à l'ennemi. A 15h30 la Gestapo les arrêtait tous, une quinzaine d'hommes dont leur chef Lerude.

Albert Marchand était diabétique et malgré des interventions pour empêcher en premier son transfert à Compiègne, sa déportation ne put être reportée. A l'infirmerie de Compiègne, Georges Henry témoigne qu'avec Jean Chauveau, ils allaient chercher l'insuline qui lui était indispensable.

Le 6 avril, ce fut le départ pour Mauthausen sous le matricule 62766. Albert partit dans les mêmes conditions que ses camarades, 100 détenus dans un wagon à bestiaux plombé. Sans médicament, sans avoir pris aucune nourriture pendant 3 jours, il fut dirigé sur le bâtiment des douches où il attendit son tour jusqu'à 23 h. Arrivé sous la douche il fut pris d'une faiblesse et s'abattit à terre ; aussitôt le « kapo » du camp lui appliqua une cigarette allumée sur la cuisse; Marchand réagit. Les SS crurent avoir affaire à un simulateur et, fous de rage, l'abattirent sauvagement à coups de cravaches et de nerfs de bœuf. Plusieurs de ses amis de « Vengeance » assistèrent impuissants à cette scène de sauvagerie et ont conservé dans les yeux cette vision d'horreur, celle de la première exécution par les SS d'un de leurs meilleurs camarades.

La disparition d'Albert Marchand laissa au mouvement « Vengeance » un vide terrible. Jacques Defaucamberge et Paul Michelet furent eux aussi arrêtés. Le groupe ne put se reconstituer à Gien dans les formes où cela avait été prévu et un poste ne put être mis en place pour la défense du pont.



Une rue de Gien, située entre l'avenue Maréchal Leclerc et la rue Victor Hugo, porte son nom sur une magnifique plaque en faïence de Gien.

(photo ci-contre).



**Médaille de Chevalier de la Légion d'Honneur
à titre posthume par décret du 25 octobre
en tant que militaire**

MARIENNE FRANÇOIS

Né le 27 mars 1897 à Nolay (Nièvre)

Adjudant Chef de Gendarmerie



Médaille de Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille de la Croix de Guerre 1939-1945 avec palmes
à titre posthume le 1^{er} août 1946

L'Adjudant Marianne est nommé Adjudant-Chef à titre posthume le 10 janvier 1946. Il laisse trois filles de 21, 18 et 9 ans.

Dans les locaux de la gendarmerie de Gien, figure une plaque en faïence de Gien rappelant le souvenir et le sacrifice de l'Adjudant-Chef François Marianne.

Par délibération du conseil municipal du 23 décembre 1945, une rue porte son nom ; elle va de la rue Jeanne d'Arc jusqu'à la place du Château.

Après avoir participé à la première guerre mondiale, il rentre dans la gendarmerie le 8 novembre 1922. Il arrive à Gien en 1937 et prend le commandement de la brigade comme Adjudant le 10 août 1942, pour prendre la suite de l'Adjudant-Chef Camille Olivier, mort pour la France.

Au cours de l'année 1943, il rentre dans le mouvement « Vengeance » de Gien. Serge Chevassus, l'interprète de la Kommandantur, le soupçonne fortement de prévenir les réfractaires au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire) lorsque les autorités allemandes avertissent la gendarmerie pour contrôle ou arrestation.

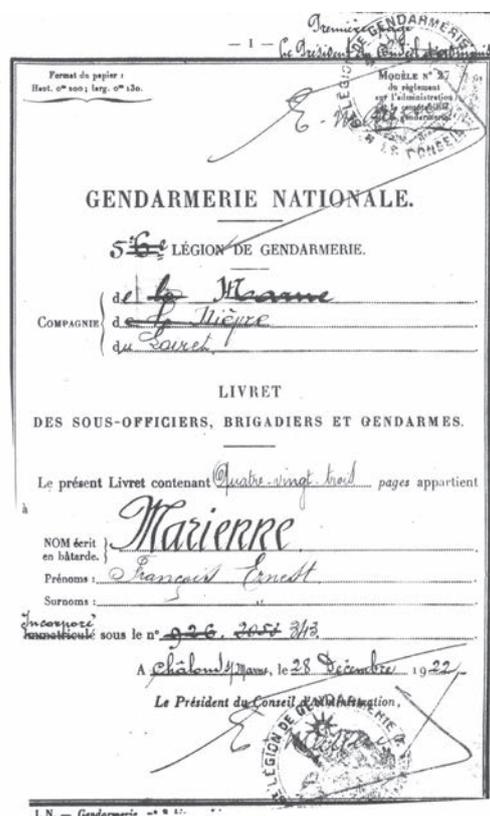
Cette suspicion entraîne son arrestation le dimanche 25 juin 1944, ainsi que celle de deux gendarmes de Châtillon-sur-Loire, qui viennent souvent rendre visite à M. Marianne à l'extérieur de la gendarmerie.

Incarcéré à la prison allemande d'Orléans, il est transféré à Compiègne le 11 juillet, comme le confirme un courrier de la Croix-Rouge à son épouse.

C'est le 28 juillet que le convoi identifié « 1250 », comme mentionné au Livre Mémorial des Déportés, quitte Compiègne pour rejoindre, dans la région de Hambourg, le camp de Neuengamme le 31 juillet.

Sans nouvelles d'eux, la gendarmerie nationale engage une intervention auprès du consulat général de Suède à Paris, qui n'obtiendra malheureusement aucun renseignement supplémentaire.

Ce n'est qu'en août 1945 qu'un déporté d'Aubigny-sur-Nère, M. Riby, confirme le décès de François Marianne le 24 décembre 1944 au block 4, malade de dysenterie et de coups reçus par les gardiens.

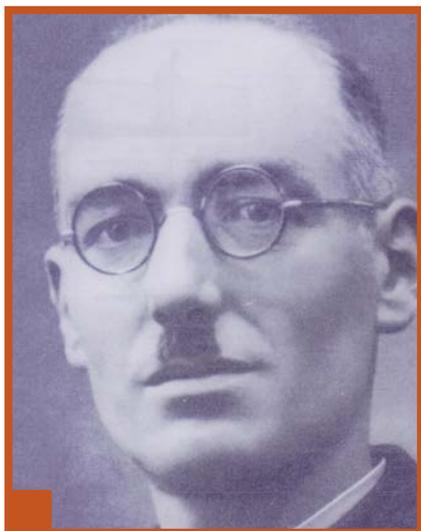


Son livret de gendarme

MICHELET PAUL

Né le 3 août 1900 à Selles-sur-Cher (Loir-et-Cher)

Employé des Ponts et Chaussées



Il arrive à Gien en 1924 et épouse le 24 août 1924 une Giennoise Mademoiselle Suzanne Germaine Ménigault. Ils ont deux filles Françoise et Geneviève. Employé à la quincaillerie Granjeon, puis aux établissements Chevallier père et fils, il entre aux Ponts et Chaussées de Gien sous la direction de l'ingénieur Albert Marchand.

Il adhère le 6 septembre 1943 au mouvement « Vengeance » Gien, avec attestation du Général Devinck.

Son activité comporte la distribution de journaux clandestins, l'instruction concernant les explosifs et des armes légères et la constitution d'un groupe de résistants.

Suite à l'édification de deux casemates au niveau du château, pour prendre en enfilade le pont, Paul Michelet devait prendre le commandement d'un groupe armé pour s'emparer de l'un de ce fortins, le moment venu.

Suite à l'arrestation des responsables du groupe d'Orléans le 16 janvier 1944, la Gestapo opère sur le département une série de coups de filets. C'est ainsi que Paul Michelet est arrêté le 4 février de la même année alors qu'il était dans son jardin.

Le 10 mars 1944, avec ses camarades, il est acheminé sur Compiègne en transit vers les camps d'Outre-Rhin. Il quitte Compiègne le 6 avril et se trouve dans le même convoi que Jean Chauveau ; il arrive le 8 avril à Mauthausen-Gusen, où le Giennois Albert Marchand est décédé ce même jour. Paul Michelet sera envoyé à l'usine des pièces d'avions dans les lugubres souterrains.

Très affaibli, ayant perdu ses lunettes, il ne peut plus se diriger. Il décède le 4 février 1945 au « kommando » Gusen (attestation de Bernard Cognet, Adjoint de Claude Lerude, lui-même libéré le 5 mai 1945, rapatrié vers le Lutétia à Paris le 19 mai 1945).

Une rue de Gien, située de la rue Jules César à la rue André Deriat et rue Creuse, porte son nom.



Dévoilement de la plaque de rue par Françoise et Geneviève Michelet (ses filles)



OLIVIER CAMILLE

Né le 11 juillet 1899 à Marmagne (Cher)

Adjudant-Chef de Gendarmerie



Militaire, il participe aux combats de la Grande Guerre. Au 3^{ème} régiment de zouaves en avril 1918, il fait la campagne de Syrie puis est affecté dans l'armée du Levant et termine en Algérie.

Intégrant la gendarmerie en avril 1922, prenant successivement les grades de Maréchal des Logis-Chef en 1928, d'Adjudant en 1939, c'est comme Adjudant-Chef qu'il commande la brigade de Gien en 1942.

Ses activités dans la résistance sont toujours restées très discrètes ; il effectue de nombreux déplacements nocturnes dont on ignore les motifs. En fait, il prévenait les jeunes appelés au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire), pour qu'ils échappent aux arrestations.

Camille fut soupçonné par un de ses collègues. Un matin, ses chaussures laissées en bas d'un escalier, n'étant pas sèches, il fut suspecté de sortir la nuit. C'est alors qu'il prit la décision de rejoindre le maquis. Le 5 juin 1944, pour éviter de participer à une opération de répression contre la résistance à Vierzon, il quitte sa section rassemblée au Château de Gien pour dire au revoir à son épouse et ne rejoint pas ses hommes. Son épouse fut alors privée du logement qu'ils occupaient à la gendarmerie.



Par délibération du conseil municipal du 29 octobre 1944, une rue de Gien porte son nom.

Elle va de la rue Lejardinier jusqu'à la n° 64 de la rue de Montbricon.

Une plaque en faïence de Gien est apposée à l'intérieur de la gendarmerie de Gien.

La caserne de la brigade de gendarmerie de Montargis porte également son nom.

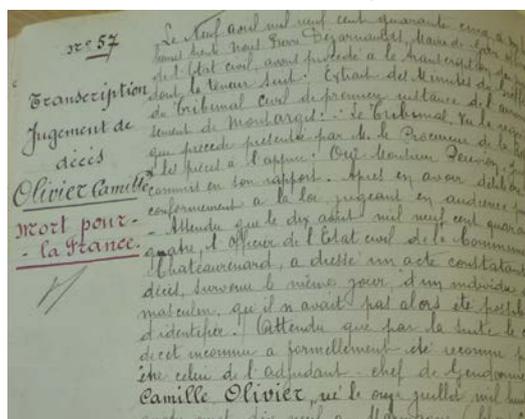
Avec son fils Robert, il gagne le maquis du Charme, ainsi appelé parce qu'il se situe à proximité du hameau du même nom, près de Château-Renard. Sous le commandement de Jean Lesguillon, il participe à de nombreux sabotages et fait fonction d'instructeur.

Suite à l'ordre général, lancé par radio le 6 juin 1944, « de harceler partout et de toutes les façons les troupes allemandes », il est chargé, le 10 août, avec une trentaine d'hommes, de se lancer dans l'attaque du château de la Motte occupé par de nombreux Allemands. Après un combat de 20 à 30 minutes, Camille Olivier ainsi qu'un autre résistant sont tués, cinq autres Français sont blessés et d'après les habitants une dizaine de morts chez les Allemands.

Le maquis interviendra plusieurs fois dans les combats de Lorris et Thimory et entrera parmi les libérateurs dans Montargis le 23 août.



Son acte de décès avec la mention « Mort pour la France »



- Médaille de La Légion d'Honneur à titre posthume le 1^{er} août 1946
- Médaille de la Croix de Guerre avec étoile en 1921
- Médaille militaire
- Médaille de la Croix du Combattant
- Médaille du Levant



Robert Olivier signe son engagement dans le mouvement « Vengeance » auprès de Jean Chauveau, le 11 octobre 1943 sous le pseudonyme de Raymond Duffour, matricule 41131. « J'allais très souvent à la pharmacie Rémy où était employé Chauveau, pour des médicaments. Il me servait et me disait discrètement d'attendre que le dernier client soit parti pour me remettre des journaux de la résistance à distribuer dans les boîtes à lettres le soir ».

Le 6 juin 1944, jour du débarquement, il part avec son père, le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Gien, l'Adjudant-chef Camille Olivier, pour le maquis de Montcresson avec l'aide de Robichon. Ils rejoignent la ferme de M. Guillard où « nous étions une trentaine avec quelques vieux fusils » sous les ordres des Lieutenants Briant et Lesguillon.

À la fin de ce même mois, avec Robichon et Fontaine, il prend livraison à La Fontaine d'une Traction avant Citroën appartenant à Gaston Ciarlet, ingénieur des Ponts et Chaussées. Comme il a fait une préparation militaire, Robert Olivier est nommé chef de groupe.

Après un parachutage d'armes à Solterre, il est désigné avec trois autres maquisards pour « aller chercher les containers... cachés dans un champ de blé coupé et mis en moyettes pour les dissimuler. Nous avons fait deux voyages mais pour le deuxième, le chauffeur connaissant bien la région, je lui ai demandé de prendre un autre itinéraire. Heureusement car les Allemands nous attendaient avec des mitrailleuses de chaque côté du pont à La Chapelle-sur-Aveyron. Nous avons dû être repérés au premier passage par un « collabo », selon des renseignements donnés par un docteur résistant. Une dénonciation contraint le maquis à déménager au Charme, vers le 15 juillet. Robert Olivier y forme les jeunes au maniement des bazookas et des canons antichars Piat.

Le 15 août en fin de matinée, il participe à l'attaque du château de la Motte à Châteaurenard qu'occupent les Allemands. « Avec mon fusil-mitrailleur Bren, j'ai descendu un boche qui réparait une Traction avant à l'entrée du château et plusieurs autres qui couraient dans le couloir, la grande porte étant ouverte... Le combat s'intensifiait. J'ai pris un bazooka pour neutraliser un tireur qui nous arrosait du haut d'une tourelle du château »...

Le combat fait deux morts, dont Camille Olivier, et cinq blessés côté maquisards, une dizaine de victimes côté ennemi. Lors du décrochage, Robert Olivier et un chauffeur, Blazer, sont volontaires pour aller chercher trois maquisards dont un blessé, de l'autre côté du château. Ils passent deux fois devant l'entrée en se faisant copieusement mitrailler : « nous avons eu chaud ».

Début août, en mission avec le Lieutenant Briant et deux autres maquisards vers Le Charme, ils aperçoivent un convoi de camions allemands pleins de soldats. Ils ont tout juste le temps de cacher leur véhicule dans le garage d'une maison « habitée par un couple âgé un peu terrorisé », avant de se camoufler dans un bois proche. « Nous avions l'intention d'attaquer le dernier camion » mais ils y renoncent pour éviter des représailles sur le village. « Je crois que ce jour-là nous avons tous eu la trouille. De retour chez le couple âgé, et ayant sympathisé, nous avons bu le verre de l'amitié ».

Peu après, les Allemands ayant quitté Gien, Robert Olivier rejoint le maquis Bildstein dont Georges Demairé a installé le PC à l'école des filles de la rue Georges Clemenceau et se met à sa disposition « pour continuer la libération de la France ».

Il est décédé le 8 août 2017.

Le château de la Motte - Châteaurenard



SIMÉON ANDRÉ ET CAMILLE



**Siméon
André**
Né le 3/03/1924
à Les Lilas (Seine)



Camille Siméon (2^e à droite) et André (assis à sa gauche)

André Siméon est réfractaire au Service du Travail obligatoire (S.T.O.) mais est envoyé à Saint-Nazaire en vue de départ pour l'Allemagne. Il s'en échappe, rentre chez ses parents et son père le cache chez des amis dans une ferme. Il rentre dans la résistance au mouvement « Vengeance ».

Dans la nuit du 3 au 4 février 1944, lors d'un bal clandestin à Saint-Martin-sur-Ocre, avec sa fiancée, sa première sortie à Gien, il est reconnu par Lussac.

Le soir du 3 février à minuit, Lussac, Moulet et Chevassus sont venus avec l'intention de l'arrêter au domicile de ses parents. Les parents étaient au rez-de-chaussée et André se trouvait dans sa chambre à l'étage. La chambre était desservie par un escalier extérieur, d'où il a pu s'enfuir.

Les agents de la Gestapo ont donc emmené son père. L'apprenant, André est allé se rendre le lendemain et a demandé la liberté de son père. Il fut interrogé à Gien, transféré à la prison allemande de la rue Eugène Vignat à Orléans. Ensuite direction Compiègne et par le convoi du 6 avril avec ses camarades, Albert Marchand et Jean Chauveau, ce fut la déportation à Mauthausen (affectations Melk, le 24 avril et Ebensee après avril 1945). La libération du camp eu lieu le 6 mai 1945 par les Américains.

M. Chauveau, son parrain de résistance, arrêté en même temps que lui, étant pharmacien, lui a conseillé de manger le plus possible de charbon de bois pour survivre aux épidémies. Il est revenu dans un état de santé déplorable, affamé, battu, avec des membres cassés et a mis beaucoup de temps à se remettre.

Il a vu des événements atroces dans le camp : un responsable désignait un prisonnier au hasard, ensuite on lui arrachait la peau à vif pour en faire des abats jour.

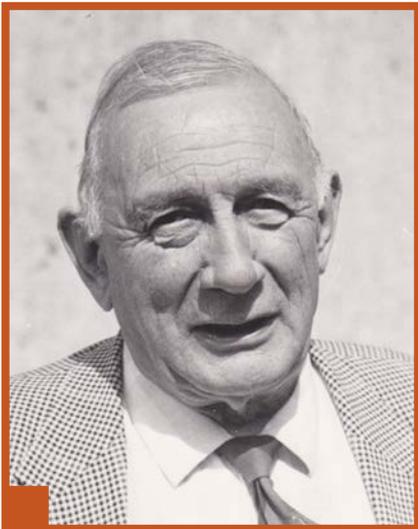
Il est décédé le 31 décembre 1960 à Gien (Loiret).



**Siméon
Camille**
Né le 7/03/1908
à Gien (Loiret)
Décédé le 7/10/1994
à Gien (Loiret)
Oncle d'André

Pendant toute la durée du conflit, il s'engagea au maquis de Lorris et fut caché dans les bois. (photo ci-dessous 1^{er} en partant de la gauche)





LE BASKETTEUR RÉSISTANT

À la rentrée scolaire de septembre 1940, il entre au Cours Complémentaire dirigé par Marcel Bouguereau afin de poursuivre sa scolarité jusqu'au Brevet élémentaire. Il intègre l'Abeille de Gien et son équipe de basket-ball. En mai 1941, il dispute la finale de la Coupe nationale Juniors de basket-ball avec l'équipe de l'Orléanais contre Paris. Finale perdue mais « après la rencontre, réception au siège du journal l'Auto [qui parraine l'épreuve] et signature du livre d'or. C'est presque la gloire », note-t-il. Il sera l'une des gloires de l'Abeille, remportant le championnat de France Ufolep de basket-ball 1946 avec l'équipe du Loiret dont il était le capitaine.

De septembre 1941 à juillet 1943, René Thivin va exercer divers petits boulots : manœuvre chez Poupas (BTP), récupérateur de bouteilles vides, manœuvre dans une entreprise spécialisée dans le renouvellement de voies ferrées, poste qu'il qualifie de « bagne », agent enquêteur pour les Contributions indirectes pour lesquelles il recense « toutes les habitations et, à l'intérieur, de toutes les pièces habitables avec croquis à l'appui ce qui m'a valu, malgré mon jeune âge, de visiter et de mesurer toutes les chambres du Coq Joyeux, le bordel local... ». Le 1^{er} juillet 1943, il entre à la SNCF comme auxiliaire de bureau en gare de Corbeil-Essonnes. Une entrée dans la vie active « accueillie avec satisfaction et soulagement » car cette affectation lui permet d'échapper au Service du Travail Obligatoire (S.T.O.) ».

René Thivin signe son engagement dans le mouvement Corps Francs « Vengeance » le 3 octobre 1943 auprès d'Henri Deshayes, sous le matricule 41121 et le pseudonyme d'André Duvalon. Le 1^{er} janvier suivant, sa situation professionnelle se stabilise avec sa mutation en gare de Gien.

Après les arrestations des chefs de la Résistance, le 16 janvier 1943 à Orléans, le groupe de maquisards de Gien est désorganisé. Ceux qui en ont pris la direction, Bildstein, Demairé et Deshayes sont en fuite ou se cachent en raison de la pression de la Gestapo qui ne faiblit pas. Le 8 février à 7 heures du matin, René Thivin est arrêté « à domicile et dans mon lit, par un peloton de soldats allemands conduit par Chevassus ».

Le soir même, il est transféré « après un court interrogatoire, à la prison de la rue Eugène Vignat à Orléans avec André Boulland, Lucien Durant et Paul Michelet ». Le 6 mars « grâce aux démarches et interventions de M. Bouguereau, Maire de Gien, André Boulland, Lucien Durant et moi sommes libérés ». Quelques semaines après son retour il apprend par André Mouron, son ancien employeur, le décès de son frère aîné, Jean, prisonnier en Allemagne.

Deux mois plus tard, René Thivin participe à la « prestation de serment de l'athlète, manifestation nationale organisée à l'initiative du Commissariat à la Jeunesse et aux Sports du Gouvernement de Vichy le même jour dans tous les départements, la Ville de Gien ayant été retenue pour le Loiret... De la part d'un membre de « Corps Francs » récemment libéré de prison, c'était assez cocasse, au grand plaisir de M. Bouguereau... ».

« VENGEANCE »
et le maquis Bildstein

Département : LOIRET
Délégation de :

1947	1948	1949
1950	1951	1952

ASSOCIATION GÉNÉRALE
DES
INTERNÉS & DÉPORTÉS
pour Actes de Résistance

T.C.A.R.

19, Boulevard Malesherbes, 19
PARIS VIII^e Arr^t
Tél. : ANJOU 95-81
95-82

CARTE DE MEMBRE
TITULAIRE

N° 5.915

(archives R.Thivin)

NOM : THIVIN
Prénoms : René
Né le : 14.4.25
à : GIEN
Adresse : 26 rue de Verdun
Gien (Loiret)
Profession : Bricoleur

Arrêté le : 8.2.44
Par : les Allemands
Prison ou Camp : ORLÉANS
Libéré ou évadé le : 6.3.44

Encadré : O.S. INTERNÉS
M. Boulland
C. Michelet
A. Duvalon

Association des Internés
& Déportés
pour Actes de Résistance
PARIS
1951

Date de délivrance
de la carte : 4.3.44

Après la Libération, René Thivin est appelé à témoigner par l'accusation au procès de Moulet et Chevassus devant la Cour de Justice d'Orléans le 19 juillet 1945.

Il est décédé le 18 mars 2013 à Gien.

75^{ème} Anniversaire de la Libération de Gien et de la Région



REMERCIEMENTS

BOULEAU Christian, Maire de Gien,

AGOGUÉ Jean-Jack, AUBEL Jean-Jacques, AUGER Alain, AUGER Michel, BAILLY LELEU Annie, BAILLY GROS Catherine, BAILLY Georges, BEAUCHEF Patrick, BOITIER Roger, BOULMIER Marcel, BOULOGNE Didier, BRÉ Gilles, CIZEAU DARGENT Céline, CHARENTUS Claudine, CHAUVEAU ROUILLARD Micheline, CHESNÉ Martine, COEUR Mickaël, COILBAULT Janina, CONSTANTIN Yvette, CONTREAU Renée-Claude, CORNILLE DAVID Marie-Thérèse, DABARD Geneviève, DUMONTIER Sandrine, DROT Suzanne, FOUCHER Marc, GARCIA DEL PRADO Juan, GUELLAND Evelyne, HENRY Jacques (Gien), HENRY Jacques (Paris), LATREILLE François, LEBERT BENDANA Jean et Madeleine, LE MEN Marie Pierre, LE NOURY Daniel, LERUDE Michel, LOPES Nathalie, MICHELET CALVET Françoise, MILLET Pascale, MOTHES Claude, NAULEAU DE FAUCAMBERGE Michel, OLIVIER Jean-Pierre, PHILIPPE Fabien, PONCET Martial, POUSSARD Jacqueline, RADDENZATI Chantal et Jean-Claude, ROUET Chantal, SIMEON DESBANS Denise, THIVIN Claudine, THOMAS Norbert, VAUCONSANT Christian, VIDEUX Jacky, VILAR Pauline.



3 chemin de Montfort
45 500 Gien
Tél : 02 38 29 80 00
legiennois.fr